

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 8-12 juin 2009

RAPPORTS ANNUELS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour approbation

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2009/4
12 mai 2009
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2008

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, OEDAM* Mme R. Hansen tel.: 066513-2008

Chargée des politiques, OEDAM Mme K. Oppusunggu tel.: 066513-3068

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle



AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

L'année 2008 a été l'une des années les plus ardues et en même temps les plus gratifiantes de l'histoire du PAM. Confrontée à la triple menace de la crise alimentaire, de la crise des carburants et de la crise financière, cette extraordinaire institution a montré une fois encore que *rien* ne saurait s'interposer entre le PAM et un enfant qui a faim. Et avec le nouveau Plan stratégique nous avons été en mesure de concevoir des interventions mieux ciblées que dans le passé.

Outre les opérations d'urgence complexes que nous menons en Afghanistan, en Somalie et au Soudan, nous avons dû faire face à des chocs provoqués par des phénomènes météorologiques extrêmes et des turbulences politiques qui ont lourdement pénalisé les populations les plus pauvres et les plus vulnérables. Sous l'effet de tous ces facteurs auxquels sont venus se greffer la baisse du pouvoir d'achat, la réduction des transferts de fonds et le resserrement du crédit, il y a aujourd'hui 115 millions de personnes de plus qui souffrent de la faim.

Or nous avons réussi non seulement à continuer de remplir le bol des nombreux millions d'êtres humains tributaires de l'aide alimentaire, mais aussi à amplifier nos opérations face à la crise mondiale de la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants qui a frappé de plein fouet les populations vulnérables. Grâce à la générosité des donateurs et au dévouement de notre personnel qui a travaillé sans relâche sur le terrain et au Siège pour trouver des solutions à une crise alimentaire sans précédent, le PAM a contribué à éviter que la crise mondiale ne se transforme en tragédie à grande échelle. Son assistance a favorisé le retour de la stabilité dans une situation explosive dont témoignent les émeutes de la faim qui ont éclaté dans plus de 30 pays au cours de la première moitié de 2008.

L'année dernière, en s'inspirant des meilleures pratiques mondiales, le PAM a mis en place des programmes novateurs et ciblés de filet de sécurité alimentaire issus de la boîte à outils de notre Plan stratégique: alimentation scolaire; santé et nutrition maternelles et infantiles; transferts monétaires et bons d'alimentation; et achats locaux de denrées alimentaires. Ainsi, en Haïti, où la montée des prix des aliments avait déclenché une crise nutritionnelle, l'alimentation scolaire a été prolongée pendant les vacances d'été pour quelque 200 000 enfants et des rations à emporter ont été distribuées aux familles de 1,1 million d'enfants. En réponse aux prix élevés des denrées alimentaires, des programmes ciblés similaires ont été mis en place à Djibouti, au Ghana, en Guinée, au Libéria, en Mauritanie, au Mozambique, au Pakistan, au Sénégal, au Tadjikistan et au Yémen. Le PAM a aussi lancé des programmes ciblés d'aide en espèces et bons d'alimentation à l'intention de populations qui n'avaient plus les moyens d'acheter de la nourriture: le premier d'entre eux en Afrique a démarré en février 2009 au Burkina Faso.

Pendant toute la durée de la crise, le PAM a sensiblement augmenté ses achats d'aliments dans les pays en développement, qui se sont chiffrés à 1,1 milliard de dollars, contribuant ainsi à briser le cycle de la faim. L'initiative "Achats au service du progrès", conçue dans le but de permettre aux petits agriculteurs de tirer profit des achats du PAM, a été mise sur pied pour 21 pays grâce à l'action persuasive et au généreux soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates et de la Fondation Howard G. Buffett ainsi que de donateurs comme la Belgique et le Canada.



Le PAM a commencé à déployer une nouvelle panoplie d'outils plus robustes offrant des solutions au problème de la faim, dont la conception a été guidée par les causes de la faim et façonnée par les conditions du marché et les besoins des populations. Le Plan stratégique du PAM (2008–2011), qui a été approuvé par le Conseil d'administration en juin 2008, a aiguisé notre intelligence et nous a conféré une plus grande flexibilité. Le Plan stratégique a pour finalité d'aider les pays à répondre aux besoins en situation d'urgence et à trouver des solutions à plus long terme au défi que pose la faim. Les cinq Objectifs stratégiques, fondés sur la mission et le mandat du PAM, repositionnent le Programme, en le transformant d'organisme d'aide alimentaire en organisme d'assistance alimentaire.

Les innovations opérationnelles du PAM ont été assorties de réformes internes, dont l'établissement d'un Bureau de la déontologie, un des premiers au sein du système des Nations Unies, et la création d'une Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle. L'introduction des Normes comptables internationales du secteur public et de WINGS II sont autant d'éléments qui placeront le PAM à l'avant-garde des meilleures pratiques et réformes des Nations Unies.

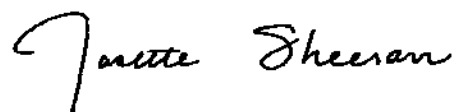
Malgré un déficit de financement sans précédent début 2008, dû à l'accroissement des demandes globales liées à la faim résultant de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, 86 pour cent des besoins ont été couverts. Grâce à la générosité dont nos donateurs ont fait preuve en temps utile, les contributions ont dépassé 5 milliards de dollars au total en 2008, ce qui a permis au PAM de venir en aide à 102 millions de bénéficiaires dans 78 pays. Le Secrétaire général des Nations Unies a mis en place l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire pour assurer que la réponse aux prix élevés des produits alimentaires soit globale et cohérente.

Le travail d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, l'un des points forts du PAM, a joué un rôle particulièrement important dans la réponse à la crise alimentaire et aux catastrophes naturelles. Le nombre de ces études a augmenté de 80 pour cent. Parce que les besoins excèderont toujours notre capacité de réaction, surtout dans la conjoncture économique actuelle, il est indispensable de hiérarchiser nos interventions. Nous avons élargi le champ des données d'évaluation en prenant en compte l'impact économique, les questions liées à la sécurité alimentaire, les analyses nutritionnelles et les populations urbaines.

L'année 2008 a été marquée par dix nouvelles opérations dans le cadre du module de la logistique placé sous la conduite du PAM. Pour la plus grosse opération, montée à la suite du cyclone Nargis au Myanmar, un pont aérien humanitaire entre Bangkok et Yangon a été mis en place pour livrer 5 000 tonnes de denrées alimentaires et autres secours aux victimes des inondations. Globalement, les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, gérés par le PAM, ont transporté 361 000 agents humanitaires sur les zones de conflit ou de catastrophe. Plusieurs pays ont organisé des escortes navales pour sécuriser le passage dans les eaux dangereuses au large de la côte somalienne de l'aide alimentaire vitale qui a ainsi pu être livrée à 2,8 millions de bénéficiaires.

L'action du PAM repose sur le dévouement de plus de 11 500 agents, en particulier de ceux qui oeuvrent sur le terrain. Pour le PAM la sécurité est primordiale; pour autant nous ne sommes pas épargnés par les dangers de plus en plus dangereux et les tragédies. Quatre agents du PAM ont été tués; et 13 employés recrutés par le PAM et deux agents de nos partenaires d'exécution ont été tués alors qu'ils assuraient des services pour le PAM aux Philippines, en Somalie, au Sud-Soudan et au Darfour. Ce lourd tribut témoigne des dangers auxquels sont confrontés ceux qui servent le PAM, dont beaucoup risquent chaque jour leur vie pour faire parvenir aux personnes les plus vulnérables de la planète l'aide indispensable à leur survie.

En 2009, nous aurons à relever d'encore plus grands défis. Mais nous sommes convaincus que l'on peut gagner la bataille contre la faim: nous continuerons à adapter notre mode de travail pour répondre avec autant d'efficacité et d'efficacités que possible aux besoins de ceux qui ont faim et pour jouer un rôle moteur dans la conception avec les gouvernements et les partenaires de solutions durables au problème de la faim.



Josette Sheeran
Directrice exécutive

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2008 (WFP/EB.A/2009/4), en notant qu'il présente un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année écoulée.

RÉSUMÉ

Le Rapport annuel du PAM sur les résultats est le principal outil au moyen duquel l'institution rend compte de son action et tire les enseignements de l'expérience, et il constitue pour le Conseil et les donateurs le principal mécanisme de contrôle. Il dresse un bilan au regard des Objectifs stratégiques exposés dans le Plan stratégique du PAM (2006-2009), et passe en revue tous les maillons de la chaîne des résultats: intrants, produits, effets directs, processus, difficultés rencontrées et enseignements tirés.

En 2008 le PAM s'est trouvé confronté à des situations particulièrement difficiles allant de la flambée spectaculaire des prix des denrées alimentaires aux turbulences qui ont ébranlé les systèmes financiers internationaux. Les avancées vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ont été brusquement inversées. En mars 2008, le PAM a lancé un appel extraordinaire de 755 millions de dollars pour couvrir les coûts additionnels estimatifs des aliments et des carburants. En mai, les nouvelles contributions avaient dépassé l'objectif pour totaliser au final 1 milliard de dollars, y compris une contribution historique de 500 millions de dollars provenant du Royaume d'Arabie saoudite.

En fin d'année, les ressources apportées par les donateurs dépassaient celles de toute autre année, se chiffrant à 5 milliards de dollars. C'est ainsi que le PAM a été en mesure de venir en aide à 102 millions de personnes, un record, avec plus de 3,9 millions de tonnes de produits alimentaires. Comme les années précédentes, les crises prolongées de grande ampleur ont continué d'occuper une place importante dans les opérations du PAM. Le nombre de bénéficiaires ayant reçu une aide dans le cadre d'interventions prolongées de secours et de redressement en 2008 a augmenté de 12,4 millions par rapport au chiffre de 2007 – soit une hausse de 26 pour cent – et représentait 60 pour cent des bénéficiaires du PAM. Le nombre de bénéficiaires ayant reçu une aide en 2008 dans le cadre d'opérations d'urgence a également augmenté, atteignant 25 millions, soit une hausse de 63 pour cent par rapport à 2007. Pour la première fois depuis plusieurs années, les contributions allouées aux projets de développement ont enregistré une croissance substantielle, s'élevant à 406 millions de dollars, ce qui représente le niveau le plus élevé depuis 2000. Mais, en raison du coût sensiblement majoré de l'assortiment alimentaire du PAM suite à la hausse des prix des denrées alimentaires, le nombre effectif des bénéficiaires de l'aide au développement est tombé à 17,6 millions en 2008, malgré l'augmentation des contributions. La proportion des contributions multilatérales a aussi progressé, passant de moins de 10 pour cent ces dernières années à 18 pour cent en 2008.

Les phénomènes climatiques extrêmes ont continué d'influer sur le travail du PAM, qui a lancé 23 opérations de secours pour venir en aide aux victimes d'inondations, de tremblements de terre et d'ouragans. La réponse au cyclone Nargis au Myanmar illustre la complexité des opérations d'urgence du PAM, qui a livré pour cette intervention des secours représentant 154 millions de dollars à quelque 1,1 million de sinistrés. Un pont aérien entre Bangkok et Yangon a été mis en place pour faciliter le transport en temps utile de l'aide.

La montée des attaques, dont les personnels humanitaires et onusiens sont devenus la cible, a pris des proportions de plus en plus alarmantes. Quatre agents du PAM ont été tués et 17 blessés à la suite d'actes de malveillance. La multiplication des incidents visant des fournisseurs et des partenaires du PAM a également été très préoccupante: sept chauffeurs de camion recrutés par le PAM ont trouvé la mort dans des attaques au Soudan et six employés d'entreprises de transport sous contrat avec le PAM ont été tués, cinq en Somalie et un aux Philippines. Des attaques de camions affrétés par le PAM ont été enregistrées en Afghanistan, au Pakistan et en République démocratique du Congo. Dans les eaux infestées de pirates au large de la côte somalienne, les escortes navales organisées par plusieurs gouvernements ont eu un effet dissuasif très efficace et ont contribué à assurer la livraison des produits du PAM.

Afin d'être mieux à même de faire face aux défis devenus de plus en plus imprévisibles partout dans le monde, le PAM se transforme d'organisme d'aide alimentaire pour devenir un organisme d'assistance alimentaire. Le Plan stratégique du PAM (2008–2011), décrit de nouvelles approches plus souples dont bon nombre ont été introduites en 2008. Le premier programme d'aide sous forme d'espèces et de bons d'alimentation en Afrique a été conçu pour le Burkina Faso; la première proposition d'Achats au service du progrès a été approuvée pour le Mozambique pour permettre aux petits agriculteurs d'accéder à de nouveaux marchés et stimuler la production. De nouveaux produits alimentaires nutritifs ont été testés pour prévenir et traiter la malnutrition, et de nouvelles directives ont été préparées pour renforcer les procédures d'évaluation appliquées par le PAM en zone urbaine et périurbaine.

Les partenariats avec le secteur privé ont été dynamiques en 2008, et cette tendance devrait perdurer. Le PAM a utilisé les partenaires du secteur privé comme "multiplicateurs de force" pour accroître l'efficacité de ses opérations d'urgence sans alourdir ses charges administratives. Parmi ses principaux partenaires figurent le Boston Consulting Group, TNT, Caterpillar, Pepsi, Citigroup et Google. Les opérations d'urgence menées en Chine, en Haïti, en Inde, au Mozambique et au Myanmar ont été appuyées par des équipes d'intervention logistique d'urgence composées de personnels provenant de partenaires privés comme TNT, UPS et Agility.

Le PAM a eu beaucoup de mal à mesurer les effets directs en 2008, en partie du fait que les indicateurs n'étaient pas clairement définis, que les données ont été collectées selon différentes méthodes et provenaient de sources variées, ce qui a compliqué la comparaison entre projets et l'agrégation des résultats. Dans le cas d'activités récemment démarrées, le temps a souvent manqué pour conduire des enquêtes de référence ou parfois de suivi permettant de mesurer l'impact. Ces problèmes concernent tout particulièrement les interventions visant le renforcement des capacités.

En 2009, les activités du PAM seront principalement axées sur la réorientation du cadre stratégique, du cadre opérationnel et du dispositif d'établissement des rapports pour les harmoniser avec le Plan stratégique du PAM (2008–2011). Un nouveau *Cadre de résultats stratégiques* servira de base à l'établissement des rapports à compter de 2009. Les futurs Rapports annuels sur les résultats devraient ainsi mettre davantage en lumière le caractère transversal des objectifs stratégiques, tout en étant plus clairement centrés sur les effets directs.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Avant-propos de la Directrice exécutive	3
Résumé	7
Introduction	11
PARTIE I: CONTEXTE STRATÉGIQUE	13
• Le visage changeant de la faim dans un monde en mutation	13
• Repositionner le PAM – de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire	20
PARTIE II: BILAN DES RÉSULTATS	23
• Aperçu général	23
• Résultats par objectif stratégique	28
PARTIE III: RENFORCER LES CAPACITÉS DU PAM	55
• Promouvoir les partenariats	55
• Responsabilités au titre des modules pour les interventions d'urgence humanitaires	61
• Gestion des compétences et responsabilités envers le personnel	63
• Mécanismes de gouvernance et de contrôle	65
• Innovation et apprentissage	66
• Intensifier la sensibilisation au fléau de la faim	72
PARTIE IV: ANALYSE FINANCIÈRE	75
• Contributions	75
• Mécanismes de financement commun	79
• Le PAM et la procédure d'appel global	80
• Mécanismes de financement interne plus souples	81
• Aperçu financier	81
PARTIE V: PERSPECTIVES POUR L'AVENIR	87
• Renforcer le positionnement du PAM	87
• Avancement de la réforme des Nations Unies	89

ANNEXES

I.	Notes générales	95
II.	Matrices des résultats	97
	A – Objectifs stratégiques du PAM: matrice des résultats – Plan stratégique du PAM (2006–2009)	97
	B – Cadre de résultats stratégiques du PAM – Plan stratégique du PAM (2008–2011)	102
III.	Profil de l'aide alimentaire dans le monde	110
IV.	Carte – Vulnérabilité à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants	111
V.	Achats de produits alimentaires par le PAM en 2008	112
VI.	Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales	115
	A – Organismes des Nations Unies et organisations internationales	115
	B – Organisations non gouvernementales et secteurs de coopération	116
VII.	Personnel du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus au 31 décembre 2008	117
VIII.	Contributions totales confirmées pour 2008	118
IX.	Dépenses	114
	Tableau 1: Ventilation des dépenses directes par région et catégorie d'activités, 2005–2008	122
	Tableau 2: Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités, 2005–2008	124
	Tableau 3: Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région, 2005–2008	127
	Liste des sigles utilisés dans le présent document	128

INTRODUCTION

Le Rapport annuel du PAM sur les résultats est le principal outil au moyen duquel l'institution rend compte de son action et tire les enseignements de l'expérience, et il constitue pour le Conseil et les donateurs le principal mécanisme de contrôle. Il suit les pratiques de gestion axées sur les résultats établies par le PAM et met l'accent sur la chaîne de résultats, passant en revue les intrants, les produits et les effets directs, tout en exposant les processus, les difficultés et les enseignements tirés. Il s'appuie sur les systèmes de compte-rendu de l'institution, notamment les rapports normalisés sur les projets, les analyses des besoins et les évaluations¹. Il est le fruit d'une vaste concertation avec les divisions, les unités techniques, les bureaux régionaux, les bureaux de pays et les partenaires.

Le Rapport de 2008 rend compte des résultats au regard des Objectifs stratégiques énoncés dans le Plan stratégique du PAM (2006–2009). La matrice de résultats pour les objectifs stratégiques (voir l'annexe II A) présente une chaîne de résultats transparente et fiable découlant des opérations du PAM. Elle montre la progression logique qui s'opère à partir des activités jusqu'aux produits qui contribuent aux effets directs, à savoir l'amélioration souhaitée du sort de plus de 102 millions de bénéficiaires du PAM. La matrice contient 34 indicateurs, définis au niveau des effets directs et des produits, au moyen desquels le PAM a mesuré les progrès accomplis au cours de l'année pour chaque objectif stratégique. Le Rapport de 2008 adhère aux trois principes fondamentaux régissant le compte rendu annuel des résultats du PAM:

- mesure des résultats en fonction des objectifs stratégiques;
- présentation d'informations plus détaillées sur les effets directs et les produits; et
- intégration des principales conclusions et enseignements tirés au cours de l'année.

Le cadre de gestion et le cadre financier appuient les cinq objectifs stratégiques dans l'optique de maintenir ou d'accroître l'efficacité opérationnelle et la capacité organisationnelle. Dans le Rapport de 2008, les principales initiatives de gestion de l'année ont été intégrées aux différentes sections du document au lieu d'être décrites séparément au regard de chaque objectif de gestion, comme dans les rapports précédents.

En 2008 le PAM s'est trouvé confronté à des situations particulièrement difficiles allant de la flambée spectaculaire des prix des denrées alimentaires aux turbulences qui ont ébranlé les systèmes financiers internationaux. Les avancées vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été brusquement inversées. Pour faire face à ces défis, les donateurs ont doté le PAM de ressources surpassant celles de toute autre année, ce qui lui a permis de venir en aide à un nombre record de bénéficiaires. Mais il est devenu clair que le PAM devait se repositionner pour faire face aux défis mondiaux devenus de plus en plus imprévisibles. Un nouveau Plan stratégique a été approuvé en juin 2008 pour appuyer le repositionnement du PAM qui, d'institution d'aide alimentaire, se transforme en institution d'assistance alimentaire. Le Plan stratégique du PAM (2008-2011) a établi les bases d'un nouveau Cadre de résultats stratégiques (voir

¹ Les recommandations issues des évaluations du PAM en 2008 font l'objet d'un document séparé, le Rapport annuel sur l'évaluation.

l'annexe II B) et élaboré des outils novateurs pour faire reculer la faim chronique et venir à bout de la pauvreté, dont certains ont été explorés en 2008. Le Rapport annuel sur les résultats de 2008 préfigure le PAM repositionné, tel que décrit dans le Plan stratégique du PAM (2008–2011).

Le Rapport annuel sur les résultats de 2008 se compose de cinq parties:

- **La Partie I, Contexte stratégique**, est axée sur les principaux facteurs qui ont influé sur les résultats du PAM en 2008 et qui ont conduit à le repositionner en institution d'assistance alimentaire. Les principaux problèmes tenaient aux besoins accrus liés au Nouveau visage de la faim, à l'instabilité économique, à la crise alimentaire mondiale et à la fluctuation du coût des carburants, ainsi qu'à la nécessité d'acheminer l'aide dans des conditions d'insécurité croissante où les organismes de secours étaient considérés comme des cibles légitimes.

- **La Partie II, Bilan des résultats**, rend compte des résultats globaux des opérations du PAM au plan des effets directs et des produits par rapport aux valeurs cibles indiquées dans le Plan stratégique du PAM (2006–2009). Pour chaque objectif stratégique, certaines opérations sont décrites du point de vue de ce qui a donné de bons résultats et de ce qui pourrait être amélioré.

- **La Partie III, Renforcer les capacités du PAM**, fait le point des principaux progrès réalisés dans le renforcement de la structure de gestion et de la structure financière à l'appui des opérations. Cette partie décrit les mesures prises pour améliorer la capacité du PAM à lancer des interventions novatrices et rend compte des nouvelles initiatives conduites avec les partenaires du secteur privé pour accroître la sensibilisation au problème de la faim et promouvoir les objectifs du Programme. Cette partie ne rend pas compte des résultats par objectif de gestion.

- **La Partie IV, Analyse financière**, présente une mise à jour des ressources et des dépenses du PAM au cours de l'année. Elle expose notamment les demandes croissantes adressées au PAM dans un monde de plus en plus imprévisible et indique la mesure dans laquelle l'institution a réussi à y répondre avec des ressources additionnelles. En 2008, les états financiers du PAM ont été établis pour la première fois conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS), de sorte que les chiffres relatifs aux recettes et aux dépenses de 2008 ne peuvent pas être comparés à ceux de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS).

- **La Partie V, Prochaines étapes**, évoque les futurs défis auxquels le PAM aura à faire face à mesure qu'il met en œuvre son Plan stratégique pour 2008–2011, afin de mieux répondre aux besoins d'un monde confronté à de nouveaux enjeux et à de nouvelles opportunités.

PARTIE I: CONTEXTE STRATÉGIQUE

Le visage changeant de la faim dans un monde en mutation

Instabilité économique

1. Il ressort des estimations pour 2003–2005 publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) que les quatre régions en développement marquaient toutes des progrès dans la réduction de la prévalence de la faim. Mais en 2007 la tendance s'est inversée avec l'avancée de la faim partout dans le monde en développement², le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté en 2008, se chiffrant à 963 millions, ce qui représente un accroissement de 115 millions de personnes au cours des deux dernières années³.
2. Les livraisons globales d'aide alimentaire n'ont pas augmenté au rythme de la progression de la faim dans le monde. En 2008, elles se situaient, avec 6,3 millions de tonnes, au deuxième niveau le plus bas depuis 1961 (2007 étant le plus bas à 6 millions de tonnes), et largement en dessous des 7–8 millions de tonnes livrés annuellement entre 2004 et 2006 (voir l'annexe III). Les interventions de secours ont absorbé 76 pour cent des livraisons d'aide alimentaire de 2008, ce qui est la proportion la plus élevée des 20 dernières années. Les projets et programmes d'aide alimentaire sont tombés à leur plus bas niveau des cinq dernières années; le recul a été particulièrement marqué dans le secteur des programmes d'aide alimentaire, qui a accusé une baisse de deux tiers par rapport aux niveaux de 2005–2007. En 2008, le PAM a fourni 64 pour cent de l'aide alimentaire globale.
3. La principale raison du ralentissement des progrès dans l'élimination de la faim tient à la hausse du prix des principales denrées alimentaires de base enregistrée depuis 2006. Pendant le deuxième semestre 2006, les cours internationaux des produits alimentaires ont commencé à grimper rapidement, atteignant leur plus haut niveau pendant la première moitié de 2008. Ils étaient quelque peu retombés à la fin de 2008, mais restaient sensiblement plus élevés que les années précédentes. En octobre 2008 l'indice FAO des prix des céréales était de 83 pour cent supérieur au niveau de 2005 et de 123 pour cent plus élevé que celui de 2000.

² FAO. 2008. *La faim gagne du terrain*. Document de travail. Rome. Disponible sur: www.fao.org/newsroom/fr/news/2008/1000923/

³ Directeur général de la FAO: discours à l'occasion du lancement du rapport 2008 sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*.

Réaction du PAM face à la hausse des prix des denrées alimentaires

Compte tenu de la hausse des prix des denrées alimentaires, le PAM a passé en revue tous les projets en cours en janvier 2008, en prêtant une attention particulière aux aliments, et recensé 104 opérations qui nécessitaient des révisions budgétaires.

En mars 2008, le PAM a lancé un appel extraordinaire de 755 millions de dollars pour un nouveau **Compte spécial de compensation des effets de marché (EMMA)** destiné à couvrir les coûts supplémentaires estimatifs des produits alimentaires et des carburants pour 2008. Les donateurs ont répondu avec promptitude et générosité: en mai, les nouvelles contributions avaient dépassé le niveau cible de 755 millions de dollars et se sont finalement montées au total à plus de 1 milliard de dollars. Presque toutes ces contributions ont été versées en supplément des contributions initiales des donateurs au PAM.

Des allocations ont été immédiatement affectées au financement des coûts additionnels prévus au titre des produits alimentaires et des carburants pour les projets approuvés et un montant de 300 millions de dollars a été réservé sur les fonds EMMA pour les nouvelles interventions du PAM destinées à venir en aide aux personnes dont la sécurité alimentaire était fragilisée par les prix élevés de la nourriture. Le PAM a procédé à une analyse quantitative pour identifier les pays les plus vulnérables à la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants. Un indice global de vulnérabilité a été élaboré pour modéliser l'impact des variations des prix des aliments pour chaque pays. Les pays les plus à risque sont les suivants: Afghanistan, Angola, Bénin, Burundi, Éthiopie, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Madagascar, Mozambique, Myanmar, Malawi, Mauritanie, Népal, Niger, République démocratique du Congo (RDC), Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan, Tchad, Territoire palestinien occupé, Timor-Leste, Yémen, Zambie et Zimbabwe. Le PAM a conduit dans 40 pays des évaluations des effets de la hausse des prix des produits alimentaires afin de cibler sa réponse (voir l'annexe IV).

Une liste de pays prioritaires a été dressée et en juillet il a été convenu lors d'une réunion avec les directeurs de pays des réponses optimales du PAM. Début août, 104 millions de dollars avaient été alloués aux 14 premières opérations, couvrant 9 millions de bénéficiaires; deux autres tranches de 30 millions de dollars chacune ont été affectées respectivement à l'**Éthiopie** et à la **Somalie** pour assister 9,3 millions de bénéficiaires supplémentaires. En septembre, 22 millions de dollars étaient alloués au profit de 1,2 million d'autres bénéficiaires dans sept pays de plus.

Les impacts de la hausse des prix des aliments se sont avérés plus élevés en termes absolus dans les villes mais plus lourds en termes d'intensité pour les ruraux pauvres. Une constatation inédite a révélé que les employés gouvernementaux et les travailleurs salariés urbains ainsi que les agriculteurs périurbains figuraient parmi les nouveaux groupes souffrant de la faim, par exemple en Éthiopie, au Pakistan et au Tadjikistan.

Près des trois-quarts des fonds alloués en août avaient été programmés en octobre et 90 pour cent avaient été programmés début 2009. Dans quatre pays les activités ont démarré en juillet avec des aliments empruntés, mais dans deux pays elles n'avaient pas débuté fin 2008. La programmation a été plus rapide pour la seconde vague de pays: dans le mois qui a suivi l'allocation, 40 pour cent des fonds avaient été programmés et 86 pour cent dans les deux mois.

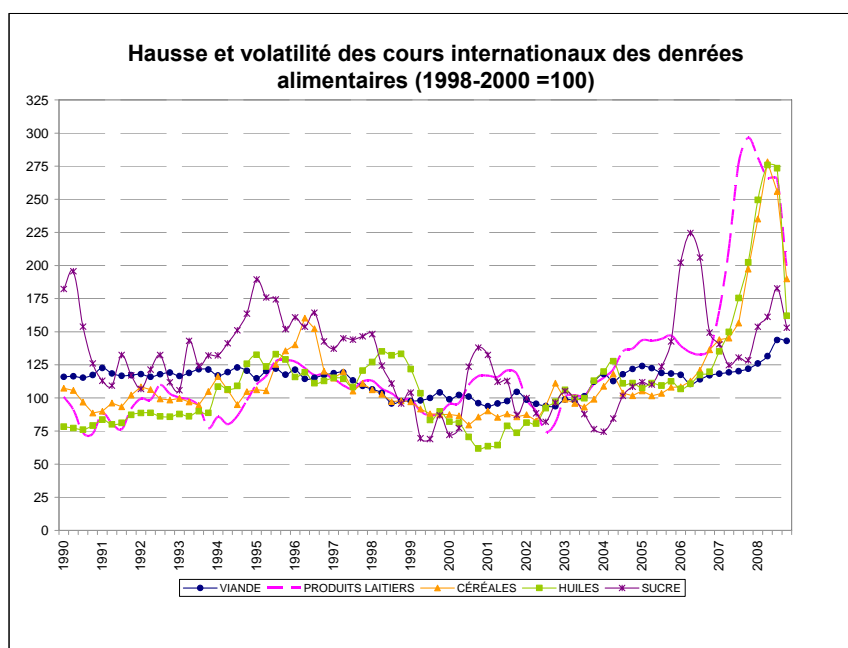
L'alimentation scolaire a concerné près de la moitié des bénéficiaires prévus, l'alimentation supplémentaire 20 pour cent et les distributions générales de vivres 16 pour cent. Les programmes d'aide en espèces et bons d'alimentation se sont adressés à 8 pour cent des bénéficiaires; 10 pour cent des bénéficiaires vivaient en ville.

Les activités reposant sur l'aide en espèces et/ou les bons d'alimentation tendent à être parmi les plus lentes à démarrer du fait qu'il s'agit d'un mode d'assistance nouveau pour les bureaux de pays et les partenaires potentiels du PAM, lesquels ne disposaient pas encore de directives détaillées pour la conception et la mise en œuvre. Un atelier a été organisé en novembre pour familiariser les bureaux de pays aux transferts monétaires.

Il ressort des premières évaluations de l'impact des interventions du PAM que l'aide supplémentaire a contribué à réduire les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires. Une évaluation de la sécurité alimentaire réalisée en février 2009 en **Mauritanie** indique que l'insécurité alimentaire avait diminué de près de moitié, en partie en raison d'une augmentation des disponibilités de nourriture après la récolte et en partie en raison de l'intervention du PAM/Gouvernement au cours de laquelle une ration générale avait été distribuée à 200 000 bénéficiaires entre août et décembre 2008.

Au **Tadjikistan**, le financement EMMA a aidé le bureau de pays à attirer des ressources additionnelles pour des activités en cours et nouvelles. En 2008, le financement des activités a été cinq fois plus élevé qu'en 2007.

4. Pour le PAM, la hausse du coût des produits alimentaires a eu deux effets majeurs. Le premier a été l'aggravation de la malnutrition et l'augmentation du nombre de personnes nécessitant une assistance. Les pauvres qui s'approvisionnaient habituellement en aliments sur les marchés avaient de moins en moins les moyens de payer des prix de plus en plus élevés; en conséquence, ils ont dû réduire leurs achats, limiter les repas, se tourner vers des aliments plus économiques et diminuer la variété des produits consommés: les repas sont devenus plus simples et moins nutritifs. Les groupes ayant des besoins nutritionnels particuliers comme les enfants de moins de 2 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ainsi que les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose, étaient particulièrement vulnérables à l'incidence nutritionnelle de l'augmentation des prix des denrées alimentaires.
5. La crise des prix des denrées alimentaires a érodé la capacité de nouveaux groupes de ménages de faire face à la situation et ils ont recouru à des stratégies de survie préjudiciables, consistant notamment à retirer les enfants de l'école, réduire la fréquentation des centres de santé (surtout les personnes vivant avec le VIH), migrer à la recherche de travail, faire appel au travail des enfants, vendre des biens et s'endetter davantage. Ces pratiques ont été signalées au Bangladesh, au Lesotho, au Libéria, au Népal, au Niger, au Pakistan, au Tadjikistan et au Yémen.



6. Le second effet pour le PAM de la hausse des prix des produits alimentaires a été l'érosion de son pouvoir d'achat de vivres, qui a reculé de 40 pour cent au moment où le nombre de personnes souffrant de la faim augmentait. Les budgets approuvés étaient insuffisants pour couvrir tous les besoins alimentaires des 90 millions de bénéficiaires initialement ciblés.
7. L'envolée des prix des aliments a aussi eu un impact sur les achats de vivres du PAM, qui ont atteint le niveau record de 1,4 milliard de dollars en 2008, soit 30 pour cent de plus que le précédent record enregistré en 2004. Pour répondre à l'accroissement de la demande, le PAM a acheté 2,8 millions de tonnes d'aliments,

deuxième tonnage plus élevé des annales⁴. Mais en raison du prix élevé des denrées alimentaires sur les marchés locaux, le PAM a acheté en 2008 une plus petite proportion de vivres dans les pays à faible revenu – 26 pour cent, contre 55 pour cent en 2007 – et une plus grande proportion dans les pays à revenu intermédiaire – 50 pour cent, contre 24 pour cent en 2007 (voir l'annexe V). Au **Ghana**, du fait des prix élevés des produits vivriers, le PAM n'a pu acheter que 54 pour cent du volume requis localement; et lorsque deux contrats régionaux ont été résiliés, le Ghana a dû recourir aux achats internationaux, ce qui a encore retardé l'arrivée des vivres de trois à quatre mois.

8. Les achats locaux et régionaux du PAM en 2008 ont été rendus encore plus compliqués par le nombre croissant de pays qui imposent des restrictions formelles ou informelles en vue de protéger les approvisionnements internes. En juin 2008, 40 pays appliquaient ce type de restrictions, y compris de gros exportateurs comme l'Argentine, l'Inde et le Viet Nam. Le PAM a réussi à obtenir des dérogations à des fins humanitaires dans certains cas, par exemple pour exporter de la farine de maïs de **Zambie** pour distribution en **RDC**.

9. Le PAM a parfois pu obtenir des denrées alimentaires à un tarif largement inférieur aux cours internationaux. Lorsque le prix du riz a culminé en juin 2008, le Gouvernement indien a autorisé le PAM à acheter du riz à des fins humanitaires à 422 dollars la tonne, ce qui était bien en dessous du prix alors pratiqué de 750 dollars la tonne. Le PAM a aussi fait jouer la concurrence en passant des marchés avec des groupements d'agriculteurs avec lesquels il a conclu des contrats à hauteur de 2 182 tonnes au prix moyen de 370 dollars la tonne.

Dispositif d'achat anticipé

En juin 2008, la Directrice exécutive du PAM a approuvé un compte spécial pour permettre à l'institution d'établir son dispositif d'achat anticipé. Il s'agit en fait d'un stock de vivres géré par le PAM, principalement pour limiter les effets de la fluctuation des prix des denrées alimentaires. Les produits sont achetés sur la base des besoins globaux projetés pour une région et prélevés lorsqu'un projet reçoit une contribution confirmée. Ce dispositif a permis au PAM de procéder à des achats plus tôt que cela n'aurait été autrement possible et de réaliser des économies en achetant au moment où les prix sont favorables. Ainsi en 2008, le PAM a eu recours au compte spécial pour acheter 182 000 tonnes de céréales, principalement en **Afrique du Sud**.

10. La hausse des prix des denrées alimentaires s'est accompagnée d'une envolée des cours du pétrole brut, qui ont culminé en juin 2008 à presque 140 dollars le baril mais sont retombés en fin d'année au niveau de janvier 2005 à 40 dollars le baril. Les prix élevés des carburants ont eu des répercussions sur ceux des denrées alimentaires, notamment en augmentant les coûts de transport. Les tarifs du transport maritime ont atteint un niveau record en juin, mais ont sensiblement baissé par la suite. Les coûts du transport terrestre ont également augmenté: par exemple le prix du carburant a enregistré une hausse de 20 pour cent en Mauritanie, qui s'est traduite par une augmentation des coûts de transport de 6 pour cent.

⁴ Les quantités achetées ont été plus élevées en 2003–2004, période pendant laquelle le PAM s'est procuré d'importants volumes de vivres pour l'Iraq dans le cadre d'une opération spéciale bilatérale.

11. La hausse des prix des carburants s'est répercutée sur le coût de nombreux intrants agricoles, comme les engrais devenus inabordable pour les exploitants marginaux, engendrant une baisse de production qui les a privés de la possibilité de tirer profit des prix de vente élevés.
12. Les outils d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) dont dispose le PAM ont joué un rôle précieux pour définir les causes spécifiques à chaque pays des hausses des prix des produits alimentaires et déterminer si ces évolutions avaient entraîné des changements notables de la sécurité alimentaire des ménages. Ces études préconisaient également des mesures visant à atténuer les effets néfastes. Le PAM a collaboré avec la FAO, la Banque mondiale, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Save the Children et Oxfam à l'harmonisation de la collecte et de l'analyse des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Toutes les évaluations au niveau des pays ont été planifiées et conduites avec les institutions nationales, telles que les ministères, en charge de la sécurité alimentaire et avec des institutions scientifiques, des organismes régionaux, des organisations non gouvernementales (ONG) et des partenaires des Nations Unies. Les partenaires ont été associés à ces travaux depuis la phase de conception jusqu'au produit final, en tirant parti de leur avantage comparatif.
13. Le PAM a commencé à suivre l'évolution des prix des denrées alimentaires et à publier des bulletins trimestriels⁵. Des systèmes de surveillance des marchés ont été mis en place dans les pays où des évaluations de l'impact des prix avaient été conduites. Le PAM a encouragé les gouvernements à collaborer avec lui à la production de leurs propres bulletins sur les prix des denrées alimentaires.
14. En 2008, le partenariat avec la Banque mondiale s'est intensifié avec le déploiement de son Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale de 1,2 milliard de dollars. Certains des fonds ont été acheminés au PAM, directement en **République centrafricaine**, en **Guinée-Bissau** et au **Libéria**, et par l'intermédiaire des Gouvernements au **Burundi** et au **Népal**. L'utilisation de l'alimentation scolaire comme filet de sécurité a été un élément essentiel.

Travailler dans des conditions d'insécurité grandissante

15. Le site Web dédié à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions (Emergency Preparedness and Response Web [EPWeb]) contient des pages consacrées à toutes les crises de 2008 dans lesquelles le PAM est intervenu: corne de l'Afrique, Myanmar, RDC et la Crise alimentaire mondiale. Les rapports de situation, fiches de synthèse, rapports sur l'approvisionnement et points logistiques ont fait l'objet d'un suivi quotidien. L'EPWeb a des liens avec d'autres sites traitant des aspects opérationnels des interventions du PAM, comme la sûreté et la sécurité

⁵ Les bulletins peuvent être consultés sur: <http://www.wfp.org/food-security/reports/FSMS>



du personnel, pour sensibiliser les agents aux menaces, aux politiques et mesures pour atténuer les risques.

16. En 2008, le PAM a continué de rencontrer des difficultés croissantes pour assurer la sûreté et la sécurité du son personnel. On a noté une montée des actes de violence prenant délibérément pour cibles les personnels humanitaires et les agents des Nations Unies: quatre agents du PAM ont été tués et 17 blessés à la suite d'actes de malveillance. Il a été signalé en 2008 quelque 657 incidents liés à la sécurité du personnel ou des biens du PAM, soit 36 pour cent de plus qu'en 2007.
17. On a également relevé l'augmentation alarmante des incidents visant les fournisseurs et les partenaires du PAM: leurs services sont essentiels dans de nombreux domaines. Sept chauffeurs de camion recrutés par le PAM et deux partenaires d'exécution ont été tués au Soudan, cinq employés d'entreprises de transport sous contrat ont été tués en Somalie et un assistant a été tué aux Philippines. Des attaques visant des camions affrétés par le PAM ont aussi été signalées en Afghanistan, en RDC, au Pakistan, en Somalie et au Soudan. On a dénombré 122 incidents concernant des fournisseurs et 29 cas concernant des partenaires du PAM en 2008. Le plus grand nombre d'incidents liés à la sécurité a été enregistré en Afrique avec 461 cas, suivie par l'Asie avec 135 cas.
18. La question de la sûreté et de la sécurité du personnel est traitée au sein d'organismes interinstitutions comme le Conseil des chefs de secrétariat (CCS) et le Comité de Haut niveau sur la gestion. En 2009–2010 la Directrice exécutive présidera le Comité de haut niveau qui a fait de la sûreté et la sécurité une priorité et établi un comité de pilotage chargé d'examiner les dispositifs actuels de sécurité et de recommander les changements souhaitables. Le PAM a fait partie de ce comité et a coordonné la rédaction de son rapport fin 2008. Ce document devrait être soumis au Comité de haut niveau sur la gestion et au CCS pendant le premier semestre de 2009 pour adoption et exécution.

Escortes navales pour les bâtiments du PAM qui transportent des secours alimentaires vers la Somalie.

En Somalie, le nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire a augmenté en 2008 pour atteindre 3 millions, sous l'effet conjugué de l'insécurité, de la sécheresse, d'une succession de mauvaises récoltes, de la faiblesse du shilling somalien par rapport au dollar des États-Unis et des prix élevés des denrées alimentaires et des carburants.

Quatre-vingt-dix pour cent de l'aide alimentaire du PAM pour la Somalie est acheminée par mer de Mombasa et de ports d'Afrique du Sud. Mais les eaux au large de la Somalie sont parmi les plus dangereuses du monde: on a recensé 60 attaques de pirates sur les transports maritimes en 2008, année marquant le pire bilan de la région.

En novembre 2007, pour la première fois de son histoire, des navires transportant des vivres du PAM ont fait route vers la Somalie sous escorte de bâtiments de guerre français, canadiens, danois et néerlandais; en décembre 2008, l'Union européenne s'est engagée à fournir des escortes au PAM pendant un an au maximum.

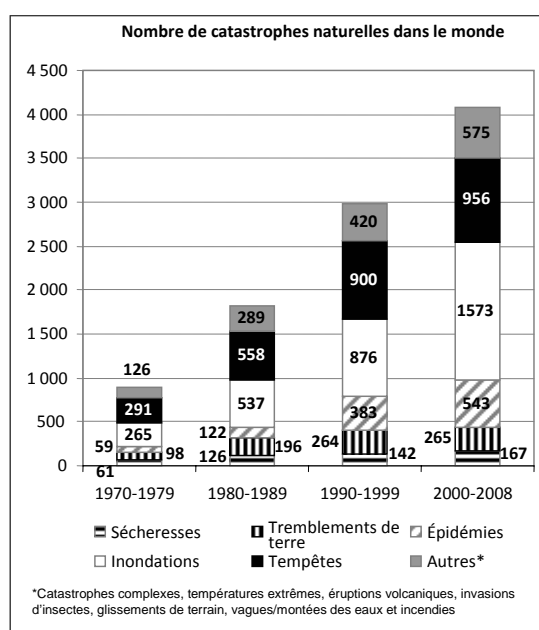
Les escortes navales ont eu un effet dissuasif très efficace contre les pirates, comme en témoignent les déclarations de plusieurs armateurs qui ont indiqué que la présence de bâtiments de guerre décourageait les attaques de pirates dans la zone. Sans escorte, la voie d'approvisionnement maritime du PAM aurait été menacée et, de fait, lorsque les escortes navales ont été temporairement suspendues fin juin, plusieurs affréteurs ont refusé de charger des vivres du PAM pour la Somalie.

En août 2008, le Conseil de sécurité des Nations Unies a félicité les gouvernements qui avaient fourni des escortes navales aux bateaux humanitaires et appelé d'autres États membres à continuer leur mission d'escorte pour assurer la livraison en toute sécurité de l'aide humanitaire.

Répondre aux défis du changement climatique: intensité, impact et vulnérabilité accrus

19. En 2008, les conditions météorologiques extrêmes ont eu un impact direct sur le travail PAM, qui a lancé 23 opérations d'urgence dans les pays touchés par des sécheresses, des tremblements de terre, des inondations et des tempêtes pour venir en aide aux victimes de ces phénomènes. Les budgets approuvés pour ces opérations ont atteint 461 millions de dollars.

20. La réponse au cyclone Nargis au **Myanmar** illustre la complexité des opérations d'urgence lancées à la suite de catastrophes naturelles. Une opération d'urgence financée par le Compte d'intervention immédiate (opération d'urgence/ CII) a été approuvée, suivie d'une opération d'urgence et d'une opération spéciale pour venir en aide à 1,1 million de sinistrés; le coût total s'est monté à 154 millions de dollars. Pour faciliter la livraison rapide des secours, un pont aérien a été mis en place de Bangkok à Yangon. Le PAM a également réussi à acheter du riz localement dans d'autres zones afin d'accélérer l'acheminement de l'aide.



21. Dans le cadre de ses efforts visant à assurer au problème de la faim une place centrale dans les priorités internationales concernant l'adaptation au changement climatique, le PAM a organisé en collaboration avec le FIDA et la FAO un événement parallèle sur le changement climatique et le risque d'aggravation de la faim auquel ont assisté 200 personnes lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique tenue en décembre 2008 à Poznan (Pologne).

Contribution du PAM au dialogue sur le changement climatique

Comme la plupart des institutions des Nations Unies, le PAM a le statut d'observateur auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Pour la conférence 2008 à Poznan le PAM avait deux grands objectifs: i) appeler à placer le problème la faim au cœur des priorités concernant l'adaptation au changement climatique; et ii) présenter le rôle du PAM en tant que partenaire actif de l'adaptation au changement climatique.

Les contributions prévues en 2009 s'inscrivent dans le cadre:

- de la consultation régionale sur le développement du réseau mondial sur l'adaptation au changement climatique dans la région Asie-Pacifique; et
- des réunions sur l'adaptation au changement climatique dans le secteur de la gestion des terres et de l'eau à Hanoï (Viet Nam) et à Bamako (Mali), et de la conférence finale à Nairobi (Kenya).

Repositionner le PAM – de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire

22. Face aux nouveaux défis mondiaux, le Conseil a approuvé en juin 2008 le Plan stratégique du PAM (2008–2011). Ce plan marque un tournant historique pour l'institution: d'organisme d'aide alimentaire, le PAM devient désormais un organisme d'assistance alimentaire. Le plan prévoit également le renforcement de l'analyse des causes de la faim et intègre, pour les traiter, divers outils s'ajoutant à l'aide alimentaire.
23. L'objectif du Plan stratégique, qui énonce la vision, la mission et l'orientation stratégique du PAM dans le cadre de cinq objectifs stratégiques révisés, est de contribuer aux efforts visant à mettre en place des solutions durables au problème de la faim par l'intensification de la concertation et des actions de plaidoyer, et l'amélioration des outils analytiques. Le plan repose sur la conviction que le PAM doit répondre au caractère changeant de la faim et s'adapter à l'environnement en mutation rapide dans lequel il opère.
24. Le Plan stratégique réaffirme le mandat du PAM, qui est de sauver des vies dans les situations d'urgence, protéger et remettre en état les moyens d'existence dans les situations de crise prolongée, s'attaquer à la faim chronique et renforcer les capacités de lutter contre la faim. Il précise aussi le travail du PAM dans des domaines particuliers: l'Objectif stratégique 2 sur la réduction des risques liés aux catastrophes comprend l'adaptation au changement climatique; le travail du PAM dans les situations d'après crise et d'après conflit est mis en lumière dans l'Objectif

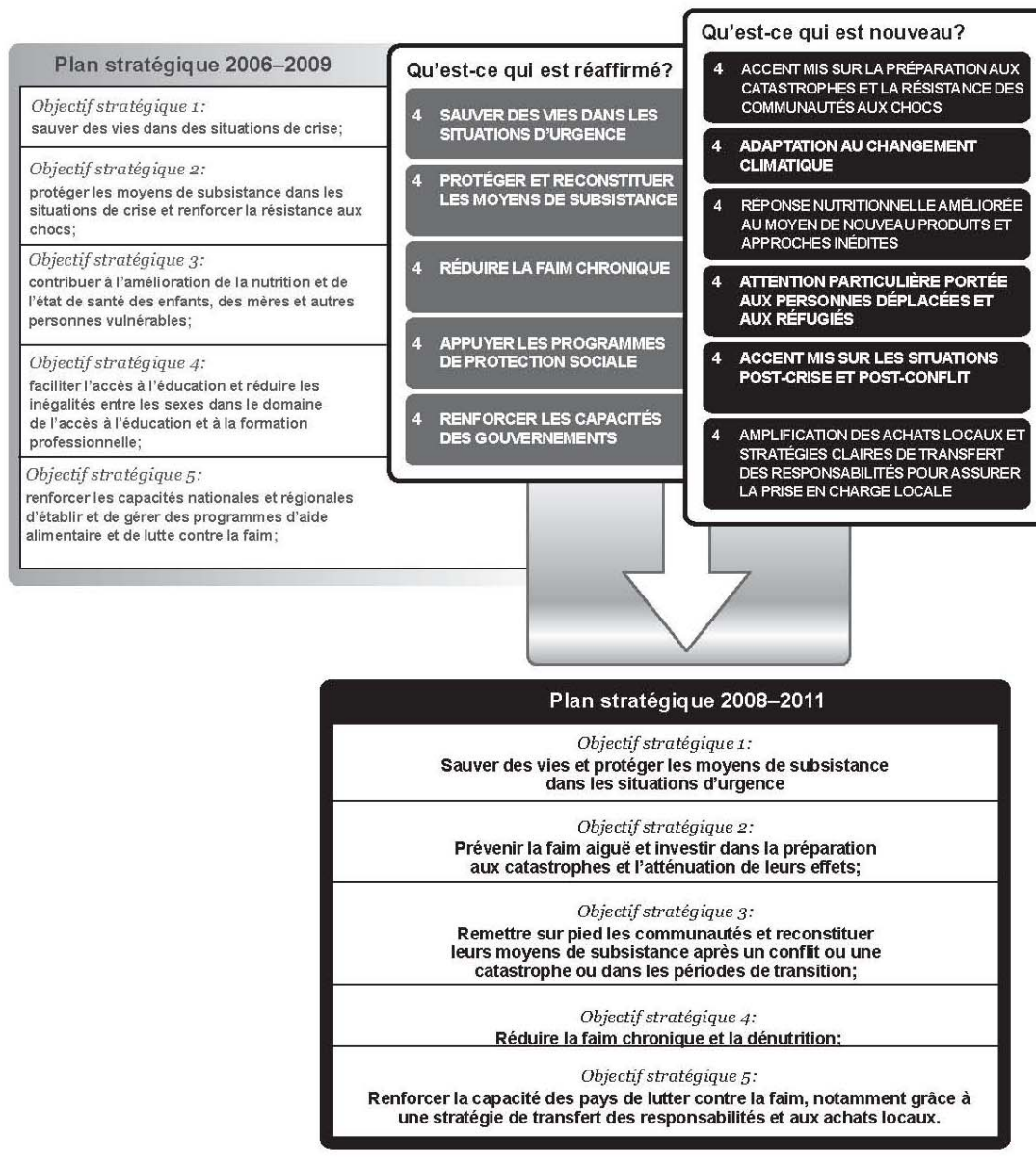
stratégique 3; et l'Objectif stratégique 5 met l'accent sur le renforcement des capacités grâce aux achats locaux et à des stratégies bien conçues de transfert des responsabilités.

25. Le Plan stratégique marque une transformation des approches du PAM face aux changements intervenus à l'échelle mondiale: il est accordé une importance particulière à l'évaluation et l'analyse pour définir des réponses appropriées au phénomène de la faim, qui soient adaptées au contexte et qui contribuent à la sécurité et à la dignité des populations dans le besoin. Le PAM utilisera une gamme d'outils plus large et plus souple: programmes d'aide en espèces et bons d'alimentation, nouveaux produits alimentaire nutritifs pour prévenir et traiter la malnutrition, et initiative "Achats au service du progrès" pour permettre aux petits agriculteurs d'accéder à de nouveaux marchés et encourager l'accroissement de la production.
26. Pour faciliter l'exécution du Plan stratégique au niveau des bureaux de pays, le concept de document de stratégie de pays et de descriptif de pays a été développé afin de définir une approche systématique de l'élaboration de stratégies adaptées à chaque pays et déterminer les options stratégiques pour le PAM. Un guide en ligne est en préparation pour aider à l'établissement des documents de stratégie de pays et à l'application des outils nouveaux ou modifiés.
27. Le tableau ci-dessous met en évidence l'évolution des objectifs stratégiques du précédent Plan stratégique (2006–2009) au nouveau Plan.

ÉVOLUTION DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Mandat du PAM*

- aider au développement économique et social, en concentrant son action et ses ressources sur les populations et les pays les plus démunis;
- favoriser la continuité entre secours d'urgence et développement en donnant la priorité aux activités de prévention des catastrophes, de préparation, d'atténuation de leurs conséquences, et aux activités consécutives de relèvement;
- aider à répondre aux besoins alimentaires des réfugiés et des victimes d'autres situations d'urgence et de crises rendant nécessaires des secours prolongés, en utilisant l'aide, dans toute la mesure possible, à des fins tant de secours que de développement;
- assurer des prestations de services pour le compte de donateurs bilatéraux, d'institutions des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales dans le cadre d'opérations conformes aux objectifs du PAM et complémentaires des activités de celui-ci.



* Statut et Règlement général du PAM, Article II



PARTIE II: BILAN DES RÉSULTATS

Aperçu général

28. Le PAM est venu en aide au nombre record de 102,1 millions de personnes en 2008, soit 19 pour cent de plus qu'en 2007, avec 3,9 millions de tonnes de vivres. Les enfants sont restés les principaux destinataires de l'aide, représentant 62 pour cent des bénéficiaires du PAM. Les femmes et les enfants ensemble représentaient 82 pour cent des bénéficiaires du PAM.

Catégorie d'activités	Bénéficiaires (en millions)	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	Dépenses directes (en millions de dollars)
Dév./prog. de pays	17,6	402	292
Opérations d'urgence	25,0	1 030	945
IPSR	59,4	2 484	1 789
Opérations spéciales	-	-	200
Total	102,1	3 916	3 226

29. Comme les années précédentes, le PAM a continué à répondre aux crises prolongées de grande ampleur. Le nombre de bénéficiaires assistés dans le cadre d'interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR) a augmenté en 2008 de 12,4 millions et représentait 60 pour cent de l'ensemble des bénéficiaires, soit 26 pour cent de plus qu'en 2007. Le nombre de bénéficiaires assistés dans le cadre d'opérations d'urgence en 2008 a enregistré une hausse de 63 pour cent, atteignant 25 millions de personnes, contre 15,3 millions en 2007.

PAYS DESTINATAIRE	Développement	Opérations d'urgence/IPSR	Opérations spéciales	Total	% du total partiel
Soudan	5	531	92	628	43
Éthiopie	20	262	3	285	20
Afghanistan	-	190	15	205	14
Somalie	-	168	11	179	12
Kenya	25	137	1	163	11
Total partiel	50	1 288	122	1 460	100
Total	292	2 734	200	3 226	
% du total	17	47	61	45	

Source: PAM WINGS

30. L'Afghanistan, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie et le Soudan ont ensemble comptabilisé 45 pour cent des dépenses du programme; l'intervention au Soudan était la plus grosse opération du PAM, représentant 16 pour cent des dépenses du programme et 41 pour cent des dépenses au titre des opérations spéciales.
31. Le nombre de bénéficiaires de l'aide au développement a baissé, passant de 23,8 millions en 2007 à 17,6 millions en 2008, soit une réduction de 26 pour cent; mais les dépenses au titre des interventions de développement n'ont diminué que de 5,5 pour cent par rapport à 2007. Cette baisse du nombre des bénéficiaires était principalement imputable aux prix élevés des denrées alimentaires en 2008. La réévaluation des coûts du portefeuille du PAM début 2008 montrait qu'il était nécessaire d'affecter aux activités de développement un montant additionnel de 73 millions de dollars. Les bureaux de pays ont eu la latitude d'affecter avec une certaine flexibilité les contributions multilatérales au Compte EMMA: nombre d'entre eux ont consacré la majeure part des fonds EMMA aux opérations d'urgence et aux IPSR, de sorte que seulement 37,5 millions de dollars provenant des ressources EMMA – soit 49 pour cent du financement supplémentaire estimé nécessaire – ont été alloués aux activités de développement. C'est ce qui explique qu'avec des contributions aux activités de développement en hausse en 2008 (dont le niveau était au départ bas), le nombre de personnes ayant reçu une assistance a diminué, faute de disposer de la totalité des ressources nécessaires pour couvrir l'augmentation substantielle du coût de l'assortiment alimentaire du PAM.
32. Au cours des trois dernières années, les nouveaux descriptifs de projets établis selon les directives sur la gestion axée sur les résultats se sont progressivement améliorés. Sur les 40 descriptifs de projets⁶ examinés en 2008, 83 pour cent répondaient aux normes sur la gestion axée sur les résultats, soit une augmentation de 75 pour cent par rapport à l'année précédente.
33. Tous les descriptifs de projets observaient la prescription d'établir un cadre logique, mais la qualité différait fortement. Les liens entre produits et effets directs en étaient le point faible, accentuant la nécessité d'aligner les projets sur les indicateurs figurant dans le *Cadre de résultats stratégiques* et le *Recueil d'indicateurs* du PAM. Seulement 35 pour cent des projets avaient établis des objectifs mesurables, et 55 pour cent disposaient de données issues d'enquêtes de référence et de suivi; 83 pour cent des descriptifs de projets prévoyaient un suivi de la gestion axée sur les résultats détaillé des résultats et des analyses.
34. La difficulté rencontrée pour mesurer les effets directs tenait à la définition inadéquate des indicateurs, à l'utilisation de méthodes différentes de collecte des données et à la diversité des sources, ce qui a rendu problématique la comparaison entre projets et l'agrégation des résultats. Il est plus complexe de collecter et d'analyser les données portant sur les effets directs que sur les produits, et en outre cette tâche prend du temps, surtout dans le cas de nouveaux projets. Les carences concernaient plus particulièrement les projets relevant de l'Objectif stratégique 5.

⁶ Ces documents ne comprenaient pas les opérations spéciales, les révisions budgétaires et certains projets de l'initiative "Achats au service du progrès".

35. En 1994, l'organe directeur à l'époque⁷ a établi que le PAM consacrerait au moins: i) 50 pour cent de ses ressources de développement aux pays les moins avancés (PMA); et ii) 90 pour cent de ses ressources de développement aux pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), PMA compris. Le Plan stratégique du PAM (2004–2007) dispose que d'ici 2007 au moins 90 pour cent des financements multilatéraux non assortis de restrictions devraient être alloués aux "pays de concentration de l'aide" (voir notes finales à l'annexe I). En 2008 le PAM avait consacré 66 pour cent des ressources multilatérales au développement des PMA, dépassant largement le niveau cible de 50 pour cent, et se rapprochant, avec 87,5 pour cent, des 90 pour cent visés pour les pays de concentration. Un important facteur qui a influé sur la distinction entre pays de concentration et autres pays était le fait que les ressources supplémentaires nécessaires pour couvrir les hausses des prix des denrées alimentaires et des carburants devaient être acheminées par le biais des activités de développement.

⁷ Trente-huitième session du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA), 1994.

Le PAM et les OMD

2007 2008 PRINCIPAUX CHIFFRES

OMD 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

		BÉNÉFICIAIRES		PROJETS EN COURS EN 2008	
86,1	102,1	millions de personnes qui ont faim assistées dans 78 pays (80 en 2007)		Programmes de pays	31
23,8	17,6	millions — projets de développement/programmes de pays		Projets de développement	22
15,3	25	millions — opérations d'urgence		Opérations d'urgence	48
8,1	9,3	- millions — situations de conflit		IPSR	69
7,2	15,7	- millions — catastrophes naturelles		Opérations spéciales	44
47,0	59,4	millions — IPSR		TOTAL	214
71,0	83,9	millions de femmes et d'enfants			
1,9	1,9	millions de réfugiés			
8,8	9,5	millions de personnes déplacées			
0,8	0,9	millions de rapatriés			
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE					
3,3	3,9	millions de tonnes de produits alimentaires distribués			
2,1	2,8	millions de tonnes de produits alimentaires achetés par le PAM			
PROJETS APPROUVÉS EN 2008⁸					
6	3	programmes de pays, évalués à 155 millions de dollars			
10	3	projets de développement, évalués à 29 millions de dollars			
32	32	opérations d'urgence/Compte d'intervention immédiate (CII), projets évalués à 2 133 millions de dollars			
31	15	IPSR, évaluées à 1 625 millions de dollars			
14	23	opérations spéciales, évaluées à 261 millions de dollars			
RECETTES ET DÉPENSES (en milliards de dollars)					
2,705	5,042	contributions reçues			
N.D	5,115	recettes			
2,753	3,536	dépenses directes			
N.D	3,725	dépenses totales			
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AIDE DU PAM					
88,5	87,7	pour cent des ressources multilatérales de développement affectées conformément aux critères de concentration en faveur de certains pays			
74,0	66,0	pour cent des ressources de développement affectées allant aux PMA			
79,4	75,6	pour cent des produits alimentaires achetés (en volume) dans des pays en développement			
72,0	68,0	pour cent de l'aide du PAM destinée à des pays d'Afrique subsaharienne			

⁸ Coûts d'appui indirects (CAI) non compris.



2007	2008	PRINCIPAUX CHIFFRES
OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous		
19,3	20,5	millions d'enfants scolarisés ont reçu des repas scolaires/rations à emporter, dont ⁹
46,6	49,3	pour cent de filles
6,0	8,7	pour cent d'augmentation de la scolarisation (en chiffres absolus) dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
93,0	93,0	pour cent des enfants ont suivi les cours toute l'année dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes		
52,2	51,9	pour cent des bénéficiaires étaient des femmes ou des adolescentes
240 000	266 126	femmes occupaient des postes de responsabilité dans les comités de gestion de l'aide alimentaire
5,1	6,7	millions de femmes ont reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,2	5,1	millions de cartes de ration familiale ont été établies au nom des femmes dans le cadre des distributions générales de vivres
OMD 4 Réduire la mortalité infantile		
53,6	62,2	millions d'enfants ont bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
5,7	6,3	millions d'enfants souffrant de malnutrition ont bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial
OMD 5 Améliorer la santé maternelle		
2,0	2,8	millions de femmes vulnérables ont bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies		
20	19	des 25 pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée ont reçu une aide du PAM
1,8	2,4	millions de personnes touchées par le VIH et le sida ont reçu une aide du PAM
50	47	pays ont reçu une aide au titre de programmes de prévention de la tuberculose et du VIH/sida
OMD 7 Assurer un environnement durable		
17,1	21,3	millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à apprendre à résister aux chocs et à préserver leurs moyens de subsistance
OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement		
15	15	partenaires de réserve
12	10	évaluations conjointes de la production et des disponibilités alimentaires conduites avec la FAO
8	14	missions d'évaluation conjointe conduites avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
84	150	entreprises et entités privées ont apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature, pour une valeur de 194 millions de dollars en 2008
2 815	2 838	ONG ont travaillé avec le PAM

⁹ En outre, 1,98 million d'écoliers ont bénéficié des fonds d'affectation spéciale gérés par le PAM à El Salvador (888 000 élèves) et au Honduras (1,1 million d'élèves).

Résultats par objectif stratégique

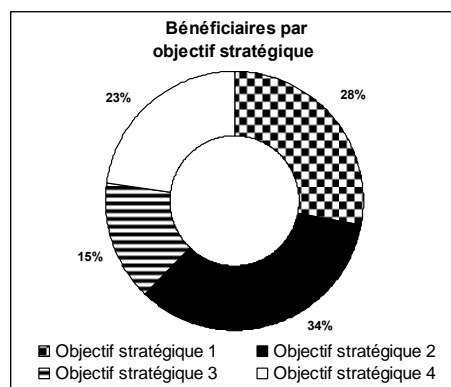
36. Les résultats présentés en 2008 par objectif stratégique comprennent les effets directs et les produits globaux. Les rapports de pays exposent les difficultés rencontrées par le PAM dans sa mission d'assistance et décrivent comment ces difficultés ont été surmontées.

37. Le tableau 3 indique le nombre de projets correspondant à chaque objectif stratégique. La plupart des projets intégraient plus d'un objectif stratégique.

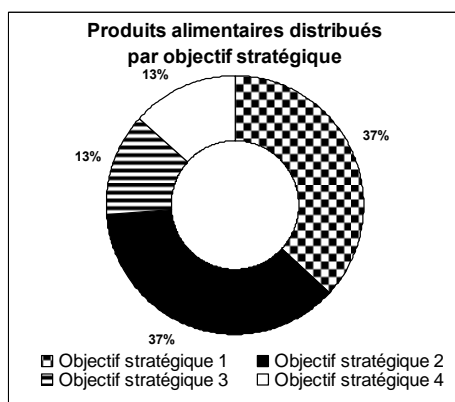
Tableau 3: Projets alignés sur les Objectifs stratégiques

Objectif stratégique	Nombre de projets
1	89
2	110
3	99
4	100
5	47

38. Pour la quatrième année consécutive, les projets correspondant à l'Objectif stratégique 2 ont regroupé le plus grand nombre de bénéficiaires de l'assistance du PAM – 35 millions de personnes, soit 34 pour cent de l'effectif total – suivi de l'Objectif stratégique 1 avec 28,5 millions de personnes, puis de l'Objectif stratégique 4 avec 23,2 millions de bénéficiaires (20,5 millions d'enfants et 2,7 millions d'adultes) et de l'Objectif stratégique 3 avec 15,3 millions de personnes, dont 13,4 millions étaient des femmes et des enfants.



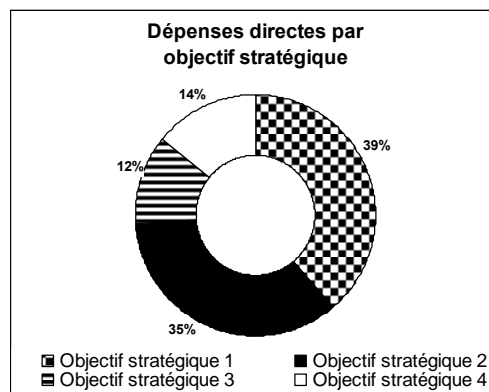
39. Les Objectifs stratégiques 1 et 2 ont mobilisé 74 pour cent des vivres distribués en 2008. Les distributions de vivres au titre de l'Objectif stratégique 2 relevaient à 70 pour cent des IPSR et à 24 pour cent des opérations d'urgence. Pour l'Objectif stratégique 1, les IPSR comptabilisaient 61 pour cent des distributions et les opérations d'urgence 36 pour cent. Les distributions générales de vivres représentaient 97 pour cent des distributions au titre de l'Objectif stratégique 1; dans le cadre de l'Objectif stratégique 2, les principales activités relevaient de programmes Vivres pour la création d'avoirs (VCA) et de distributions générales de vivres: les VCA ont absorbé 48 pour cent des aliments livrés et les distributions générales de vivres 44 pour cent.



40. L'Objectif stratégique 3 comptabilisait 13 pour cent des aliments distribués. Les programmes de santé et de nutrition maternelle et infantile et d'alimentation supplémentaire ont été les principales activités, représentant 66 pour cent des distributions de vivres; les programmes concernant le VIH/sida, les orphelins et autres enfants vulnérables comptaient pour 21 pour cent.

41. La part de l'Objectif stratégique 4 s'établissait à 13 pour cent des aliments distribués, soit une baisse par rapport à 2007 où elle était de 16 pour cent, et représentait 23 pour cent des bénéficiaires. L'alimentation scolaire dans le primaire et le secondaire a absorbé 93 pour cent des distributions de vivres. Quelque 43 pour cent des bénéficiaires au titre de cet objectif ont été assistés dans le cadre d'activités de développement, 38 pour cent dans le cadre d'IPSR et 18 pour cent dans celui d'opérations d'urgence.

42. Proportionnellement, les dépenses au titre de chaque objectif stratégique étaient dans l'ensemble conformes aux chiffres des distributions de vivres de 2007. Les Objectifs stratégiques 1 et 2 regroupaient les trois quarts des dépenses opérationnelles. Les dépenses au titre de l'Objectif stratégique 1 (39 pour cent) dépassaient légèrement celles de l'Objectif stratégique 2 (35 pour cent). La proportion des dépenses relevant de l'Objectif stratégique 3 (12 pour cent) et de l'Objectif stratégique 4 (14 pour cent) était la même qu'en 2007.



Objectif stratégique 1 – Sauver des vies dans des situations de crise

Tableau 4: Objectif stratégique 1 – Effets directs			
1.1	Réduction et/ou stabilisation de la malnutrition aiguë d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes.		
1.2	Réduction ou stabilisation de la mortalité d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes.		
Indicateurs de résultats (effets directs)		Objectif	Réalisation
1.1.1	Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans une population déterminée évaluée en fonction du rapport poids/taille, par sexe.	<10%	
1.2.1	Taux brut de mortalité dans une population déterminée: dans la population ciblée à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence.	<1/10 000/jour	Voir texte ci-dessous.
1.2.2	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans une population déterminée: chez les enfants de moins de 5 ans à la fin de la première période de l'opération d'urgence.	<2/10 000/jour	

43. Les opérations se rapportant à l'Objectif stratégique 1 comprenaient des distributions générales de vivres dans le cadre d'opérations d'urgence et d'IPSR destinées à sauver des vies dans des situations de crises. Le plus souvent, les distributions générales de vivres étaient accompagnées de programmes d'alimentation supplémentaire visant les enfants souffrant de malnutrition aiguë¹⁰.

44. En 2008, 89 opérations avaient des objectifs correspondant à l'Objectif stratégique 1, dont 11 étaient des opérations d'urgence de courte durée qui, de ce fait, n'ont pas communiqué de données sur les effets directs du PAM. Sur les opérations restantes, 29 ont rendu compte d'au moins un indicateur d'effet direct et cinq ont rendu compte d'indicateurs spécifiques au projet.

45. Vingt-huit projets ont communiqué des résultats sur la malnutrition aiguë; 71 pour cent des résultats provenaient d'enquêtes

Tableau 5: Indicateurs d'effet direct du PAM – Évolution

Indicateur	Nombre de projets	Nombre d'indicateurs	Amélioration (%)	Stabilité/ aggravation (%)
Taux brut de mortalité	9	9	50	50
Malnutrition aiguë	28	47	62	38

conduites par le PAM et 29 pour cent de celles réalisées par des partenaires. Neuf opérations ont rendu compte d'effets directs sur la mortalité. Sur les 28 projets qui ont communiqué des résultats sur la malnutrition aiguë, 62 pour cent indiquaient une amélioration de l'état nutritionnel. Dans 9 pour cent des projets, aucun changement n'avait été observé; et 29 pour cent signalaient une détérioration des taux de malnutrition aiguë¹¹.

¹⁰ Il est rendu compte de l'alimentation supplémentaire dans la partie concernant l'Objectif stratégique 3.

¹¹ Ces observations résultent notamment de l'influence des saisons sur les fluctuations des taux de malnutrition, de l'impact négatif des prix élevés des denrées alimentaires sur l'aptitude des ménages à acquérir des aliments supplémentaires et de l'eau potable.

République démocratique du Congo – Sauver des vies dans une situation de conflit en cours¹²

46. Le PAM a continué d'apporter une assistance alimentaire d'urgence tout au long de l'année aux populations affectée par le conflit en RDC, particulièrement dans le Nord et le Sud Kivu et dans les provinces orientales. Les fréquentes reprises des combats ont entraîné une augmentation du nombre de personnes déplacées. En octobre la situation s'est fortement dégradée à la suite de violentes attaques dans l'est du pays qui ont culminé avec un assaut sur la ville de Goma.

47. Avant la nouvelle reprise du conflit, le PAM avait distribué une ration réduite de 15 jours pour que les bénéficiaires puissent emporter des vivres s'ils devaient fuir. Les distributions ultérieures dans les camps autour de Goma ont été effectuées simultanément pour éviter que les personnes déplacées ne retournent en ville à la recherche de nourriture et pour prévenir d'éventuelles perturbations aux sites de distribution.

48. Le PAM a eu beaucoup de mal à assurer les approvisionnements dans les conditions extrêmement difficiles qui sévissaient. Au début de l'année, l'opération a connu d'importantes pénuries et il fallait de trois à six mois pour que les ressources arrivent. Le PAM a augmenté ses disponibilités alimentaires en prélevant sur une réserve de 1 000 tonnes, en acheminant les livraisons à partir de l'**Ouganda** et de la **République-Unie de Tanzanie**, et en empruntant aux opérations qu'il mène au **Rwanda**.

49. **Résultats.** La livraison des produits alimentaires a été souvent retardée en raison du mauvais état des routes, qui se sont encore dégradées pendant la saison des pluies. Aéronefs, camions, trains et barges ont été utilisés pour atteindre les zones reculées. En décembre, le PAM a lancé une opération aérienne pour livrer des produits de première urgence dans le nord-est du pays. La capacité du bureau de Goma a été renforcée par du personnel national et international.

Chronologie 2008 de l'opération d'urgence en RDC

Février – mars	Accroissement du nombre de personnes déplacées dans le Nord Kivu.
9 mai	Bénéficiaires au Nord Kivu en hausse. Début des ruptures d'approvisionnement.
Août – septembre	Recrudescence du conflit au Nord Kivu. Attaques dans le Haut Uélé.
18 septembre	Révision budgétaire approuvée avec une augmentation de 110 149 tonnes de produits alimentaires.
Octobre – novembre	Déplacements massifs dans les villes de Goma et Dangu provoqués par des attaques. Fin des ruptures d'approvisionnement.
Novembre	Début des distributions de vivres aux personnes déplacées à Goma, Kiwanja et Rutshuru.
5 décembre	Révision budgétaire 4 avec approbation de 70 millions de dollars.
6 décembre	Début du transport aérien Entebbe-Dungu.
14 décembre	Frappes aériennes par l'aviation ougandaise contre la résistance armée dans le Haut Uélé.
15 décembre	Révision budgétaire 6 avec approbation de 2,4 millions de dollars.

¹² IPSR 10608.0 "Aide alimentaire ciblée en faveur des victimes des violences armées et autres groupes vulnérables".

50. Face aux fréquentes ruptures de stock alimentaire, le PAM a hiérarchisé ses interventions de manière à assurer aux groupes les plus vulnérables un accès adéquat aux vivres et il a amplifié les activités pour compenser les longues périodes de conflit durant lesquelles l'aide alimentaire ne pouvait pas être livrée.

Tableau 6: Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans – IPSR RDC 10608.0¹³ (%)

	Enquête de référence	Enquête de suivi (2006)	Enquête de suivi (2007)
Malnutrition aiguë – Mulungu (Sud Kivu)	12,0	10,0	7,1
Malnutrition aiguë – Masisi (Nord Kivu)	11,4	12,5	16,0
Malnutrition aiguë – Mweso (Nord Kivu)	8,9	14,6	6,8
Malnutrition aiguë – Rwanguba (Nord Kivu)	5,4	16,3	6,3

Haïti – Aider à traverser la saison des ouragans¹⁴

51. Quatre ouragans et tempêtes tropicales ont frappé Haïti fin août et début septembre, causant de graves dégâts dans tout le pays: 100 000 maisons endommagées ou détruites, vastes zones inaccessibles par la route et inondations dévastatrices dans la ville des Gonaïves et ses alentours. Les destructions et les dommages ont été évalués à 15 pour cent du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Chronologie 2008 de l'opération d'urgence en Haïti

15 août	La tempête tropicale Fay frappe le sud.
26 août	L'ouragan Gustav frappe le sud-est, l'ouest, Nippes et Grande Anse.
2-3 septembre	La ville des Gonaïves est gravement endommagée par l'ouragan Hanna.
4 septembre	La première équipe du PAM et les experts techniques arrivent aux Gonaïves.
5 septembre	La première barge est envoyée aux Gonaïves.
8 septembre	Fortes pluies provoquées par l'ouragan Ike.
9 septembre	L'opération d'urgence/CII 10785.0 pour 360 000 bénéficiaires est approuvée.
13 septembre	Les livraisons et distributions de vivres dans le sud-est de la péninsule débutent.
15 septembre	L'accès routier aux Gonaïves est établi. Le premier envoi de véhicules est arrivé.
18 septembre	Premier convoi routier de Port-au-Prince aux Gonaïves. Lancement d'un appel éclair.
19 septembre	Base logistique établie aux Gonaïves.
24 septembre	Début de l'opération aérienne; deuxième convoi de huit camions envoyé aux Gonaïves.
12 novembre	L'opération d'urgence 10781.0 pour 880 000 bénéficiaires est approuvée. Valeur totale: 31 millions de dollars.

52. Compte tenu de l'étendue des dégâts, le PAM a procédé à des distributions générales de vivres étendues à l'ensemble de la population des Gonaïves et ciblées dans d'autres

¹³ Évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les situations d'urgence en RDC, 2007.

¹⁴ Opération d'urgence 10781.0 "Assistance alimentaire aux populations victimes des inondations en Haïti".

parties du pays. En novembre, les activités Vivres contre travail (VCT) ont débuté pour nettoyer les écoles et déblayer les canaux dans la plaine des Gonaïves.

53. En tant que chef de file du module de la logistique, le PAM a immédiatement lancé deux opérations spéciales d'un coût total de 17 millions de dollars: une opération aérienne pour permettre la livraison des secours humanitaires aux zones inaccessibles et une opération destinée à amplifier les systèmes logistiques en déployant des camions et des dispositifs d'entreposage temporaire. La marine et les gardes-côtes américains ont apporté un précieux soutien pour l'acheminement des secours par mer.
54. Le PAM a aussi mis en place une plate-forme logistique pour faciliter le travail de la communauté d'aide humanitaire dans les Gonaïves. L'Entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies (UNHRD) géré par le PAM à Panama a expédié plusieurs envois d'aide provenant d'institutions des Nations Unies et d'ONG.

Myanmar – Sauver des vies dans le cadre d'une action humanitaire coordonnée

55. En mai 2008 le cyclone Nargis a frappé la côte sud-ouest du Myanmar et balayé le delta de l'Ayeyarwady, qui est le grenier à riz du pays et la région où sont implantées ses pêcheries les plus productives. Le cyclone a touché 2,4 millions de personnes et inondé une grande partie des superficies rizicoles.
56. L'objectif primordial du PAM était de sauver des vies et d'assurer la subsistance de 1 million de personnes¹⁵. Le PAM a fourni une assistance sous la forme de distributions générales de vivres dans les zones sinistrées, complétées par une intervention limitée de transferts monétaires à Yangon, où les marchés continuaient de fonctionner.
57. **Résultats.** Le PAM a entrepris dès l'annonce du cyclone la planification des mesures d'urgence avec d'autres organismes des Nations Unies, des homologues gouvernementaux et des ONG. Dans le contexte de l'évaluation conjointe post-Nargis, le PAM a conduit une évaluation rapide de la sécurité alimentaire des ménages touchés et procédé à une étude de marché pour aider à la conception des interventions les mieux adaptées à la situation.
58. Un pont aérien humanitaire entre Bangkok et Yangon a été mis en place ainsi que cinq plate-formes logistiques et 24 entrepôts afin d'assurer l'approvisionnement ininterrompu en articles indispensables à la survie des sinistrés dans les zones reculées du delta. Une opération spéciale a mis à la disposition des organisations humanitaires impliquées dans la crise des services communs supplémentaires¹⁶.

¹⁵ Opération d'urgence 10749.0 "Aide alimentaire aux populations victimes du cyclone".

¹⁶ Opération spéciale 10751.0 "Amélioration de la logistique et de la coordination pour appuyer la communauté humanitaire au Myanmar".

59. Des signes positifs de relèvement ont été constatés début décembre: 70 pour cent des bénéficiaires ont déclaré qu'ils consommaient au moins deux repas par jour, 86 pour cent qu'ils avaient diversifié leur régime alimentaire et 34 pour cent estimaient que leurs moyens d'existence avaient été rétablis aux niveaux d'avant le cyclone.

60. Le redéploiement de personnel national détaché d'autres opérations du PAM dès le tout début de la crise a joué un rôle important dans la promptitude de la réponse. La coordination assurée par le PAM s'est avérée primordiale pour éviter les doubles distributions de vivres et d'articles non alimentaires par les organismes humanitaires. Il est apparu que les transferts monétaires n'étaient pas tout à fait adaptés aux conditions du marché au Myanmar, mais l'expérience donne à penser qu'ils seraient appropriés là où les marchés sont moins réglementés.

Chronologie 2008 de l'opération d'urgence au Myanmar	
2- 3 mai	Le cyclone Nargis frappe le sud du Myanmar. Le système de module est activé.
6 mai	L'opération d'urgence/CII 10748.0 de 0,5 million de dollars est approuvée. Bénéficiaires prévus: 40 000. Durée: maximum 30 jours. Premières distributions de vivres.
9 mai	Lancement d'un appel éclair de 187 millions de dollars.
12 mai	L'opération d'urgence 10749.0 de 70 millions de dollars est approuvée. Bénéficiaires prévus: 750 000. Produits alimentaires: 65 615 tonnes. Durée: 6 mois.
Mai- juin	Évaluation conjointe des besoins post-Nargis dans le delta de l'Ayeyarwady.
10 juillet	Appel éclair révisé. Total: 482 millions de dollars.
1 août	Révision budgétaire de 114 millions de dollars approuvée. Bénéficiaires prévus: 924 000. Produits alimentaires: 104 094 tonnes. Durée: 12 mois. Bénéficiaires effectifs en décembre: 1,1 million.
Août- septembre	Évaluation conjointe post-Nargis II actualisant les besoins dans le delta de l'Ayeyarwady.
Octobre	L'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires a dressé un tableau précis de la situation de la sécurité alimentaire dans la période post-cyclone.

Analyse d'impact immédiat

Un outil élaboré pour le PAM par le Centre des technologies de l'information pour l'assistance, la coopération et l'action humanitaires (ITHACA) utilise l'imagerie et les données transmises par satellite pour déterminer l'impact de catastrophes naturelles, y compris le lieu, les populations touchées et les infrastructures endommagées. En 2008, l'analyse d'impact immédiat a appuyé avec succès les efforts de coordination des opérations d'urgence du PAM en Chine (séisme), à Haïti, à Madagascar (cyclone Ivan), au Mozambique, au Myanmar (cyclone Nargis), en Zambie et ailleurs et a apporté une contribution extrêmement précieuse à la planification et au choix des lieux prioritaires pour les évaluations des besoins et les itinéraires logistiques.

Produits et dépenses

Tableau 7: Objectif stratégique 1: Indicateurs de résultat (produit)					
1.1	Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes.				
Nombre estimatif de bénéficiaires 2008 (en millions)					
	Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total
	6,9	7,9	5,9	7,8	28,5
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (en millions)	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses
Développement	0,9	46	3,1	16	1,3
Opérations d'urgence	10,7	526	36,4	513	40,8
IPSR	16,9	875	60,5	576	45,8
Opérations spéciales				152	12,1
TOTAL	28,5	1 447	100,0	1 257	100,0
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activités	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses	
VCA/VCT	46	3,2	31	2,5	
Distribution générale de vivres	1 398	96,6	1 063	84,6	
Programmes VIH/sida et orphelins et autres enfants vulnérables	1	0,1	1	0,1	
SMI*/alimentation supplémentaire/ thérapeutique/ des groupes vulnérables	2	0,1	1	0,1	
Services communs			152	12,1	
Autres			9	0,7	
TOTAL	1 447	100,0	1 257	100,0	

* Santé maternelle et infantile

Objectif stratégique 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs

Tableau 8: Objectif stratégique 2: Effets directs			
2.1	Capacité accrue des ménages ciblés de subvenir à leurs besoins alimentaires lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs.		
2.2	Capacité accrue des ménages ciblés de gérer les chocs lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs.		
Indicateurs de résultat (effets directs)		Objectif	Réalisation
2.1.1	Proportion des dépenses que les ménages bénéficiaires consacrent à l'alimentation (données à rassembler sur une base pilote).	65–70	Voir texte ci-dessous.
2.1.2	Diversité du régime alimentaire (données à rassembler sur une base pilote).	À déterminer	
2.2.1	Indicateurs appropriés à l'étude	À déterminer	

61. Les interventions se rapportant à l'Objectif stratégique 2 comprenaient des activités VCT, VCA et vivres pour la formation (VPF) qui ont contribué à renforcer les moyens de faire face aux chocs futurs. En 2008, 110 projets avaient des objectifs en rapport avec l'Objectif stratégique 2, soit 28 projets de plus qu'en 2007. Dans le cas de huit projets, les activités n'ont pas été mises en œuvre faute de fonds, en raison des capacités restreintes des partenaires coopérants ou à cause de contraintes de sécurité.

62. Quarante-cinq projets ont rendu compte de l'indicateur de résultat 2.1.1, ce qui est une amélioration considérable par rapport aux 26 de l'année précédente. Neuf de ces projets ont seulement indiqué des valeurs de référence; 36 ont communiqué des résultats, qui dans 67 pour cent des cas faisaient état d'une amélioration ou d'un plus faible pourcentage de dépenses consacrées par les ménages à l'alimentation; dans 33 pour cent des cas la situation était négative.

63. Divers indicateurs additionnels ont été utilisés pour rendre compte des effets directs, traduisant la diversité des activités mises en œuvre au titre de l'Objectif stratégique 2. Cinquante projets ont donné des informations sur 80 indicateurs d'effet spécifiques au projet, tels

Tableau 9: Indicateurs d'effet direct du PAM – Évolution

Indicateur	2007		2008	
	Nombre de projets	Amélioration (%)	Nombre de projets	Amélioration (%)
Proportion des dépenses que les ménages consacrent à l'alimentation	26	69	36	67
Autres (spécifiques aux projets)	47	83	50	64

que note de consommation alimentaire, indicateur des stratégies de survie et avantages découlant des avoirs nouvellement créés; seuls 32 de ces projets (64 pour cent) ont signalé une amélioration.

64. Une des causes de l'accroissement des dépenses alimentaires en 2008 et par conséquent du plus faible pourcentage de projets faisant état d'améliorations a été la

hausse sensible des prix de la plupart des denrées de base dans les pays assistés par le PAM.

Tchad – Venir en aide aux réfugiés soudanais, aux personnes déplacées, aux communautés d'accueil et aux populations locales touchées par un afflux de réfugiés dans l'est du Tchad¹⁷

65. L'insécurité qui sévit régulièrement le long de la frontière avec la région du Darfour au Soudan a rendu inaccessibles la plupart des écoles recevant une assistance du PAM et les sites d'activités VCT/VPF dans l'est du Tchad. Seulement 54 594 tonnes du volume planifié de vivres, soit 51 pour cent, ont été distribuées au titre de l'opération d'urgence; 22 000 élèves et 10 000 participants aux activités VCT/VPF ont été privés de l'aide alimentaire du PAM de décembre 2007 à mars 2008. Les distributions de vivres dans certains camps de réfugiés et sites de regroupement des personnes déplacées ont été temporairement suspendues ou reportées. Les ONG partenaires d'exécution ont fermé leurs bureaux et cessé leurs activités dans les zones d'Ade et de Dogdore.

66. **Résultats.** Malgré la précarité des conditions de sécurité dans l'est du Tchad, le PAM a fourni une assistance alimentaire indispensable à la survie de 250 000 réfugiés soudanais dans 12 camps, représentant un apport quotidien de 1 893 kcal par personne. Le pourcentage de ménages réfugiés dont la consommation alimentaire était acceptable a sensiblement augmenté, passant de 9 pour cent en 2006 à 54 pour cent en 2008, ce qui indique une amélioration globale de la qualité des aliments consommés. La proportion de ménages déplacés ayant une

Tableau 10: Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs dans le cadre de l'opération d'urgence Tchad 10559.0

Indicateur	Enquête de référence (Nov 2006)	Enquête de suivi (Nov 2007)	Enquête de suivi (Nov 2008)
Diversité du régime alimentaire des réfugiés soudanais: pourcentage ayant une consommation alimentaire acceptable.	9,4	41,8	54,2
Diversité du régime alimentaire des personnes déplacées: pourcentage ayant une consommation alimentaire acceptable	16,3	41,1	70,9
Pourcentage des dépenses que les ménages bénéficiaires (déplacés) consacrent à l'alimentation	-	78,0	52,0
Pourcentage des dépenses que les ménages bénéficiaires (réfugiés) consacrent à l'alimentation	-	38,0	80,0

consommation alimentaire acceptable marquait aussi une hausse, de 16,3 pour cent en 2006 à 70,9 pour cent en 2008.

67. Bien que la sécurité alimentaire des réfugiés se soit améliorée, la part des dépenses de ces ménages consacrée à l'alimentation a augmenté en raison de la hausse des

¹⁷ Opération d'urgence 10559.0 "Aide aux réfugiés soudanais, aux personnes déplacées et à leurs communautés d'accueil et aux populations locales touchées par un afflux important de réfugiés dans l'est du Tchad".

prix des denrées vivrières et du fait qu'il a fallu réduire les rations. Les dépenses alimentaires des personnes déplacées ont diminué à mesure que leur situation se stabilisait, leur permettant de produire une plus grande fraction des aliments consommés.

Éthiopie – Renforcer la résistance aux chocs par la protection sociale¹⁸

68. En 2008, la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, conjuguée à une sécheresse généralisée, a eu des effets dévastateurs sur l'économie de l'Éthiopie. Les prix des céréales ont augmenté rapidement et les marchés ont commencé à s'effondrer à mesure que les négociants étaient privés de crédit. Les communautés qui s'approvisionnaient en aliments sur les marchés ont été durement frappées. Plus de 12 millions de personnes nécessitaient une aide alimentaire.

69. Le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP) du PAM en Éthiopie a aidé les personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique à gérer les chocs et à investir dans des activités qui renforcent leur résistance. L'assistance en vivres et en espèces a évité aux ménages d'avoir à vendre leurs biens et a créé des actifs communautaires, principalement dans le contexte de la réhabilitation de l'environnement et de la

Chronologie 2008 de l'intervention en Éthiopie	
Janvier	L'IPSR 10665.0 démarre; le nombre initial de bénéficiaires ciblés est de 1 million maximum.
Avril	Document conjoint sur les besoins d'urgence publié. Nombre estimatif des bénéficiaires des secours: 2,2 millions.
Mai	Niveau de malnutrition élevé signalé dans la région sud. Accord pour prolonger l'assistance de trois mois au profit de 5,7 millions de bénéficiaires de la protection sociale sur un total de 7,5 millions.
Juin	Document sur les besoins révisé. Nombre estimatif des bénéficiaires des secours: 4,6 millions.
Juillet–août	Évaluation de la vulnérabilité urbaine.
Août–septembre	Le nombre des bénéficiaires des secours a augmenté à 6,4 millions.

gestion des ressources naturelles. Le PPSAP est venu en aide à 7 millions de personnes dont 4 millions qui recevaient un appui alimentaire du PAM.

70. **Résultats.** L'assistance du PAM aux bénéficiaires du PPSAP a contribué à maintenir leur niveau de consommation alimentaire malgré la hausse des prix des denrées vivrières. Un examen des résultats fait apparaître une amélioration des revenus et une réduction des niveaux de pauvreté des bénéficiaires du PPSAP depuis 2006 par rapport aux non bénéficiaires. En 2008, le PPSAP a contribué à atténuer les effets de la crise mais n'a pas suffi à pleinement protéger les bénéficiaires. Il ressort du suivi post-distribution que, face à l'envolée des prix des denrées alimentaires, 74 pour cent des bénéficiaires des transferts monétaires auraient préféré recevoir des vivres s'ils avaient eu le choix.

¹⁸ IPSR 10665.0 "Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire".

Produits et dépenses

Tableau 11: Objectif stratégique 2: Indicateurs de résultat (produits)					
2.1 Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés, exposés à des situations de crise ou de transition, ou vulnérables aux chocs.					
Nombre estimatif de bénéficiaires (en millions)					
Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total	
8,2	9,8	7,2	9,8	35,0	
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (en millions)	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses
Développement	3,4	91	6,3	50	4,4
Opérations d'urgence	7,7	349	24,0	333	29,4
IPSR	23,9	1 011	69,7	700	61,9
Opérations spéciales				48	4,2
TOTAL	35,0	1 451	100,0	1 131	100,0
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activités		Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses
VCA/VCT		703	48,4	475	42,0
VPF/alphabetisation et initiation au calcul		45	3,1	43	3,8
Distribution générale de vivres		638	44,0	512	45,3
Programmes VIH/sida et orphelins et autres enfants vulnérables		21	1,4	6	0,5
SMI/alimentation supplémentaire/thérapeutique/des groupes vulnérables		4	0,3	2	0,2
Installation/réinstallation		40	2,8	36	3,2
Remise en état de l'infrastructure/appui logistique				48	4,2
Autres				9	0,8
TOTAL		1 451	100,0	1 131	100,0

Objectif stratégique 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables

Tableau 12: Objectif stratégique 3: Effets directs			
3.1	Réduction de la malnutrition chez les enfants ciblés.		
3.2	Réduction de la malnutrition chez les femmes ciblées.		
3.3	Réduction de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants ciblés.		
3.4	Amélioration de la qualité de vie des bénéficiaires ciblés par le biais de programmes d'aide aux personnes touchées par le VIH/sida.		
Indicateurs de résultat (effets directs)		Objectif	Réalisation
3.1.1	Prévalence de la malnutrition chez les enfants ciblés de moins de 5 ans (évaluée en fonction du rapport taille/poids et âge, ventilée par sexe): - prévalence de la malnutrition aiguë chez les filles et les garçons de moins de 5 ans - prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants	<10% Pas d'objectif fixé.	Voir texte ci-dessous.
3.2.1	Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées en âge de procréer, évaluée en fonction de l'indice de masse corporelle (IMC) et/ou du faible poids à la naissance (données à recueillir sur une base pilote)	Pas d'objectif fixé.	“
3.3.1	Prévalence de l'anémie chez les bénéficiaires ciblés (données à recueillir sur une base pilote)	“	“
3.4.1	Gain de poids chez les bénéficiaires (données à recueillir sur une base pilote)	“	“
3.4.2	Taux de poursuite du traitement, par programme de traitement et de soins spécifiques – durée du programme, pourcentage d'observance du traitement, etc. (données à recueillir sur une base pilote)	“	“

71. Les activités entrant dans le cadre de l'Objectif stratégique 3 comprennent l'appui aux programmes d'alimentation spéciale et de SMI, l'enrichissement des aliments, l'intensification de la sensibilisation aux questions liées à la nutrition ainsi qu'au VIH et au sida, le déparasitage des enfants, et une aide aux personnes vivant avec le VIH et aux patients atteints de la tuberculose. Toutes ces activités ont pour finalité de prévenir ou de faire reculer la dénutrition et la mauvaise santé en fournissant des aliments de qualité et en encourageant les personnes vulnérables à adopter des pratiques saines.
72. Au titre de leurs objectifs opérationnels, 99 projets faisaient référence à l'Objectif stratégique 3, parmi lesquels 87 avaient des objectifs concernant la nutrition/SNMI; sur ces 87 projets, 52 ont rendu compte d'indicateurs du PAM, 37 d'indicateurs spécifiques aux projets et 24 d'indicateurs choisis librement portant sur le principal effet attendu du projet. Sur les 52 projets ayant communiqué des informations sur les indicateurs du PAM, 19 ne comprenaient pas de données de référence et de suivi ce qui a compliqué l'évaluation des progrès; 33 projets présentaient des données de référence et de suivi. La proportion des activités relevant de l'Objectif stratégique 3 pour lesquelles les indicateurs du PAM ont été utilisés a augmenté, passant de 54,5 pour cent en 2007 à 59,8 pour cent en 2008.

73. Dans le contexte de l'Objectif stratégique 3, l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans est l'indicateur préféré pour évaluer l'état nutritionnel des enfants. Il a figuré dans 33,3 pour cent des projets, contre 28,4 pour cent en 2007. Il a été rendu compte des retards de croissance dans 23 pour cent des projets, contre 25 pour cent en 2007.

Tableau 13: Indicateurs d'effet direct du PAM en 2008			
Indicateur	% d'effet positif (nombre de projets)*	% d'effet négatif (nombre de projets)*	Total
Insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (poids/âge < -2z)	61,3 (8)	38,7 (5)	100 (13)
Malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans – retards de croissance (taille/âge < -2z)	58,3 (7)	41,7 (5)	100 (12)
Faible IMC des femmes qui ne sont pas enceintes	50 (1)	50 (1)	100 (2)
Faible poids à la naissance	100 (3)	-	100 (3)
Anémie chez les enfants de moins de 5 ans	83,3 (5)	16,7 (1)	100 (6)
Anémie chez les jeunes enfants de 6 à 36 mois	100 (2)	-	100 (2)
Anémie chez les femmes enceintes et les mères allaitantes	66,7 (6)	33,3 (3)	100 (9)
Malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (poids/taille < -2z), œdèmes	100 (6)	-	100 (6)
Malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans (poids/taille < 80% med.), œdèmes	50 (1)	50 (1)	100 (2)

* Le nombre de projet indique la fréquence absolue.

Afghanistan – Initiative visant à améliorer la nutrition¹⁹

74. Depuis 2004, le PAM apporte un soutien technique et financier dans le but d'augmenter les disponibilités en farine de blé enrichie en Afghanistan, notamment en approvisionnant les minoteries en micronutriments et un pré-mélange de nutriments. En 2008, il avait été produit 30 000 tonnes de farine de blé enrichie, ce qui représente une augmentation de 76 pour cent par rapport à 2007.
75. **Résultats.** Pour renforcer l'impact de l'enrichissement de la farine, le PAM a lancé une campagne publique de sensibilisation aux avantages sanitaires et nutritionnels de la farine enrichie dans le but de réduire les carences en micronutriments, particulièrement chez les femmes en âge de procréer. Cette campagne visait les agents sanitaires communautaires, les minotiers, les boulangers et le grand public au moyen d'affiches, de brochures et de messages radiodiffusés et télévisés. Les constatations préliminaires révèlent une augmentation de la demande des consommateurs en farine enrichie.

¹⁹ IPSR 10427.0 "Activités de secours et de redressement consécutives au conflit dans la République islamique d'Afghanistan".

76. Les disponibilités de blé en Afghanistan ont toutefois chuté au cours de l'année, en raison de l'embargo sur les exportations instauré par les pays voisins, du prix élevé des produits alimentaires et de la sécheresse. Pour éviter des ruptures d'approvisionnement en farine, le PAM a négocié en septembre avec le Gouvernement pakistanais l'obtention de 50 000 tonnes de blé provenant de la Pakistan Trading Corporation.

Burkina Faso – Venir à bout de la dénutrition²⁰

77. Un programme de supplémentation alimentaire figurait parmi les activités de redressement menées au Burkina Faso. Ce programme a été conduit dans le cadre du système de santé publique avec la collaboration de comités villageois et d'ONG. Les enfants de moins de 3 ans souffrant de malnutrition ainsi que les femmes enceintes et les mères allaitantes ont été ciblés à la faveur de sessions de sensibilisation portant essentiellement sur la promotion de bonnes pratiques d'hygiène et d'alimentation des enfants, sur la réduction des carences en micronutriments chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes, et sur l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages.
78. **Résultats.** Les enquêtes semestrielles de suivi indiquent que l'assistance du PAM a contribué à réduire la malnutrition chez les jeunes enfants. Le pourcentage des enfants de moins de 3 ans souffrant de malnutrition aiguë est tombé de 16,5 pour cent à 13 pour cent. Le ciblage des femmes souffrant de dénutrition a réduit le taux d'insuffisance pondérale à la naissance, qui est passé de 16 pour cent à 11 pour cent.

Tableau 14: Appuyer l'amélioration de l'état nutritionnel et sanitaire des enfants, des mères et autres personnes vulnérables dans le cadre de l'IPSR Burkina Faso 10541.0

Indicateur	Enquête de référence (2007) (%)	Enquête de suivi (Mars 2008) (%)	Enquête de suivi (Août 2008) (%)
Pourcentage des enfants de moins de 3 ans souffrant de malnutrition aiguë (poids/taille <-2Z) dans les districts recevant une assistance du PAM	16,5	15,5	13
Incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance (pourcentage de nouveaux nés de <2,5 kg à la naissance)	16,2	12,0	11,1

Appui du PAM aux personnes vivant avec le VIH

79. En 2008, le PAM a apporté un soutien alimentaire et nutritionnel à 2,4 millions de bénéficiaires dans le cadre d'interventions portant sur le VIH et le sida. Le PAM a conduit des activités concernant le VIH et/ou la tuberculose dans 47 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, y compris dans 19 des 25 pays où l'incidence du VIH est la plus élevée. Le nombre de pays dans lesquels sont menés des programmes de traitements antirétroviraux s'est accru, passant de 16 en 2006 à 37 en 2008. Les bénéficiaires de traitements antirétroviraux ont augmenté, passant de 332 000 en 2007 à 621 000 en 2008, soit une hausse de 87 pour cent.

²⁰ IPSR 10541.0 "Arrêter la progression de la dénutrition dans les régions exposées à l'insécurité alimentaire".

80. En **Éthiopie**, sous l'effet conjugué de la pauvreté, du coût élevé des produits alimentaires et du chômage, l'insécurité alimentaire des ménages touchés par le sida s'est accrue en 2008. Le PAM a apporté un soutien alimentaire et nutritionnel distribué par l'intermédiaire du Gouvernement et des ONG partenaires. Une enquête menée pour mesurer l'impact de l'assistance du PAM indiquait que 95 pour cent des bénéficiaires ayant reçu des vivres avec le traitement se disaient en meilleure santé et plus aptes à participer aux activités communautaires. Des résultats spectaculaires ont également été constatés dans l'observance du traitement antirétroviral: 99 pour cent des patients qui ont bénéficié d'une assistance alimentaire ont réussi à suivre le traitement, pourcentage supérieur au taux de 95 pour cent visé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et marquant un progrès sensible par rapport au chiffre de 2007 (69 pour cent). Le taux national d'observance n'est que de 72 pour cent. Au cours des six mois précédents, 47 pour cent des patients sous traitement antirétroviral bénéficiant d'aide alimentaire avaient gagné plus de 10 pour cent de leur poids corporel, contre 25 pour cent dans l'enquête de référence, ce qui démontre l'efficacité nutritionnelle du soutien alimentaire associé aux traitements antirétroviraux.
81. Au **Burkina Faso** le PAM a apporté une assistance à 4 000 personnes vivant avec le VIH sous forme de rations familiales distribuées avec le concours d'associations locales. Il ressort d'une enquête sur l'impact de l'appui alimentaire et nutritionnel que l'état de santé de ces bénéficiaires était meilleur au plan de l'IMC et des taux d'hémoglobine que celui des personnes qui n'avaient pas reçu l'aide du PAM. La sécurité alimentaire des ménages différait aussi: les ménages assistés consacraient 52 pour cent de leur budget à l'alimentation tandis que pour les ménages ne recevant pas d'assistance la proportion était de 61 pour cent.
82. Au **Zimbabwe** le PAM a évalué l'impact du retrait du soutien alimentaire pour les clients de soins à domicile après que le Gouvernement ait suspendu les activités des ONG. Les résultats montraient que les réserves alimentaires avaient baissé et que les ménages devaient choisir entre acheter de la nourriture ou payer des soins médicaux. L'indicateur des stratégies de survie, qui mesurait le stress des ménages, est monté spectaculairement d'octobre 2007 à juillet 2008, montrant que 90 pour cent des ménages soignés à domicile avaient été contraints d'acheter des céréales au marché. Le haut niveau d'insécurité alimentaire de ces ménages s'est traduit par des mécanismes de survie extrêmement néfastes, consistant notamment à réduire le nombre de repas par jour, diminuer la consommation des adultes et recourir à l'emprunt.

Produits et dépenses

Tableau 15: Objectif stratégique 3: Indicateurs de résultat (produits)					
3.1	Fourniture d'aliments nutritifs en temps voulu et en quantité suffisante aux jeunes enfants, mères et autres bénéficiaires ciblés, exposés à des risques sur le plan de la nutrition et de la santé.				
3.2	Fourniture de comprimés vermifuges aux enfants et mères ciblés dans le cadre d'activités appuyées par le PAM.				
Nombre estimatif de bénéficiaires (en millions)					
	Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total
	3,2	5,3	1,9	4,9	15,3
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (en millions)	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses
Développement	3,4	82	16,6	52	13,8
Opération d'urgence	2,1	73	14,8	37	9,8
IPSR	9,8	338	68,6	289	76,5
TOTAL	15,3	493	100,0	378	100,0
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Catégorie d'activités		Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses
SMI/alimentation supplémentaire/thérapeutique/des groupes vulnérables		326	66,1	248	65,6
Programmes VIH/sida et orphelins et autres enfants vulnérables		102	20,7	85	22,5
Alimentation scolaire ²¹ , crèches et jardins d'enfants		65	13,2	41	10,8
Autres				4	1,1
TOTAL		493	100,0	378	100,0

²¹ Y compris les chiffres relatifs aux établissements préscolaires, qui sont tous attribués à l'Objectif stratégique 3.

Objectif stratégique 4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle

Tableau 16: Objectif stratégique 4: Effets directs				
Indicateurs de résultat (effets directs) ²²	Objectif 2007/2008	Réalisation ²³ 2008	Réalisation 2007	
4.1	Scolarisation accrue des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM.			
4.2	Amélioration de l'assiduité des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM.			
4.3	Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM.			
4.4	Réduction des différences entre garçons et filles dans les écoles primaires, les écoles secondaires et les établissements d'enseignement informels appuyés par le PAM.			
4.1.1	Effectifs scolarisés: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires ²⁴ . Taux annuel de variation:			
	- Filles et de garçons (%)	10	9	6
	- Filles (%)	12	8	9
	- Garçons (%)	8	10	2
4.1.2	Taux net de scolarisation: pourcentage de garçons et de filles d'âge scolaire inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM:			
	- Taux net de scolarisation des filles (%)	70	76	78
	- Taux net de scolarisation des garçons (%)	70	78	83
4.2.1	Taux de fréquentation: pourcentage de jours de présence à l'école pendant l'année pour les enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire:			
	- Taux de fréquentation des filles (%)	80	93	93
	- Taux de fréquentation des garçons V	80	93	93
4.3.1	Idées que se font les enseignants de la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants dans les écoles, grâce à l'alimentation scolaire (%)			
		90	98	93
4.4.1	Ratio filles/garçons dans les écoles appuyées par le PAM.			
		1	1,13	0,96

83. L'Objectif stratégique 4 souligne le lien entre les interventions du PAM visant à réduire la faim et l'éducation et l'égalité entre les sexes: les activités incluent les repas servis à l'école, les rations à emporter et la formation. En 2008, 100 projets d'alimentation scolaire ont été exécutés dans 67 pays, 42 dans le cadre de programmes de pays ou de projets de développement, 49 dans le cadre d'IPSR et

²² Les indicateurs 4.1.3, 4.2.2 et 4.4.2 sont en cours de révision après essais sur le terrain et n'ont pas été inclus.

²³ Source des données: Enquête normalisée sur l'alimentation scolaire 2008; Rapports normalisés sur les projets pour le taux net de scolarisation 2008.

²⁴ Les effectifs scolarisés correspondent au nombre total d'enfants inscrits à l'école. Les effectifs scolarisés totaux mesurent la couverture de l'aide du PAM; les augmentations de cet indicateur ne sont pas nécessairement liées aux résultats. Les variations annuelles des effectifs scolarisés moyens/médians permettent de suivre l'évolution à court terme. Les données de suivi et d'évaluation montrent que les effets directs de activités d'alimentation scolaire diffèrent d'un projet à l'autre: la première année, les variations des effectifs scolarisés sont généralement fortes, mais elles sont beaucoup plus faibles les années suivantes.

9 dans celui d'opérations d'urgence. Les données sur les effets directs issues des rapports normalisés ont été vérifiées au moyen d'une analyse des enquêtes normalisées sur l'alimentation scolaire en Haïti, au Kenya, au Niger, en RDC, au Sierra Leone, en Somalie, au Soudan, en République arabe syrienne et en Ouganda.

84. Les écoles recevant une assistance du PAM comptaient 113 filles scolarisées pour 100 garçons, ce qui donne un ratio filles/garçons de 1,13. Les taux de fréquentation pour les garçons et pour les filles sont restés à 93 pour cent. Presque tous les enseignants interrogés ont constaté une évolution positive de l'aptitude des élèves à se concentrer et à apprendre résultant de l'alimentation scolaire.

85. Dans de nombreux pays, la mesure du taux net de scolarisation est difficile faute de données ventilées par sexe et par groupe d'âge. Neuf rapports normalisés seulement indiquaient des taux nets de scolarisation pour les garçons et dix pour les filles. Les taux nets de scolarisation signalés pour les garçons

Tableau 17: Indicateurs d'effet direct du PAM – Évolution

Indicateur	Nombre de projets ²⁵	Amélioration (%)	Objectif atteint/dépassé (%)
Taux brut de scolarisation			
Garçons	54	65	37
Filles	55	54	33
Taux net de scolarisation			
Garçons	9	67	77
Filles	10	40	80
Taux de fréquentation			
Garçons	44	41	78
Filles	48	42	82
Ratio filles/garçons	59	57	19

dépassaient la valeur cible dans 77 pour cent des cas, et pour les filles dans 80 pour cent des cas. Le ratio filles/garçons scolarisés dans les écoles assistées par le PAM était l'indicateur le plus fréquemment signalé. Sur les 59 rapports normalisés qui ont rendu compte de cet indicateur, le ratio excédait la valeur cible dans 19 pour cent des cas; des améliorations de l'égalité entre les sexes ont été signalées dans 57 pour cent des cas.

86. **Paquet éducatif essentiel.** En 2008, le PAM et l'UNICEF ont poursuivi leur collaboration sur le paquet éducatif essentiel dans le cadre des interventions visant la santé et la nutrition, surtout dans la région de l'Afrique de l'Ouest couverte par l'Alliance du Sahel. Un paquet éducatif portant sur la santé, la nutrition et l'hygiène a été intégré dans 48 pour cent des projets d'alimentation scolaire appuyés par le PAM.

87. Les traitements de déparasitage, qui ont été administrés dans 29 pour cent des projets assistés par le PAM, ont concerné 12 millions d'enfants. En septembre, les organisations Deworm the World et Feed the Children²⁶ ont annoncé qu'elles s'engageaient à étendre les activités de déparasitage sous les auspices de la Clinton Global Initiative au profit de 2 millions d'enfants couverts par les programmes

²⁵ Nombre de rapports normalisés sur les projets ayant fourni au moins deux valeurs pour chaque indicateur au fil du temps, à partir des données de référence et de suivi, y compris le dernier suivi effectué.

²⁶ Une initiative du Forum des jeunes leaders mondiaux pour promouvoir le déparasitage.

d'alimentation scolaire du PAM en **Ouganda**, en **République centrafricaine**, en **RDC**, au **Rwanda** et en **République-Unie de Tanzanie**.

Madagascar – Appuyer l'Éducation pour tous²⁷

88. À Madagascar, l'appui du PAM à l'éducation de base vise à encourager la scolarisation des enfants pauvres qui ont faim dans les écoles primaires des zones rurales du sud, où l'insécurité alimentaire saisonnière et l'extrême pauvreté ont une incidence sur l'assiduité et l'achèvement du cycle d'étude. L'alimentation scolaire a plus que doublé pendant l'année suite à une contribution directe du Gouvernement.

89. En 2008, dans le contexte de la politique nationale sur la nutrition et du Plan Éducation pour tous (2007–2015) de Madagascar, le Ministère de l'éducation a cité l'alimentation scolaire comme l'un des principaux moyens de relever les niveaux d'éducation. Le PAM a continué à apporter une contribution technique et un appui au Gouvernement pour l'élaboration d'une stratégie nationale d'alimentation scolaire, notamment sous la forme d'une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité en 2005 et de travaux d'ACV. Comme prévu par la stratégie, le pays a été divisé en zones en fonction des variations régionales de l'insécurité alimentaire et différentes formules d'alimentation scolaire ont été proposées, comme celles s'appliquant à l'année complète, à la saison maigre uniquement ou des programmes financés par les communautés.

90. **Résultats.** Avec l'expansion de l'alimentation scolaire dans le sud, les taux de scolarisation ont augmenté de 9 pour cent pendant le dernier trimestre de 2008. Les taux d'assiduité ont atteint 96 pour cent pour les garçons et pour les filles. Afin de renforcer l'impact de l'alimentation scolaire, le PAM a appuyé le Ministère de l'éducation dans l'exécution d'activités supplémentaires dans le domaine de la santé et la nutrition, comme le déparasitage des élèves et une étude pilote sur l'enrichissement d'aliments à un prix abordable en utilisant des denrées produites localement.

Tableau 18: Taux net de scolarisation dans les écoles bénéficiant d'un appui du PAM dans le cadre du programme de pays Madagascar 10340.0

Indicateur	Enquête de référence (2004) (%)	Enquête de suivi (2007) (%)	Enquête de suivi (2008) (%)
Taux net de scolarisation – garçons	72	77,9	84,8
Taux net de scolarisation – filles	73	78,7	85,5

²⁷ Programme de pays 10340.0 Madagascar (2005–2009).

Produits et dépenses

Tableau 20: Objectif stratégique 4: Indicateurs de résultat (produits)					
4.1 Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux enfants, adolescentes et adultes ciblés pour améliorer l'accès à l'éducation dans les écoles et les établissements d'enseignement informels.					
Nombre estimatif de bénéficiaires (en millions) ²⁹					
Filles	Garçons	Total partiel	Adultes	Total	
10,1	10,4	20,5	2,7	23,2	
Bénéficiaires, quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par catégorie d'activités					
Catégorie d'activités	Bénéficiaires (en millions)	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses
Développement	10,0	183	34,9	175	38,0
Opération d'urgence	4,5	82	15,6	61	13,4
IPSR	8,7	260	49,5	223	48,6
TOTAL	23,2	525	100,0	460	100,0
Quantités de produits alimentaires distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activités	Produits alimentaires distribués (en milliers de tonnes)	% des produits alimentaires distribués	Estimation des dépenses directes (en millions de dollars)	% des dépenses	
VCA/VCT	2	0,4	2	0,4	
VPF/alphabétisation et initiation au calcul	29	5,5	24	5,2	
Programmes VIH/sida, orphelins et autres enfants vulnérables	6	1,1	5	1,1	
Alimentation scolaire ³⁰ : écoles primaires et secondaires	486	92,6	425	92,4	
Autres	2	0,4	4	0,9	
TOTAL	525	100,0	460	100,0	

²⁹ Y compris les activités VPF, les rations à emporter et les repas servis en milieu scolaire.

³⁰ À l'exclusion de l'alimentation fournie dans l'enseignement préscolaire, dont le total partiel est entièrement attribué à l'Objectif stratégique 3.

Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays et des régions d'élaborer et de gérer les programmes d'assistance alimentaire et de lutte contre la faim

Tableau 21: Objectif stratégique 5: Effet direct

5.1 Capacité accrue d'identifier les besoins en produits alimentaires, d'élaborer des stratégies et d'exécuter des programmes reposant sur l'aide alimentaire dans les pays ciblés.

95. L'Objectif stratégique 5 vise à renforcer les capacités et à favoriser la prise en charge des programmes de réduction de la faim par les gouvernements dans le but d'assurer la bonne conduite du transfert de responsabilités et la durabilité de l'impact sur la réduction de la faim globale. L'accent porte sur le développement des capacités des gouvernements à améliorer les programmes de réduction de la faim. Au nombre des activités courantes au titre de cet objectif figurent la formation, le soutien technique, le partage d'information et les campagnes de sensibilisation.
96. L'Objectif stratégique 5 était mentionné dans 47 rapports normalisés sur les projets dans le contexte de leurs objectifs opérationnels pour 2008, ce qui marque un recul par rapport aux 55 rapports de ce type en 2007. Seulement quelques uns de ces rapports faisaient état d'un renforcement de l'aptitude des gouvernements à poursuivre l'exécution des activités. En **Azerbaïdjan** et au **Pérou**, le PAM a supprimé progressivement ses programmes d'alimentation scolaire en 2008.
97. Les capacités ont été développées en Amérique centrale par des actions de formation visant à améliorer la formulation, la gestion et le suivi d'interventions destinées à remédier aux carences en vitamines et minéraux par la production d'aliments de complément enrichis peu coûteux; la conduite des actions a été prise en main par les ministères de la santé et les commissions en charge des micronutriments dans les pays suivants: **Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua** et **Panama**.

Renforcer les capacités du Gouvernement³¹

98. Renforcer les capacités du Gouvernement est la clé de voûte du programme de pays du PAM en **Égypte**. Le programme privilégie l'amélioration des dispositifs de protection sociale à l'intention des personnes pauvres et vulnérables pour lutter contre les carences en micronutriments. En 2008, le PAM a travaillé avec le Gouvernement à la réforme des programmes de subventions alimentaires et établi une unité d'information géographique au sein du Ministère de la solidarité sociale, qui est chargée de fournir des données primaires sur la situation sociale en vue d'aider à la prise de décisions. Le PAM a contribué à renforcer la préparation du Gouvernement à répondre aux événements imprévus et aux situations d'urgence.

³¹ Programme de pays Égypte 10450.0 (2007–2011).

99. L'assistance du PAM destinée à développer au **Lesotho**³² les capacités à gérer l'alimentation scolaire pour que le pays puisse progresser sur la voie de l'éducation primaire universelle (OMD 2), en particulier pour les filles (OMD 3), a permis au Gouvernement de conduire 70 pour cent des programmes. La responsabilité des 30 pour cent restants lui sera transférée d'ici 2010.

Inde – De l'aide alimentaire à l'assistance technique³³

100. Le programme de pays Inde (2008–2012) pour l'Inde marque le passage de l'aide alimentaire à l'assistance technique et au développement des capacités locales.
101. **Résultats.** Plusieurs projets pilotes ont été lancés en 2008 dans le but de renforcer la qualité et l'efficacité des programmes publics, notamment par la mise au point des suppléments nutritionnels prêts à consommer, l'intégration de la nutrition dans les programmes visant le VIH et le sida, et l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
102. Les suppléments nutritionnels prêts à consommer sont conçus pour répondre aux besoins des jeunes enfants sous-alimentés âgés de 6 à 24 mois. Il s'agit de formules plus adaptées au plan nutritionnel que les aliments composés classiques et moins sujets à la contamination. On a veillé à ce que le coût reste bas pour qu'il puisse être intégré au budget alimentaire des centres de SMI. Ces aliments ont été distribués aux victimes des inondations du Bihar en décembre.
103. En collaboration avec l'AIDS Control Organization de l'État du Tamil Nadu, le PAM a fourni des conseils techniques et un composé de céréales enrichi spécial appelé NutriPLUS destiné aux patients sous traitement antirétroviral; les résultats préliminaires font apparaître des améliorations de l'IMC après consommation régulière de ce composé. Le PAM étendra son soutien technique à d'autres États, en commençant par l'Orissa; des aliments complémentaires seront fournis par le Gouvernement.
104. Pour réduire les pertes et les détournements dans les programmes de distribution alimentaire du Gouvernement, le PAM a testé des outils améliorés applicables à la chaîne d'approvisionnement tels que cartes de ration biométriques, cartes à puce et coupons avec code à barres; ces essais ont été conduits en conjonction avec le Boston Consulting Group et les services gouvernementaux chargés de l'approvisionnement alimentaire et des questions concernant les consommateurs. Ces outils ont contribué à prévenir les distributions frauduleuses d'aliments et à protéger les droits des bénéficiaires.

³² Projet de développement Lesotho 10582.0 "Faciliter l'accès à l'éducation primaire".

³³ Programme de pays Inde 10107.0 (2003–2007); Programme de pays Inde 10573.0 (2008–2012).



Stratégie de transfert des responsabilités pour la région Amérique latine et Caraïbes

105. Les projets régionaux 10411.0³⁴ et 10421.0³⁵ visent à renforcer l'engagement et les capacités des gouvernements de la région Amérique latine et Caraïbes à gérer des programmes de protection sociale fondés sur l'aide alimentaire et à mettre au point des approches intégrées de lutte contre les carences en micronutriments. Le but est de créer un environnement favorable, de développer les capacités institutionnelles et de renforcer les capacités individuelles.
106. Une conférence ministérielle organisée en mai par le PAM, le Gouvernement du Chili et l'équipe de pays des Nations Unies au Chili a réuni les ministres et hauts responsables de 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour échanger des idées sur les meilleures pratiques applicables aux programmes de nutrition et de protection sociale. Nutrinet.org, un système régional de gestion des savoirs en ligne, a été lancé pendant la conférence dans le but de promouvoir la collaboration.
107. Le Fonds national brésilien pour le développement de l'éducation a alloué 1 million de dollars à travers un fonds d'affectation spéciale géré par le PAM pour intensifier la coopération entre le Brésil, le PAM et les gouvernements destinataires d'initiatives de développement des capacités locales à la conception et à l'exécution de programmes d'alimentation scolaire. Neuf projets de pays ont été préparés en 2008 pour la **Bolivie**, la **Colombie**, **El Salvador**, le **Guatemala**, la **Guinée-Bissau**, **Haïti**, le **Nicaragua**, **Sao Tomé-et-Principe** et **Timor-Leste**.
108. Au **Pérou**, l'étude intitulée "le coût de la faim", financée par le PAM, a été lancée à l'occasion d'un événement de haut niveau inauguré par le Président de la République, qui a réitéré la volonté politique de son pays d'éradiquer la dénutrition infantile.
109. En **Bolivie**, le soutien technique a contribué à améliorer la conception, l'exécution et l'évaluation du programme national "Dénutrition zéro". Un manuel sur le VIH et la nutrition a été élaboré sur forme de modèle régional qui peut être adapté au contexte des différents pays.
110. Le PAM a facilité l'inclusion du **Panama** à l'initiative régionale d'enrichissement biologique agro-sanitaire (Agro-Health Bio-Fortification Initiative) et a encouragé la coordination entre ministres de la santé et ministres de l'agriculture. Afin d'améliorer le programme d'aliments de complément enrichis, le PAM a aidé à réviser la formule nutritionnelle et proposé la mise au point d'un nouveau produit pour les femmes enceintes et les mères allaitantes.

³⁴ Projet de développement 10411.0 "Renforcement des capacités d'appui aux programmes de protection sociale fondés sur l'apport d'une aide alimentaire".

³⁵ Projet de développement 10421.0 "Renforcement des capacités des programmes intégrés d'apports en micronutriments en Amérique centrale et au Belize".

111. Dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAAs)³⁶, les activités de développement des capacités visaient la mise au point d'outils d'ACV.
112. Dans le cadre d'un cours en ligne organisé par l'université du Chili et le PAM intitulé "Programmes pour la prévention et le traitement de la dénutrition maternelle et infantile en Amérique latine et dans les Caraïbes", 127 directeurs de programmes ont été formés aux plus récentes méthodes de soutien nutritionnel aux enfants. Le séminaire technique national sur les micronutriments organisé par le PAM, le Gouvernement équatorien et d'autres acteurs régionaux à l'intention de 100 professionnels issus de 14 institutions en **Équateur** a permis de débattre des meilleures pratiques de planification, d'exécution, de suivi et d'évaluation des interventions centrées sur les micronutriments.

Fonds publics d'affectation spéciale à l'appui de l'alimentation scolaire

113. À **El Salvador** et au **Honduras**, le PAM a apporté un appui technique à la conception de programmes en matière de gestion des achats de produits alimentaires, de logistique et de distribution par l'intermédiaire des mécanismes de fonds publics d'affectation spéciale. En 2008, 2 millions d'écoliers ont reçu un soutien par le biais des fonds publics d'affectation spéciale.
114. À **El Salvador**, 17,7 millions de dollars en fonds publics d'affectation spéciale ont été alloués aux programmes d'alimentation scolaire. Le fonds public d'affectation spéciale établi en 2005 a financé 10,6 millions de dollars provenant du produit de la privatisation de la société nationale de télécommunications *Fantel*, le solde de 7,1 millions de dollars émanait du fonds d'affectation spéciale de cinq ans établi à hauteur de 5,5 millions de dollars par le Ministère de l'éducation en février 2008 et géré par le PAM. Un repas quotidien a été fourni à 880 000 élèves fréquentant 4 100 écoles publiques.
115. Au **Honduras**, l'assistance du PAM dans le cadre de son programme de pays a atteint 104 000 écoliers; en outre, 1,1 million d'enfants supplémentaires ont reçu un appui en 2008 par le fonds d'affectation spéciale géré par le Gouvernement du Honduras. Un fonds d'affectation spéciale pluriannuel de 78 millions de dollars géré par le PAM a été établi par le Gouvernement en 2005, dont 19 millions de dollars ont été dépensés en 2008.

³⁶ Afrique du Sud, Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, RDC, Swaziland, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.



PARTIE III: RENFORCER LES CAPACITÉS DU PAM

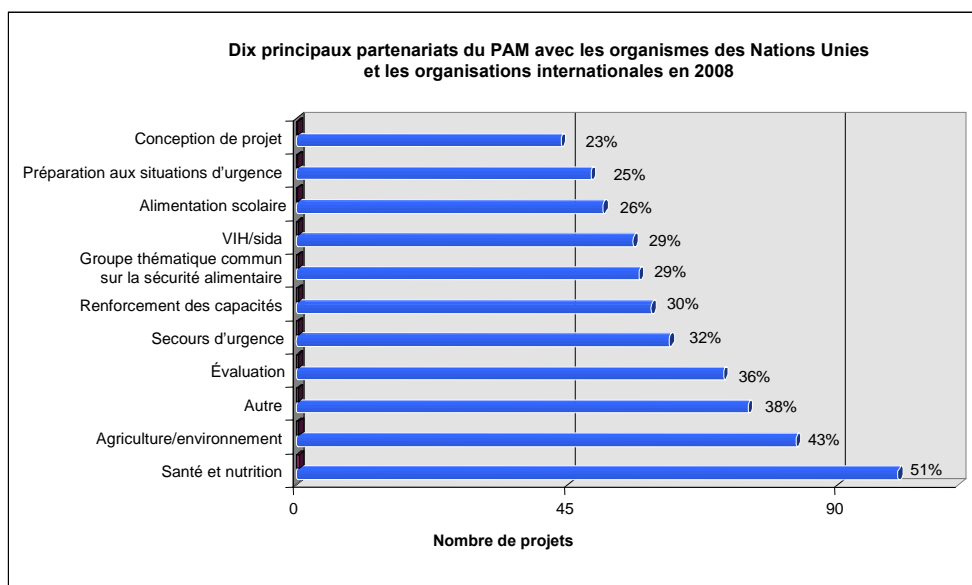
Promouvoir les partenariats

Nations Unies et organisations internationales

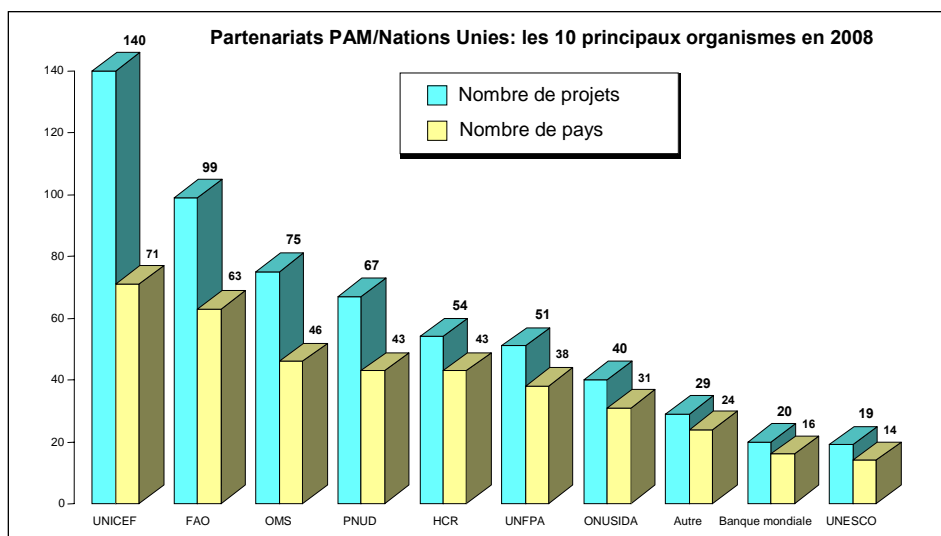
116. En 2008 le PAM a continué de soutenir la réforme des Nations Unies et la coopération interorganisations visant à renforcer la cohérence et l'efficacité des programmes de développement et des opérations humanitaires, conformément à la Déclaration de Paris sur l'harmonisation de l'aide (mars 2005) et aux priorités des Nations Unies à cet égard.
117. En tant que président en 2008 du groupe de gestion du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM), le PAM s'est attaché à réaliser des gains d'efficacité en renforçant la cohérence des opérations au niveau des pays. Le groupe de gestion s'est penché sur les technologies de l'information et des communications (TIC), les locaux communs, les politiques relatives aux ressources humaines, l'administration de programmes conjoints et de fonds d'affectation spéciale, les politiques financières, l'harmonisation de l'approche concernant les transferts monétaires et l'appui aux pays participant à l'initiative pilote "Unis dans l'action".
118. Un tiers des programmes conjoints ont concerné des pays pilotes dans lesquels le PAM était présent: **Mozambique, Pakistan, Rwanda et République-Unie de Tanzanie**. Au **Cap-Vert**, le 1^{er} juillet 2008 le Gouvernement a signé avec les Nations Unies un document de programme unique visant à aider le pays à faire face aux implications qu'entraîne sa sortie du groupe des pays les moins avancés et à atteindre les OMD à l'horizon 2015.
119. L'examen de l'Initiative "Unis dans l'action" mené en 2008 par le Groupe des Nations Unies sur l'évaluation (GNUE) a relevé: i) le manque de prédictibilité et de ponctualité du financement; ii) le manque d'harmonisation et de simplification; et iii) les coûts élevés de transaction pour les agences, en particulier pour ce qui est des rapports. Compte tenu de son expérience dans les pays pilotes participant à l'initiative, le PAM a présidé l'Équipe unique chargée des TIC, qui apporte un soutien dans le domaine des politiques et des opérations.
120. Le PAM a présidé le Groupe de travail du GNUM sur les questions de programmation qui s'est attaché à améliorer les directives relatives aux bilans communs de pays et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) en prenant mieux en compte les priorités nationales de programmation et en veillant à ce que les programmes tirent parti des corrélations entre activités, notamment celles portant sur la réduction des risques liés aux catastrophes, le développement des capacités et les interventions au sortir d'un conflit.
121. Le PAM a travaillé au sein des équipes de pays des Nations Unies dans le cadre de 87 programmes menés conjointement dans 62 pays dans l'objectif d'améliorer les

analyses de pays, d'infléchir les priorités nationales et d'y répondre d'une même voix.

122. En 2008, le PAM a participé à 197 partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations internationales dans 78 pays, chiffre en recul par rapport aux 208 partenariats en 2007 (voir l'annexe VI.A). La plupart concernaient la santé et la nutrition, l'agriculture et l'environnement. La moitié de ces collaborations avec les organisations internationales portaient sur la fourniture de secours d'urgence et/ou la distribution de vivres.



123. Parmi les organismes des Nations Unies, l'UNICEF est resté le plus important partenaire du PAM, collaborant à 140 activités dans 71 pays, principalement dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'éducation, des évaluations conjointes et du développement des capacités.



124. La FAO venait en deuxième place avec 99 collaborations dans 63 pays, principalement dans les domaines de l'agriculture, des groupes thématiques communs sur la sécurité alimentaire et des évaluations conjointes. Des évaluations conjointes des récoltes et des approvisionnements alimentaires ont été conduites au **Bangladesh**, en **Éthiopie**, au **Myanmar**, en **République démocratique populaire de Corée**, au **Sud-Soudan**, au **Swaziland** et au **Zimbabwe**.
- Le nombre de femmes occupant des postes de direction** dans les comités de gestion alimentaire au **Nicaragua** a progressé de 2 pour cent depuis 2007. Le PAM a travaillé en partenariat avec la FAO, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le PNUD et l'UNICEF à la conception d'un projet axé sur l'égalité entre les sexes "De la rhétorique à la réalité" qui se déroulera de 2009 à 2012. Le PAM contribuera au budget de 8 millions de dollars à hauteur de 4,5 pour cent.
125. Le PAM a travaillé aussi avec l'OMS (75 collaborations), le PNUD (67), le HCR (54), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) (51) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) (40). En 2008, le PAM a collaboré avec le FIDA à 18 projets, soit deux de plus qu'en 2007.
126. Les institutions ayant leur siège à Rome ont continué à participer aux groupes thématiques sur la sécurité alimentaire, dont les travaux constituent une partie de la réponse à l'insécurité alimentaire au niveau des pays. En ce qui concerne l'importance donnée à la coordination entre les différents acteurs par l'Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire général sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, les institutions établies à Rome ont travaillé ensemble pour promouvoir l'action sur deux fronts dans le contexte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

REACH: Partenariat visant à éliminer la faim chez les enfants

127. Le PAM a réaffirmé son engagement à mettre un terme à la faim et à la dénutrition chez les enfants, et à accélérer les progrès vers la réalisation de l'OMD 1, en particulier dans les pays ayant des taux de dénutrition élevés. Le PAM a signé une lettre conjointe avec l'UNICEF, la FAO et l'OMS pour officialiser leur rôle moteur dans le partenariat REACH, qui inclut des ONG, le milieu universitaire, le secteur privé et des gouvernements. REACH vise à réduire globalement la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale d'ici [a 2015, conformément à l'OMD 1, Cible 1.C.
128. REACH a pour atouts: i) de miser sur la maîtrise des interventions par les pays; ii) d'appliquer à la prévention et à la réponse une approche globale; et iii) de privilégier le renforcement des capacités nationales à s'attaquer au problème de la faim chez les enfants et à appuyer les actions de sensibilisation. REACH sera intégré aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté et au PNUAD.
129. En s'inspirant de la récente série d'articles sur la dénutrition maternelle et infantile parue dans la publication *The Lancet*, qui indiquait que 90 pour cent des enfants souffrant de malnutrition dans le monde vivaient dans 36 pays et qu'il fallait une action concertée pour remédier à la situation et atteindre les OMD, REACH a élaboré des méthodes destinées à aider les pays à déterminer les interventions

prioritaires et a lancé des activités pilotes en **République démocratique populaire lao** et en **Mauritanie** pour démontrer qu'il est possible d'obtenir des effets immédiats importants sur la dénutrition.

130. REACH a aussi: i) consigné les expériences et enseignements tirés en vue de la mise en œuvre des interventions à plus grande échelle; ii) conçu un modèle qui permet de partager les savoirs sur les méthodes de lutte contre la dénutrition et d'indiquer aux pays comment reproduire les expériences réussies; et iii) réuni les partenaires pour coordonner les interventions internationales et régionales de nutrition. Ces résultats, qui ont contribué à élargir les connaissances à la disposition des spécialistes de la nutrition, ont pour objet de promouvoir le savoir institutionnel parmi les partenaires.

Organisations non gouvernementales

131. Le PAM a collaboré avec 2 838 ONG en 2008, chiffre en progression sur 2007 (2 815 ONG). Cette hausse est principalement imputable à une augmentation du nombre d'ONG locales partenaires. On a dénombré 69 bureaux de pays (88 pour cent) et 174 projets (70 pour cent) ayant fait état de partenariats opérationnels avec des ONG (voir l'annexe VI B).

Partenariat avec les ONG sur les questions de politiques

En 2008, la Directrice exécutive a tenu deux consultations de haut niveau avec des ONG. Huit ONG partenaires, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge se sont réunis en mars. En juin la réunion technique de suivi avec neuf ONG a porté sur la réponse à la crise alimentaire mondiale, l'aide en espèces et en bons d'alimentation, la programmation des interventions en milieu urbain et la protection sociale. Suite à la consultation de novembre 2007, les ONG participantes ont adressé des commentaires tout au long de l'année sur le projet de Plan stratégique (2008–2011) afin que les vues des ONG partenaires soient intégrées.

132. World Vision International (WVI) est restée la principale ONG partenaire du PAM, collaborant à 49 projets dans 28 pays. Les autres principales ONG partenaires étaient: Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE) International – 34 projets dans 25 pays; Catholic Relief Services (CRS) – 18 projets dans 14 pays; Plan International – 16 projets dans 13 pays; et Action contre la faim (ACF) – 14 projets dans 13 pays.

133. Le PAM a fait état de rapports de complémentarité avec des ONG dans le cadre de 88 projets dans 46 pays. Les secteurs qui comptaient le plus grand nombre d'objectifs et de groupes cibles communs étaient l'alimentation scolaire, les activités VPF, les secours alimentaires, la SMI, et le VIH et le sida. Les ONG partenaires opéraient principalement dans le domaine de la distribution de vivres, le suivi et le stockage des produits alimentaires.

134. Malgré l'augmentation des ONG partenaires, dans certains pays le nombre des ONG nationales enregistrées en tant que partenaires du PAM a sensiblement baissé. Au **Sénégal**, par exemple, ce nombre a chuté de 118 en 2007 à 21 en 2008: la raison en était que le bureau de pays a décidé de travailler par l'intermédiaire de partenaires représentant plusieurs ONG de taille plus modeste et que la responsabilité du suivi de l'alimentation scolaire assumée par plusieurs partenaires d'envergure restreinte a été transférée au Ministère de l'éducation.

135. En 2008, 50 pour cent de l'aide alimentaire du PAM, soit 1,9 million de tonnes, ont été distribués par l'intermédiaire d'ONG partenaires, proportion similaire à celle de 2007. Le volume restant a été distribué par les gouvernements, d'autres partenaires et directement par le PAM.

Secteur privé

136. Les partenariats avec le secteur privé ont été particulièrement vigoureux en 2008 et devraient revêtir une importance croissante à mesure que le PAM se repositionne pour passer de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire; cette évolution est inscrite dans la stratégie décennale avalisée par le Conseil qui prévoit d'étendre les partenariats et la mobilisation de fonds auprès du secteur privé. À la fin de l'année les contributions des sociétés et des fondations se montaient à 145,5 millions de dollars en espèces et 48,8 millions de dollars en nature, soit le double de la valeur des dons privés en 2007.

Tableau 22: Dons privés totaux par type d'organisme donateur (en millions de dollars)		
Type d'organisme	2007	2008
Fondations	23	97
Sociétés	61	80
Autres	8	12
Web	1	2
ONG	2	3
TOTAL	95	194
Note: Les contributions de 2008 comprennent les dons bilatéraux privés inscrits à la rubrique "Fondations" (1,67 million de dollars) et "ONG" (100 000 dollars).		

137. Le PAM a utilisé les partenaires du secteur privé comme "multiplicateurs de force" pour accroître l'efficacité de ses opérations d'urgence sans alourdir ses charges administratives. Les principaux partenaires étaient le Boston Consulting Group, TNT, Unilever, DSM, la Fondation du groupe Vodafone, la Fondation des Nations Unies, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation ELMA Relief et la Fondation Howard G. Buffett. Les opérations du module mondial de la logistique ont été appuyées par des équipes d'intervention logistique mises sur pied par TNT, UPS et Agility. En 2008, 11 fonctionnaires internationaux et 200 agents nationaux de ces équipes ont apporté un soutien aux opérations d'urgence, par exemple en **Chine**, en **Haïti**, en **Inde**, au **Mozambique** et au **Myanmar**.
138. TNT a continué d'appuyer l'équipe de la logistique du PAM avec la participation de 130 agents à des opérations d'urgence dans cinq pays. Pour la cinquième année consécutive, TNT a aussi aidé à faire mieux connaître les questions liées à la faim et le travail du PAM au Forum économique mondial de Davos, où la société a aménagé un entrepôt démontable (une tente utilisée sur le terrain) du PAM sous forme d'école africaine.
139. En 2008 la Fondation Vodafone, la Fondation des Nations Unies et le PAM ont lancé le Partenariat mondial pour les communications d'urgence, prévu sur trois ans, dans

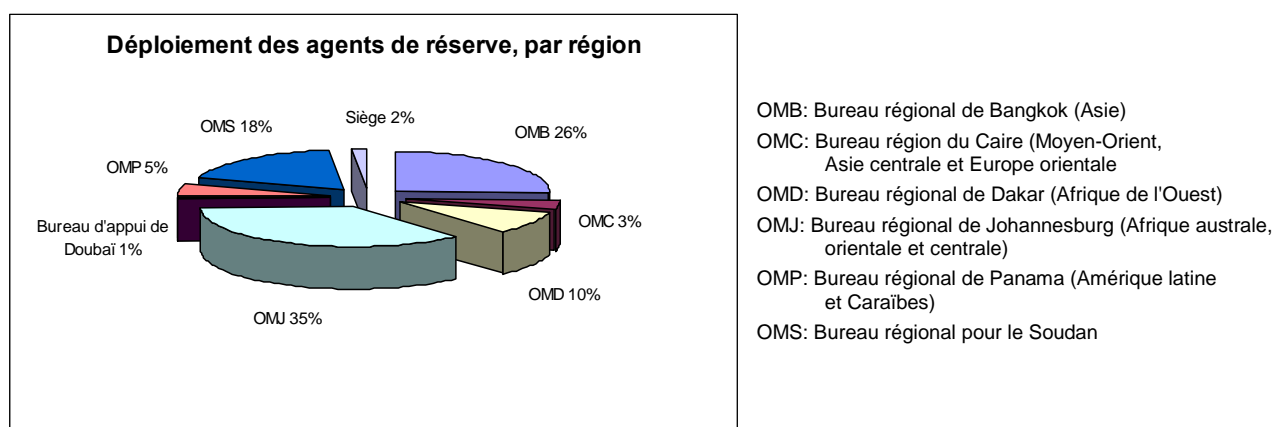
le but de mettre en place une plateforme TIC destinée à appuyer la communauté d'aide humanitaire dans les opérations d'urgence, en standardisant les solutions TIC, en élargissant le groupe d'experts susceptibles d'être rapidement déployés sur les sites de situations d'urgence et en établissant un réseau de partenaires de réserve. Cinq opérations d'urgence ont bénéficié de ces innovations en 2008.

140. Afin d'améliorer la qualité de l'assortiment alimentaire du PAM, un accord avec KEMIN Industries a été amplifié pour inclure la conception et l'exécution d'un programme de contrôle de qualité qui comprenait une formation aux technologies alimentaires à l'intention des bureaux de pays. DSM a appuyé le développement de nouveaux sachets de micronutriments en poudre pour les victimes du cyclone au Bangladesh.
141. Parmi les collaborations avec le secteur privé qui ont aidé le PAM à rehausser son image publique figure la vaste campagne mondiale menée par Yum! Brands, appelée World Hunger Relief, qui a contribué à combler les déficits de 12 programmes d'alimentation scolaire et a permis de doubler les fonds collectés en ligne depuis 2007. Unilever, partenaire de longue date, a engagé huit nouveaux pays à contribuer à faire mieux connaître les questions liées à la faim et à appuyer la mobilisation de fonds pour les activités d'alimentation scolaire du PAM. Le PAM est devenu pour le personnel d'Unilever une filière d'accès à des responsabilités sociales institutionnelles à la faveur de missions temporaires et d'activités de mobilisation de fonds.
142. La Fondation Bill et Melinda Gates a accordé un don important destiné à atténuer les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest. Elle a aussi contribué, en conjonction avec la Fondation Howard G. Buffett à un don de 66 millions de dollars destiné à l'initiative "Achats au service du progrès".
143. Pour la sixième année de suite, la Dutch Postcode Lottery a renouvelé son soutien au **Niger** en faveur de l'alimentation scolaire et du projet du PAM concernant la création de 170 banques céréalières gérées par des femmes en prévision de la saison de soudure 2008.
144. La Stratégie du PAM en matière de partenariat et de mobilisation de fonds auprès du secteur privé³⁷, approuvée par le Conseil à sa première session ordinaire de 2008, a introduit une commission de gestion destinée à assurer l'autofinancement des dons privés; pour accélérer le processus, il a été prévu des avances à concurrence de 19 millions de dollars prélevées sur le Fonds général sur une période de cinq ans. Pour l'exercice biennal 2008–2009, une avance de 9 millions de dollars était planifiée. Bien que le montant total de l'avance projetée pour l'exercice biennal restera de 9,0 millions de dollars, l'avance au titre du Fonds général pour 2008 se chiffrait à 1,74 millions de dollars en raison d'un processus de recrutement plus lent que prévu de personnel additionnel du secteur privé pour la mise en oeuvre de la stratégie. La commission de gestion a dégagé un montant de 3,65 millions de dollars en 2008.

³⁷ WFP/EB.1/2008/5-B/1.

Dispositifs de réserve

145. En 2008, le PAM a plus que jamais compté sur les partenariats de réserve avec les gouvernements donateurs, les organisations internationales et les ONG. La valeur des contributions en nature reçues dans le cadre des accords avec les partenaires de réserve s'est montée à 6,3 millions de dollars, soit 14,5 pour cent de plus qu'en 2007 (5,5 millions de dollars).



146. Il y a eu 125 agents de réserves déployés pour appuyer les divisions du Sièges et 27 bureaux de pays relevant de l'ensemble des bureaux régionaux. Ce dispositif a permis au PAM d'accroître ses effectifs de manière souple et d'augmenter la capacité lors des situations d'urgence.

Responsabilités au titre des modules pour les interventions d'urgence humanitaires

147. Dans le contexte du Comité permanent interorganisations, le PAM a continué d'être le chef de file pour le module de la logistique en **Guinée**, en **République centrafricaine**, en **RDC**, en **Somalie**, au **Soudan**, au **Tchad** et au **Zimbabwe**. Le PAM a assumé la direction des activités du module de la logistique dans de nouvelles interventions d'urgence au **Cameroun**, en **Géorgie**, en **Haïti**, au **Kenya**, au **Mozambique**, au **Myanmar**, au **Sri Lanka**, en **RDC**, au **Tadjikistan** et au **Tchad**. Le PAM a dispensé une formation logistique à son personnel et à celui des partenaires; début 2009, la cellule centrale d'appui logistique avait formé 125 agents de 27 partenaires.

148. En 2008, le PAM a proposé d'intégrer la cellule au Centre logistique commun des Nations Unies (UNJLC), qui assure des services de coordination et d'information depuis 2001. Le Comité permanent interorganisations a approuvé l'application en 2009 de cette proposition. Le PAM a également tenu à jour le site Web du module de la logistique qui a vocation d'appuyer le travail de la communauté d'aide humanitaire.

149. Le PAM gère les UNHRD à Brindisi, Accra, Doubaï et Panama³⁸. Ces entrepôts sont régis par des protocoles communs et sont accessibles à l'ensemble des agences humanitaires. Les services courants sont gratuits, mais d'autres comme l'entreposage d'articles non alimentaires, l'achat de services et les services de transport sont disponibles sur demande et facturés sur la base du recouvrement intégral des coûts. En 2008, les stocks standards emmagasinés dans les UNHRD étaient évalués à 37,5 millions de dollars, dont ceux n'appartenant pas au PAM représentaient 20,5 millions de dollars. Des accords relatifs à l'utilisation des entrepôts ont été passés avec 30 organisations humanitaires.
150. Le PAM a étudié avec les parties concernées la possibilité de placer le module des télécommunications d'urgence sous une direction unique qui remplacerait le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'UNICEF et le PAM. En 2008, le module des télécommunications d'urgence a été activé pour deux nouvelles interventions d'urgence: le PAM a assuré la direction du module au **Myanmar** et a partagé cette responsabilité avec l'UNICEF au **Kenya**. Dans le cadre du projet de déploiement des modules, le PAM a proposé de mettre en place le système d'action groupée pour les télécommunications d'urgence dans 23 des 26 pays ayant un coordonnateur de l'action humanitaire. Le PAM a aussi organisé une formation à la préparation et à la réponse aux urgences à l'intention de 38 agents TIC provenant des organisations suivantes: Agence suédoise des services de secours, Conseil norvégien pour les réfugiés, Islamic Relief Worldwide, Medical Emergency Relief International, World Vision International, Irish Aid et Conseil danois pour les réfugiés.
151. Le PAM a continué d'assurer la codirection avec l'UNICEF du sous-groupe de travail du Comité permanent interorganisations sur la planification et la préparation des interventions en cas d'urgence, qui visait à élaborer un dispositif d'alerte pour les crises sociopolitiques à l'appui du Système d'alerte rapide aux crises humanitaires. Le PAM a collaboré avec le Comité exécutif pour les affaires humanitaires sur des questions intéressant la coordination, les opérations, le financement, les politiques et la sécurité du personnel.
152. En 2008, le PAM a travaillé en partenariat avec des institutions des Nations Unies (HCR, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, UNICEF et OMS) et avec le Centre commun de recherche (JRC) de l'Union européenne, la Harvard Humanitarian Initiative, Humanity United et d'autres partenaires pour renforcer le dispositif interorganisations d'alerte rapide aux crises sociopolitiques. Le PAM a aussi participé à la préparation du projet concernant les services et demandes d'intervention d'urgence (SAFER) financé par la Commission européenne et s'est occupé de l'élaboration de nouveaux outils pour répondre aux crises humanitaires.
153. Les services aériens gérés par le PAM ont sensiblement augmenté en 2008. Les avions des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) ont à leur actif 47 000 heures de vol, ayant assuré le transport de 361 000 passagers, une

³⁸ Le PAM et le Gouvernement de la Malaisie négocient actuellement la signature d'un accord sur l'établissement d'un entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies à Subang; entre-temps, l'Asie du Sud-Est est desservie par l'entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires du PAM pour l'Asie installé au Cambodge.

augmentation de 12 pour cent par rapport à 2007, et de 15 200 tonnes de cargo, 35 pour cent de plus qu'en 2007. Le personnel des Nations Unies représentait 60 pour cent des passagers, celui des ONG 30 pour cent, et celui des donateurs et des media 10 pour cent. UNHAS a affrété 58 aéronefs pour des interventions de longue durée dans 16 pays et assuré 73 opérations stratégiques d'aéroportage.

154. En 2008, les dépenses de l'UNHAS se montaient à 166 millions de dollars. Certaines opérations ont été bien appuyées: par exemple au **Myanmar** le PAM a été en mesure de fournir un soutien aérien aux organismes des Nations Unies et aux ONG dans le sillage du cyclone Nargis; un soutien aérien a aussi été assuré en **Afghanistan**, en **Somalie**, au **Soudan** et au **Tchad**. Mais d'autres opérations ont connu de graves déficits de financement, particulièrement au **Niger** et en **République centrafricaine** où le transport aérien était d'importance cruciale. Les opérations au Niger ont dû être suspendues au cours de l'année, privant la communauté d'aide humanitaire des moyens de se rendre sur les zones où l'assistance était nécessaire. En Afrique de l'Ouest, les services ont dû être réduits à un seul aéronef partagé entre l'UNHAS et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Gestion des compétences et responsabilités envers le personnel

Services et soutien au personnel

155. La politique du PAM sur le harcèlement sexuel et l'abus d'autorité a été de nouveau publiée en conjonction avec le lancement en juillet 2008 d'un programme didactique obligatoire destiné à faire mieux connaître ce qui constitue un comportement approprié sur les lieux de travail du PAM.
156. En 2008, le Bureau du Médiateur a ouvert 265 dossiers (5 pour cent du personnel du PAM) dont 60 pour cent émanaient du personnel de terrain. Les principales questions soulevées concernaient les relations d'évaluation (35 pour cent), telles celles entre superviseurs et supervisés, dont 25 pour cent avaient trait au harcèlement, au développement des carrières (33 pour cent) y compris les aspects relatifs aux promotions, au renouvellement des contrats, à la formation et au classement des emplois.
157. Les plans d'assurance médicale pour les titulaires de contrats de service (SC) et d'accords de services spéciaux (SSA) ainsi que pour les autres employés temporaires ont été améliorés afin d'élargir la couverture. Le plan d'assurance médicale pour les employés au titre de SC et de SSA ne comporte plus de plafond sur les demandes de remboursement relatives au VIH et au sida, et il est considéré comme étant exemplaire au sein du système des Nations Unies.

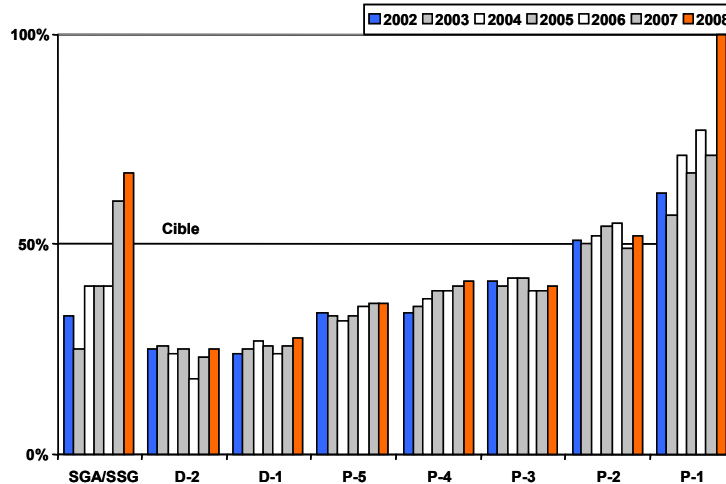
Composition du personnel

158. Le nombre total du personnel du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus étaient de 10 197, dont 90 pour cent étaient sur le terrain (voir annexe VII). Au 31 décembre 2008, le pourcentage de femmes au PAM sous tous les types de contrats était de 30 pour cent. Elles représentaient 40 pour cent de la catégorie des administrateurs recrutés au plan international. À la classe P5 et au-dessus, leur

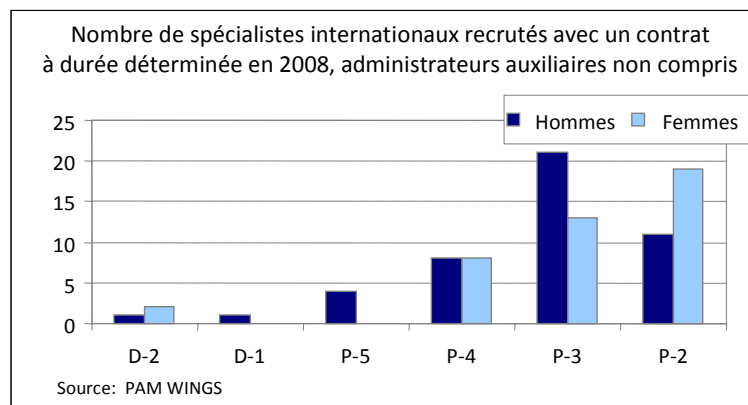


proportion est restée inchangée par rapport à 2007 (33 pour cent). Aux classes P1 à P5, 45 pour cent des promotions ont été attribuées aux femmes, chiffre en baisse par rapport aux 52 pour cent en 2007.

Représentation des femmes dans les spécialistes internationaux



159. La proportion de femmes directrices adjointes de bureaux de pays est passée de 13 pour cent en 2002 à 48 pour cent en 2008. Cette évolution a influé sur la propension des femmes à assumer des postes de directrices de bureaux de pays, postes qu'elles étaient 25 pour cent à occuper en 2008. S'agissant du recrutement au plan international des administrateurs relevant de contrats à durée déterminée, il s'est avéré encore difficile de parvenir à la parité pour les grades plus élevés.



160. Les ressortissants de pays en développement représentaient 41 pour cent des administrateurs internationaux, dépassant la valeur cible de 40 pour cent. À l'échelon des cadres supérieurs, la proportion était 28 pour cent, soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

161. Les femmes représentaient 36 pour cent des cadres internationaux qui ont quitté l'institution en 2008. Le taux de rotation des ressortissants des pays en développement était de 29 pour cent, pourcentage très inférieur à celui des ressortissants de pays développés.

Les compétences pour répondre aux besoins en constante évolution

162. En 2008, le renforcement des capacités du personnel a occupé une place de premier plan. Le repositionnement du PAM aura une incidence sur les capacités et l'adaptabilité du personnel, du fait de l'évolution des besoins de l'institution. Dans ce contexte, le Conseil a adopté le document de politique générale intitulé "Préparer l'avenir dès aujourd'hui: Stratégie du PAM en matière de gestion et de mise en valeur des ressources humaines (2008–2011)" (WFP/EB.2/2008/4-C). Le perfectionnement des compétences de gestion et de l'expertise technique figurait parmi les domaines visés par le renforcement des capacités. Un cadre de perfectionnement des compétences d'encadrement pour les directeurs de pays et les hauts responsables a été établi et plusieurs modules du programme d'enseignement ont été conçus à l'intention des cadres de niveau intermédiaire pour les préparer à l'exercice de plus hautes responsabilités.
163. Dans la région Afrique de l'Ouest, le PAM a mis en route des ateliers de formation à l'analyse des marchés en collaboration avec des homologues nationaux et des partenaires internationaux. Les directives relatives aux évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, aux missions d'évaluation conjointe et aux évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ont été révisées. Des fiches d'orientation technique ont été préparées pour permettre au PAM de répondre à la crise de la hausse des prix alimentaires, et contenaient des conseils sur la manière de mesurer la capacité des gouvernements à y faire face.
164. Le PAM est en faveur de fusionner les deux fonctions de Coordonnateur résident et de Coordonnateur de l'action humanitaire chaque fois que possible et de n'établir des fonctions distinctes que lorsque les circonstances l'exigent. En 2008, des fonctionnaires du PAM ont été nommés aux fonctions de Coordonnateur résident en **Algérie**, au **Cambodge** et au **Tadjikistan**. Le PAM a continué d'envoyer des candidats aux centres d'évaluation des coordonnateurs résidents.

Mécanismes de gouvernance et de contrôle

165. En 2008, le PAM a continué d'adopter les meilleures pratiques en matière de gouvernance et de contrôle. Le Comité d'audit, composé exclusivement de membres extérieurs au PAM, a renforcé la transparence et l'indépendance à l'égard de la gestion des affaires courantes. La recommandation du Corps commun d'inspection préconisant de limiter le mandat de l'Inspecteur général et Directeur de la Division des services de contrôle a été appliquée pour accroître l'indépendance de la fonction de contrôle.

166. La stratégie de contrôle mise en oeuvre en 2008 a consisté à poursuivre le renforcement de la gestion des risques et de la gouvernance du PAM: i) en contribuant à l'élaboration de politiques; ii) en donnant une assurance indépendante au moyen d'audits internes; et iii) en conduisant des inspections et des enquêtes indépendantes. La stratégie d'audit interne visait à donner une assurance annuelle au moyen d'audits fonctionnels fondés sur les risques. Des enquêtes ont aussi été menées à la suite d'un processus de tri basé sur les risques encourus par le PAM pour tout événement notifié.
167. Au cours de l'année, la fonction d'audit a relevé les bonnes pratiques et les carences. Dans de nombreux cas, l'exécution et le suivi des projets restaient faibles. La fonction d'inspection et d'enquête s'est penchée sur des cas et a formulé des recommandations à l'intention de la direction préconisant des mesures correctives et disciplinaires.
168. Le Bureau de la déontologie du PAM a été créé le 1^{er} janvier 2008 pour aider le Directeur exécutif à veiller à ce que tous les fonctionnaires s'acquittent de leurs fonctions en satisfaisant aux plus hautes qualités d'intégrité prescrites par la Charte des Nations Unies et conformément aux Normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux. Les principales fonctions du Bureau de la déontologie sont les suivantes:
- administrer la politique du PAM sur la protection des fonctionnaires contre les représailles que pourrait entraîner la dénonciation de manquements, dite la politique sur la dénonciation d'abus;
 - élaborer et administrer le Programme relatif à la communication d'informations; et
 - donner confidentiellement des avis au personnel et à la direction sur des questions de déontologie ou de potentiels conflits d'intérêts.
169. En 2008, le Bureau de la déontologie a reçu 30 demandes d'avis sur des conflits d'intérêts avérés ou potentiels: elles portaient notamment sur la question de savoir si les activités externes étaient compatibles avec le statut de fonctionnaire international, sur les préparatifs pour l'inauguration en 2009 du programme relatif à la communication d'informations, sur l'équité sur le lieu de travail et sur l'accès aux mesures et aux plaintes relatives aux représailles pour dénonciation d'abus.
170. En sa qualité de membre du Comité de déontologie des Nations Unies, le chef du Bureau de la déontologie a aidé à parachever un code de déontologie des Nations Unies.

Innovation et apprentissage

Achats au service du progrès

171. Une nouvelle initiative pilote d'achats au service du progrès a été lancée en septembre en vue de créer les conditions permettant au PAM et à ses bénéficiaires d'être tous gagnants dans la lutte contre la faim et la mise en place de solutions durables. Un atelier mondial sur la formule des achats au service du progrès s'est tenu en avril pour les directeurs régionaux, les directeurs de pays et les directeurs de division. Le premier atelier d'orientation à l'intention du personnel s'occupant de ce

type d'achat a eu lieu en décembre pour le Bureau régional pour l'Afrique australe, orientale et centrale de Johannesburg. Suite à des consultations avec les bureaux de pays, des unités du Siège et un groupe d'experts extérieurs, un cadre logique global pour les achats au service du progrès a été adopté. Il a été effectué 18 évaluations de pays, 14 projets de plans d'exécution au niveau des pays ont été soumis pour approbation et un plan d'exécution a été approuvé pour le **Mozambique**; 15 pays pilotes sur 21 ont été examinés.

172. Les premiers achats au service du progrès ont été effectués au **Mozambique** en 2008; d'autres ont eu lieu à titre de test de référence au **Nicaragua**, en **Ouganda** et en **Zambie**.
173. En matière d'achats au service du progrès, les bureaux de pays ont été guidés par de nouvelles procédures et politiques visant à satisfaire aux prescriptions d'audit. Le processus d'établissement d'un système de suivi et évaluation crédible s'est avéré difficile du fait que les impacts au niveau des agriculteurs et des marchés locaux n'avaient pas été déterminés auparavant.

En 2008, le bureau du PAM en Ouganda a procédé à son premier achat, de 48 tonnes de maïs, par l'intermédiaire du **Warehouse Receipt System (WRS)**, système selon lequel les produits agricoles entreposés servent de caution pour permettre aux agriculteurs d'obtenir des fonds. L'achat a été conclu par l'entremise d'un fournisseur agréé par le PAM, Agroway, agissant au nom de 21 agriculteurs déposants.

Transferts en espèces et bons d'alimentation

174. Les transferts en espèces et les bons d'alimentation complètent les transferts alimentaires classiques en vue de renforcer la protection sociale. Leur utilisation réduit les coûts de transport et d'entreposage des vivres du PAM et injecte de l'argent dans les économies locales. À la fin de 2008, le PAM menait des programmes de transfert en espèces ou de bons d'alimentation dans 24 pays; on s'attend à ce que ces nouveaux instruments suscitent un vif intérêt.
175. Les enseignements tirés des projets pilotes comprennent les considérations suivantes:
- La pertinence des bons d'alimentation et des transferts en espèces est spécifique au contexte: elle dépend des objectifs du programme, des conditions du marché, des capacités d'exécution, du coût des opérations et des préférences des bénéficiaires.
 - Les bons d'alimentation et les transferts en espèces sont des instruments différents: ils reposent sur une approche commune fondée sur le marché, mais leurs objectifs et les modalités de leur mise œuvre peuvent sensiblement différer.
 - Les bons d'alimentation et les transferts en espèces ne sont pas nécessairement des solutions de remplacement aux transferts alimentaires: ils devraient être des instruments complémentaires se renforçant mutuellement.

176. Il reste encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités du PAM à concevoir, mettre en œuvre et documenter des interventions efficaces et efficientes fondées sur les bons d'alimentation et les transferts en espèces, à produire des directives et à créer des partenariats.

Approches et produits novateurs dans le secteur de la nutrition

177. Le PAM fournit de longue date des aliments enrichis en micronutriments. Les principaux produits sont le sel enrichi en iode, l'huile végétale enrichie en vitamines A et D, la farine de blé et la farine de maïs enrichies en complexe de vitamines B et de minéraux, et les aliments composés enrichis avec un large spectre de vitamines et de minéraux, qui répondent principalement aux besoins des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes.

178. En 2008, l'OMS a formulé de nouvelles recommandations concernant les besoins en micronutriments des jeunes enfants. Le PAM s'est attaché avec plusieurs partenaires à traduire ces recommandations en nouvelles formules de prémélanges de micronutriments à intégrer dans les aliments composés enrichis destinés aux nouveaux groupes cibles constitués par les enfants âgés de 6 à 24 mois, les enfants plus âgés et les adultes. Pour les nourrissons et les jeunes enfants, le prémélange fera partie d'un aliment composé spécial comprenant du lait en poudre, de l'huile et du sucre; il sera conforme aux spécifications révisées concernant les micronutriments et sera moins sujet aux contaminations. Le PAM travaillera avec DSM pour surveiller les changements intervenus dans les micronutriments réactifs (glucides, protéines et matières grasses) pendant le stockage aux conditions extrêmes qui règnent dans de nombreux entrepôts du PAM.

179. Ces améliorations nutritionnelles visent à accroître l'impact des interventions d'aide alimentaire du PAM en prenant en compte le Nouveau visage de la faim. Des programmes intéressants 17 pays ont été conçus de manière à intégrer

Enrichissement du sel

Le PAM a continué d'élargir son travail aux côtés des petits producteurs en **Inde**, au **Ghana**, au **Pakistan**, au **Sénégal** et au **Soudan** visant à promouvoir la production de sel iodé à des prix compétitifs et à en augmenter les disponibilités et l'utilisation. L'iode est essentiel à la croissance physique et mentale normale du fœtus et des jeunes enfants. En Inde, 25 pour cent des ménages consomment du sel non iodé.

Dans l'État du Rajasthan, le PAM appuie un projet destiné à aider 450 petites entreprises à produire 250 000 tonnes par an de sel iodé de bonne qualité. Cette initiative aura un impact positif sur la santé de 50 millions de personnes appartenant aux groupes socio-économiques de la tranche inférieure au Rajasthan et dans les États voisins. Les producteurs de sel ont constitué des groupes d'entraide qui disposent de machines de broyage et d'iodisation du sel ainsi que d'iodate de potassium (KIO₃) subventionné; ils reçoivent un appui technique et gestionnaire pour les aider à mener leur entreprise selon un modèle commercial efficace. Une coopérative a été créée afin d'améliorer les liens avec les marchés et les programmes publics fondés sur les produits alimentaires.

Ce projet est le premier de ce type en Inde. Sa particularité tient à ce qu'il vise à valoriser le capital humain sur les plans économique et sanitaire en intégrant les petits producteurs de sel qui sont restés en marge du développement.

ICIS, le plus grand fournisseur au monde d'informations à l'intention des industries chimiques et des entreprises du secteur de l'énergie, a décerné le prix de la meilleure innovation à DSM pour la mise au point de sachets de micronutriments en poudre dans le cadre des travaux menés en collaboration pour s'attaquer à la "faim cachée". Le produit d'enrichissement MixMe™ a été utilisé au **Bangladesh** et au **Népal** pour atténuer les carences en micronutriments chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Les micronutriments en poudre seront de plus en plus employés dans les opérations du PAM en 2009 en Afghanistan, au Burkina Faso, en Éthiopie, en Somalie, au Soudan, en Ouganda et au Yémen.

des aliments nouveaux ou améliorés, y compris ceux préparés à base d'ingrédients locaux.

180. En collaboration avec DSM, le PAM a mis au point la stratégie destinée à renforcer l'impact nutritionnel de son assortiment alimentaire, qui prévoyait notamment de tester des produits comme les micronutriments en poudre. D'autres collaborateurs du secteur privé, comme Unilever, ont appuyé le développement de produits destinés à l'alimentation scolaire; KEMIN a amélioré la stabilité et la durée de conservation des produits, et a renforcé les capacités des fournisseurs en matière d'assurance et de contrôle de la qualité.
181. On a noté que les micronutriments en poudre avaient peu d'impact sur la réduction des niveaux d'anémie chez les réfugiés au Népal provenant du **Bhoutan**. Une explication plausible avançait qu'une substance contenue dans le thé interférait avec l'absorption de fer parmi la population étudiée, qui est une grande consommatrice de cette boisson. Une enquête de suivi est en cours pour examiner les moyens d'optimiser les micronutriments en poudre.
182. Le PAM a participé aux travaux d'un groupe consultatif technique de partenaires des Nations Unies, du secteur privé et des milieux scientifiques constitué en 2008 dont le but est d'améliorer la qualité des formules de micronutriments en poudre. Les bases d'une étude en **Éthiopie** sur l'efficacité des nouveaux aliments prêts à l'emploi ont été établies en collaboration avec l'Université de Toronto, au Canada.
183. Six notes d'information ("Ten-Minutes-to-Learn") sur l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'assortiment alimentaire de PAM ont été préparées en octobre pour les bureaux de pays et les bureaux régionaux. Ces notes donnaient un aperçu des questions de nutrition, des options en matière d'aliments et de la programmation des choix pour répondre aux besoins des populations cibles et elles visaient à sensibiliser les partenaires du PAM à ces aspects.
184. Quatre spécialistes ont été recrutés en 2008 dans le cadre de l'initiative pour l'engagement d'employés financée par DSM. L'un d'entre eux a examiné le mode opératoire du PAM pour le programme pilote d'enrichissement des aliments au **Bangladesh**; des projets similaires sont prévus au Guatemala et en Zambie.

Élargir l'accès des travailleurs des transports aux services de santé

185. La Fédération internationale des ouvriers du transport s'est officiellement associée au PAM, à TNT et ONUSIDA dans le cadre d'un plan de création de points d'accueil sanitaire le long des principaux itinéraires empruntés par les transporteurs et dans divers ports africains. Ce qui avait commencé la création d'un point d'accueil sanitaire pour les transporteurs au poste de frontière de Mwanza au **Malawi** s'est transformé en alliance multipartite. Avec le soutien de partenaires tels que les Gouvernements britannique et néerlandais, Chevron et le Walvis Bay Corridor

Group, la North Star Foundation³⁹ a ouvert en 2008 deux points d'accueil sanitaire en **Afrique du Sud**, un en **Namibie** et un autre en **Zambie**, ce qui porte le total à sept. Chaque point d'accueil reçoit en moyenne 35 visiteurs par jour venus pour des informations sur la prévention du VIH, la distribution de préservatifs, des conseils et un dépistage, et des traitements pour les maladies sexuellement transmissibles.

186. Tous les points d'accueil sanitaire étaient reliés fin 2008 par un système informatique de pointe permettant d'accéder en temps réel aux données et facilitant le suivi. À l'avenir, il sera remis aux visiteurs un "passport sanitaire" électronique contenant des informations personnelles leur permettant d'accéder aux traitements n'importe où dans le réseau d'accueil sanitaire.

Tableau 23: Moyenne annuelle des services dispensés par chaque centre de bien-être

Communication visant la modification des comportements	6 000 à 8 000 sessions
Maladies sexuellement transmissibles	2 500 à 3 500 traitements
Dépistage volontaire VIH et accompagnement psychologique	1 500 à 2 000 prises en charge
Préservatifs distribués	150 000 (90% hommes, 10% femmes)

187. Les enseignements tirés de cette initiative soulignent la nécessité de prévoir l'installation de ces points dans des endroits faciles d'accès, avec des horaires d'ouverture appropriés et des aires de parking sûres pour les camions. La hiérarchisation des besoins des camionneurs leur permet de prendre leur santé en main. Les centres attirent davantage d'hommes et de femmes s'ils ne sont pas exclusivement axés sur le VIH, ce qui augmente les chances d'interaction de cette catégorie de travailleurs avec le personnel de santé.
188. North Star propose un modèle souple, axé sur la demande et reposant sur les meilleures pratiques; son point fort est de s'adapter en permanence pour assurer la meilleure qualité de soins à ses groupes cibles. Le PAM et North Star examineront les enseignements dégagés, évalueront les risques et solliciteront les opinions des clients en vue d'élargir la gamme de services offerts dans les points d'accueil sanitaire.
189. Sur la base des avis exprimés par les clients, les partenaires, les systèmes nationaux de santé et les donateurs, North Star a ajouté à ses services le traitement de pathologies liées à la vie professionnelle, comme l'hypertension, le mal de dos, les affections des voies respiratoires, la diarrhée et la fatigue oculaire. North Star envisage d'étendre encore ses services pour inclure le dépistage et le traitement de la tuberculose et du paludisme ainsi qu'un système transfrontière pour la livraison des traitements antirétroviraux.
190. L'engagement du PAM envers North Star a aidé à protéger la santé et le bien-être des travailleurs du transport, qui jouent un rôle essentiel dans la livraison de l'aide alimentaire. C'est aussi un moyen d'assurer que les opérations humanitaires ne contribuent pas à la propagation du VIH.

³⁹ La North Star Foundation rassemble des organisations de transport afin de lutter contre la transmission du VIH.

Gestion des risques météorologiques en milieu rural

191. Dans le contexte du visage changeant de la faim, la gestion des risques météorologiques s'est diversifiée et a enrichi la gamme des assurances offertes aux agriculteurs dans la province d'Anhui en **Chine**.

Dans le cadre de l'initiative "Unis dans l'action" relative à l'adaptation au changement climatique, le PAM, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la FAO, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont lancé un programme conjoint en octobre sur l'intégration des questions environnementales et l'adaptation au changement climatique, "Environmental Mainstreaming and Adaptation to Climate Change (2008-2010)", qui comptait un millier de bénéficiaires en mars 2009. Le programme est centré sur les lieux menacés par les changements climatiques, comme les zones arides et semi-arides, les bassins fluviaux et les zones côtières. Le PAM a conduit une enquête de référence, examiné les données secondaires, défini les indicateurs du changement climatique, déterminé les outils de collecte des données, formé les enquêteurs et conduit le travail sur le terrain à Chicualacuala au **Mozambique**. Ce programme conjoint de 7,6 millions de dollars couvre la gestion de l'eau, l'agriculture de conservation, l'agroforesterie, les établissements humains et l'aménagement du territoire, et le développement d'énergies alternatives.

192. À Anhui, le PAM et le FIDA ont lancé un projet de réduction de la vulnérabilité pour 660 ménages. Un memorandum d'accord avec la compagnie d'assurance agricole Guoyuan, basée à Anhui, a permis de proposer à titre expérimental une police d'assurance indexée sur la saturation en eau dans un district et une assurance sécheresse visant spécifiquement le riz dans un autre. L'accès à des produits d'assurance fondés sur des paramètres météorologiques et à d'autres services financiers protégera les petits agriculteurs des aléas météorologiques et les mettra mieux à même de préserver leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire.

Protection dans les opérations PAM

193. En 2008, le PAM a amplifié son intégration de la problématique hommes-femmes et de la protection dans les opérations de terrain et la programmation. Les activités dans ce domaine ont commencé par une formation pour faire mieux comprendre au personnel du PAM et des partenaires coopérants l'importance de la protection et les doter des compétences leur permettant de formuler des réponses aux problèmes de protection dans les opérations du PAM. Quelque 500 agents du PAM et de ses partenaires ont bénéficié de cette formation qui a eu pour effet immédiat d'améliorer leur aptitude à analyser les contextes opérationnels de l'assistance alimentaire du PAM et les impacts de cette aide sur la protection des bénéficiaires, et spécialement sur la sécurité des femmes. En matière de protection des droits des bénéficiaires et des communautés, le recours au droit international, aux principes humanitaires et aux négociations, ainsi que les conséquences qui en découlent ont été abordés.

194. Le PAM a continué d'intégrer la protection dans la programmation sur le terrain par la recherche et l'analyse qui servent d'intrants à la formulation et à la conception de projets, en élaborant des directives, des listes de contrôle, des outils et des plans de travail. Le PAM a continué de prendre part à des initiatives interinstitutions, principalement dans le cadre du module de la protection. Avec le HCR et la Women's Refugee Commission, le PAM a co-présidé l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur l'accès sans risque au bois de feu et aux autres

sources d'énergie en période de crise humanitaire en vue d'élaborer des directives sur le rendement des combustibles et une matrice des rôles des institutions dans le contexte des combustibles dans des situations de crise humanitaire.

Intensifier la sensibilisation au fléau de la faim

195. Le PAM a intensifié ses activités médiatiques et de sensibilisation en 2008 dans le contexte de la crise de la flambée des prix des produits alimentaires et de la crise financière ainsi que dans celui de certaines opérations d'urgence hautement visibles. Le PAM est devenu une voix qui alerte avec force le monde des effets de la hausse des prix des aliments sur les populations les plus pauvres du monde, action qui a joué un rôle important dans la mobilisation d'un niveau record de contributions et dans la sensibilisation du grand public à la question.
196. Bien que le PAM consacre à la communication publique un budget nettement plus réduit que d'autres organisations humanitaires, il a été l'objet en 2008 d'une couverture médiatique qui valait des dizaines de millions de dollars: 11 000 nouveaux spots présentant les activités du PAM ont été diffusés en Allemagne, en Australie, au Canada, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en France, en Irlande, en Italie, au Japon, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède, et le PAM a été mentionné 120 000 fois dans les médias, contre 45 000 en 2007.
197. Dix-neuf annonces destinées aux télévisions du service public ont été produites en interne à peu de frais et diffusées gratuitement sur 82 chaînes. Un reportage sur les opérations du PAM a été envoyé aux chaînes d'information internationales; des messages vidéo ont été projetés sur les écrans d'aéroports, de gares, de métros, de stades et de cinémas ainsi que sur l'écran de l'agence Reuters à Times Square à New York. Des célébrités du monde du sport, du cinéma, de la télévision et de la musique ont fait don de leur temps et de leur image pour le tournage de ces annonces. La valeur de la publicité gratuite faite au PAM représentait 56 millions de dollars, mais on n'a pu chiffrer la valeur effective que du tiers seulement des messages publicitaires affichés par le PAM.
198. Les résultats de l'enquête menée en 2008 par Intomart GfK (Pays-bas) et Ciao Surveys GmbH (Roumanie) sur la connaissance que le public avait du PAM, de l'aide alimentaire et des problèmes liés à la faim montraient une progression de la notoriété du PAM en Allemagne, au Canada, en France, au Japon, en Espagne, aux États-Unis, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni par rapport à une enquête similaire effectuée en 2007. C'est au Japon que le PAM était le mieux connu, suivi des Pays-Bas. Au Japon, la forte augmentation de la notoriété du PAM est en grande partie imputable au partenariat noué de longue date avec le Conseil japonais de la publicité, qui a lancé gratuitement des campagnes de publicité couvrant l'ensemble du pays.

Utiliser les nouveaux moyens médiatiques offerts par le Web

199. Le PAM a fait plus largement usage de l'Internet, lançant des initiatives sur des sites de réseaux sociaux pour faire connaître le problème de la faim et mobiliser un soutien. Les sites Web, qui sont le moyen d'information préféré des jeunes, servent avec efficacité à promouvoir le PAM et son action de lutte contre la faim et à mobiliser des fonds.
200. Les visites du site Web du PAM ont augmenté avec le lancement de Freerice.com, un jeu de mots qui a capté l'imagination de millions de personnes. Son créateur, John Breen, a fait don du site au PAM et l'a enrichi au cours de l'année avec des jeux centrés sur l'art, les mathématiques, les langues et la chimie. Le site, qui a été primé, a généré suffisamment de riz pour nourrir 2 millions des personnes pendant une journée, au profit de projets au **Bangladesh**, au **Cambodge**, en **Ouganda**, au **Myanmar** et au **Népal**. Les promoteurs, qui avaient leurs enseignes sur le site, ont apporté 1 million de dollars en 2008 pour financer l'initiative. Le PAM a utilisé ses ressources en ligne, comme Food Force, le premier jeu informatique humanitaire (maintenant en 13 langues) pour atteindre des centaines de milliers de personnes.
201. Le PAM a aussi travaillé avec le site de partage de vidéos YouTube pour lancer "HungerBytes", le premier concours de vidéos sur la faim, qui a attiré 500 000 visites. "HungerBytes" a suscité l'intérêt d'importants médias comme *The Wall Street Journal*, le Cable News Network et *The Washington Post* et a été commenté sur des blogs et des réseaux sociaux comme Myspace et Facebook. Il y a eu 70 vidéos produites par des professionnels et des amateurs pour le concours "HungerBytes", qui ont été jugées par un groupe d'experts du cinéma, de l'Internet et de l'aide humanitaire.

Une tasse remplie = Un enfant nourri

202. Au début de 2008, le PAM a lancé "Fill the Cup" ("Une tasse remplie = Un enfant nourri"), une vaste campagne internationale de mobilisation de fonds et de sensibilisation au profit de millions d'écoliers qui ont faim. Elle a été lancée en partenariat avec Kaka, ambassadeur du PAM contre la faim et détenteur du titre de Joueur de l'Année 2007 décerné par la Fédération internationale de football association (FIFA), ainsi que par d'autres personnalités du Ghana et de l'Italie.
203. La campagne a été diffusée aux États-Unis dans des émissions de télévision telles que *The Oprah Winfrey Show* et *The Late Show* animée par David Letterman. Pendant le programme d'Oprah Winfrey, l'ambassadrice du PAM contre la faim, l'actrice Drew Barrymore a offert un don personnel de 1 million de dollars à la Directrice exécutive. L'émission a généré des dons supplémentaires en ligne se montant à 600 000 dollars au total.



PARTIE IV: ANALYSE FINANCIÈRE

Contributions⁴⁰

204. Les contributions au PAM pour 2008 (voir l'annexe VIII) ont atteint le niveau record de 5 milliards de dollars. Sur ce montant, 1 milliard de dollars étaient imputables à l'appel extraordinaire lancé en mars pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants auquel ont répondu 28 donateurs. La contribution individuelle la plus élevée en faveur des Nations Unies a été celle du **Royaume d'Arabie saoudite**, qui atteignait 500 millions de dollars.

205. Les opérations d'urgence ont reçu un solide appui des donateurs : 85 pour cent des besoins de financement ont été satisfaits. Les projets de développement ont aussi été fermement soutenus, avec un taux de couverture de 84 pour cent. Toutefois, seulement 70 pour cent des besoins des IPSR et 60 pour cent de ceux des opérations spéciales ont été couverts; pour les opérations spéciales, une partie des coûts afférents aux services humanitaires locaux ont été recouverts, ce qui a réduit l'impact du déficit.

Tableau 24: Ressources nécessaires et contributions confirmées en 2008 (en millions de dollars)

	Besoins nets	Contributions reçues	Besoins couverts nets (%)
Développement	483,8	406,2	84
Opérations d'urgence*	1 651,1	1 405,8	85
IPSR	3 297,0	2 312,6	70
Opérations spéciales (en espèces/en nature)	288,7	172,0	60
Fonds général (sans emploi spécifique)	-	613,4	N.D.
Total partiel	5 720,6	4 910,0	86
Autres**	-	131,8	N.D.
Total	5 720,6	5 042,0	-

* Les contributions destinées à la catégorie des opérations d'urgence comprennent un montant de 60 millions de dollars représentant les contributions de 21 donateurs au CII.

** Y compris les contributions de contrepartie en espèces des gouvernements (CCEG), le Fonds général, les comptes spéciaux, les fonds d'affectation spéciale et les contributions non attribuées. Ces contributions ne relèvent pas du Programme de travail et ne sont donc pas prises en compte dans le calcul du taux de couverture des besoins bruts.

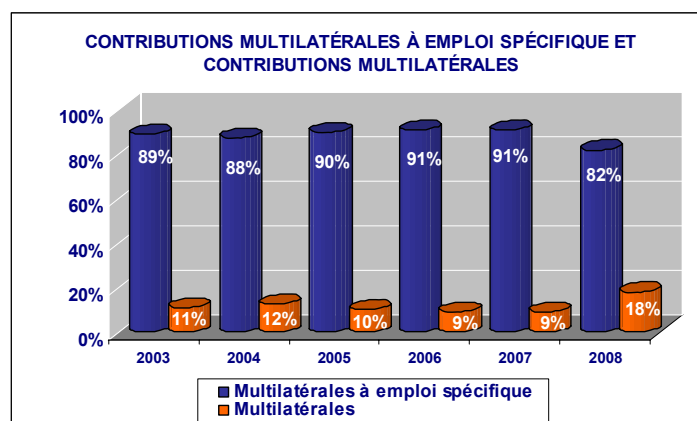
⁴⁰ Les chiffres se fondent sur les données du Système de mobilisation des ressources et les contributions des donateurs en 2008, ce qui explique qu'ils ne correspondent pas pleinement aux recettes figurant dans les états financiers.

206. Les activités de développement ont reçu 406,2 millions de dollars en 2008, montant le plus élevé depuis 2000, qui représente une hausse de 45 pour cent par rapport à 2007. Le nombre de donateurs a aussi augmenté: 41 donateurs ont appuyé ces activités en 2008, y compris plusieurs gouvernements bénéficiaires. Toutefois, en pourcentage des contributions totales, les activités de développement ont enregistré leur plus bas niveau.

Tableau 25: Contributions en faveur des activités de développement (2001–2008)

Année	Millions de dollars	Activités de développement en pourcentage des contributions totales
2001	266,0	14
2002	213,3	12
2003	245,0	10
2004	276,1	12
2005	269,3	10
2006	250,2	9
2007	277,5	10
2008	406,2	8

207. En 2008, 82 pour cent des contributions étaient réservées à un emploi spécifique et 18 pour cent étaient multilatérales. Les contributions multilatérales ont doublé en pourcentage et triplé en valeur monétaire par rapport à 2007, ce qui marque une inversion de la baisse tendancielle de la part multilatérale depuis 2003 – où seulement 11 pour cent des contributions étaient multilatérales⁴¹. Les quatre cinquièmes des contributions multilatérales, soit 526 millions de dollars, ont servi à appuyer des opérations de secours. Les fonds multilatéraux ont été utilisés dans 78 pays.



208. Les opérations menées en Afrique ont reçu 67 pour cent des contributions à emploi spécifique, soit la plus grosse part; les opérations menées en Asie en ont reçu 22 pour cent. Les pays du Moyen-Orient ont reçu 7 pour cent de ce type de ressources et ceux d'Amérique latine et des Caraïbes 4 pour cent.

Tableau 26: Contributions multilatérales allouées aux catégories d'activités (en millions de dollars)

Catégorie d'activités	Contributions multilatérales	%
Développement	136	20
Opérations d'urgence	130	20
IPSR	395	59
Opérations spéciales	5	1
Total	667	100

209. En 2008, une plus forte proportion des contributions a été reçue plus tôt dans l'année: ainsi les contributions confirmées à la fin de mars 2008 dépassaient de 19 pour cent celles enregistrées à la même date en 2007 et étaient deux fois plus élevées fin juin.

⁴¹ Les contributions au PAM sont classées comme multilatérales, multilatérales ou bilatérales à emploi spécifique en fonction du degré de spécificité de l'emploi et des conditions imposées par le donateur.

210. En 2008, les partenariats dans le cadre de jumelages ont permis à six gouvernements d'apporter des contributions en nature au PAM totalisant 75 800 tonnes de vivres, qui ont été assorties d'un apport en espèces de 12 millions de dollars provenant d'autres donateurs pour couvrir intégralement les coûts associés. Le PAM a ainsi pu recevoir davantage de vivres et nourrir plus rapidement un plus grand nombre de personnes. Si au lieu d'avoir été utilisées au jumelage, ces contributions monétaires avaient servi aux achats internationaux ou locaux, elles n'auraient permis d'acquérir l'équivalent de seulement 16 000 à 33 000 tonnes de vivres sur la base du recouvrement intégral des coûts.
211. En 2008, le PAM a reçu des donateurs 137 millions de dollars en contributions bilatérales pour des activités n'entrant pas dans le Programme de travail ordinaire.
212. Le nombre de donateurs contribuant aux activités du PAM a continué d'augmenter: on dénombrait 98 donateurs en 2008, dont 66 ne faisant pas partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Neuf gouvernements des pays suivants ont appuyé le PAM pour la première fois en 2008⁴²: **Argentine, Burkina Faso, Burundi, Iraq, Mali, Mexique, République de Guinée, Timor-Leste et République-Unie de Tanzanie.**
213. Une évolution accueillie avec satisfaction a été la hausse des contributions émanant de pays bénéficiaires. En 2008, 38 gouvernements donateurs qui bénéficiaient aussi de l'aide du PAM ont fourni 140 millions de dollars, soit 2,8 pour cent du total des contributions. À titre de comparaison, 20 pays bénéficiaires avaient versé 56 millions de dollars en 2003.
214. Bien que la base de donateurs soit élargie, la majeure partie du financement provient d'un petit nombre d'entre eux. En 2008, les dix plus gros donateurs du PAM ont apporté 82 pour cent des ressources reçues, conformément à la tendance observée les années précédentes. Les montants de leurs contributions ont sensiblement augmenté en 2008; ainsi, pour figurer au palmarès des dix premiers contributeurs, il fallait verser au moins 115 millions de dollars. Les 20 premiers donateurs ont apporté 96 pour cent des contributions.
215. La liste des principaux donateurs du PAM a également changé en 2008. Le **Royaume d'Arabie Saoudite** et l'**Espagne** y sont maintenant inscrits et le PAM a reçu des décaissements de fonds des Nations Unies, ce qui témoigne de l'évolution du contexte du financement.
216. La plupart des donateurs ont fait des efforts extraordinaires pour fournir au PAM des ressources additionnelles pendant une année de forte hausse des besoins de financement. Le don moyen est passé de 31 millions de dollars en 2007 à 51 millions de dollars en 2008.

⁴² Les donateurs qui ont versé des contributions au PAM avant 2002 et à nouveau en 2008 sont comptabilisés comme nouveaux donateurs.

217. À mesure que les gouvernements prennent davantage en main les programmes d'aide alimentaire, le PAM devient un partenaire majeur, soutenant leurs efforts pour améliorer l'efficacité et l'efficacité de leur action. Il a apporté son appui et une aide au renforcement des capacités à la **Bolivie**, à la **Colombie**, à l'**Équateur**, à **El Salvador**, au **Honduras** et au **Pérou**. En **Inde**, il a soutenu l'exécution d'activités comme l'alimentation scolaire, la SNMI, l'alphabétisation des femmes, la surveillance nutritionnelle, l'ACV et la réduction des carences en micronutriments.

Tableau 27: Montant total des contributions versées au PAM en 2008 par guichet de financement (en millions de dollars)

	Contributions multilatérales	Contributions multilatérales à emploi spécifique	Total	% du total
Contributions au titre des produits alimentaires et coûts associés:			4 734	94
En nature*	-	1 980	1 980	39
En espèces*	870	1 883	2 753	55
Autres contributions:			308	6
Opérations spéciales (contributions en espèces)	5	165	170	3
Dispositifs de réserve et autres contributions en nature	0,7	8	9	0,2
Fonds d'affectation spéciale et comptes spéciaux (contributions en espèces)	-	111	111	2
Administrateurs auxiliaires (contributions en espèces)	-	6	6	0,1
Contributions de contrepartie en espèces des gouvernements (contributions en espèces)	13	-	13	0,3
Total	888	4 153	5 042	100,0

* Y compris les coûts associés

218. Les contributions destinées aux produits alimentaires et aux coûts associés de transport, de manutention et d'entreposage et à l'appui indirect se montaient à 4,7 milliards de dollars, soit 94 pour cent des contributions reçues. Les contributions en nature représentaient 1,98 milliard de dollars, ce qui représente une hausse de 74 pour cent en valeur monétaire et de 35 pour cent en volume par rapport à 2007.
219. Parmi les autres contributions – 308 millions de dollars, soit 6 pour cent du total – figuraient: i) les contributions aux opérations spéciales pour les éléments suivants: services aériens humanitaires, renforcement de la logistique, UNHRD et appui aux responsabilités du PAM concernant les modules de la logistique et des télécommunications d'urgence; ii) le personnel de réserve et les administrateurs auxiliaires; iii) l'appui à l'initiative "Achats au service du progrès"; et iv) les contributions de contrepartie en espèces pour les bureaux de pays.

Tableau 28: Évolution des contributions – Comparaison entre niveaux cibles et montants effectifs	Niveau cible 2008	Montants effectifs			
		2008	2007	2006	2005
7.2.1 Contributions des donateurs au PAM					
Valeur totale des contributions	3 milliards de dollars	5 milliards de dollars	2,7 milliards de dollars	2,7 milliards de dollars	2,8 milliards de dollars
Contributions multilatérales (%)	10,1	18,0	9,5	9,0	10,1
Contributions en espèces (%)	54,0	60,5	57,6	58,5	56,8
Contributions non assorties de restrictions (%) ⁴³	3,3	16,3	7,3	3,7	3,3
Nombre de donateurs	80,0	98,0	88,0	97,0	80,0
Ressources du PAM provenant des dix principaux donateurs (%)	84,0	82,2	80,7	78,6	84,0
7.2.2 Besoins prévus couverts (%) ⁴⁴	100,0	85,8	77,0	67,5	N/D
7.2.3 Différence entre les recettes prévues et les contributions effectives ⁴⁵	+/-5	83,0	-9	-1	-14

Mécanismes de financement commun

220. Les contributions reçues par le PAM par l'intermédiaire de mécanismes de financement commun ont totalisé 217 millions de dollars, ce qui place ce type de financement en cinquième position parmi les sources de revenu en 2008; sur ce montant, 75 pour cent – 164 millions de dollars – provenaient du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF). Les contributions du CERF au PAM ont augmenté au fil du temps, du fait principalement de la hausse globale des contributions versées au Fonds. Ces trois dernières années, la part revenant au PAM a représenté le tiers des financements décaissés par le CERF. Sur les contributions du CERF au PAM, 84 pour cent, soit 137 millions de dollars, ont été utilisés à l'appui des opérations de secours.

⁴³ Les contributions non assorties de restrictions se définissent comme des contributions multilatérales en espèces destinées à des opérations fondées sur une aide alimentaire sans restrictions en matière d'achats. Cette forte augmentation peut être principalement attribuée au fait que des donateurs ont supprimé ou assoupli les restrictions applicables aux achats.

⁴⁴ Les contributions comprennent les contributions à emploi spécifique et les contributions multilatérales à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) et au CII, aux IPSR, aux catégories des opérations spéciales et des projets de développement, et au Fonds général (sans emploi spécifique) confirmées au regard des annonces de contributions pour l'année 2008.

⁴⁵ Les prévisions de janvier 2008 n'anticipaient pas la crise des prix des denrées alimentaires ni la réaction généreuse qu'a suscitée l'appel.

Tableau 29: Contributions provenant de mécanismes de financement commun (en millions de dollars)						
	2006	%	2007	%	2008	%
CERF	96,6	61	120,2	84	163,6	75
Fonds destinés aux interventions humanitaires	47,7	30	17,7	12	34,7	16
Initiative "Unis dans l'action" (pays pilotes)		0		0	3,5	2
Autres*	14,7	9	5,8	4	15,7	7
Total	159,0	100	143,6	100	217,4	100
* Programmation conjointe avec d'autres organismes des Nations Unies.						

221. Des études récentes ont montré que les contributions provenant de mécanismes de financement commun semblaient moins prévisibles que les contributions directes des donateurs et qu'elles entraînaient des coûts de transaction plus élevés pour les organismes, dus notamment à la longueur des procédures de demande et d'attribution ainsi qu'à l'établissement de rapports hors normes. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure le financement conjoint a constitué une source de recettes additionnelles ou bien est simplement venu se substituer aux contributions directes des donateurs.
222. Les fonds communs sont des mécanismes relativement nouveaux conçus pour améliorer l'efficacité de l'assistance. Le PAM et l'UNICEF, le HCR, l'OMS et la FAO, qui sont tous d'importants bénéficiaires de ces fonds, financent actuellement une étude indépendante destinée à éclairer les incidences de ces nouveaux mécanismes de financement eu égard aux coûts de transaction, et à préconiser des modalités susceptibles de les améliorer au profit des activités du PAM.

Le PAM et la procédure d'appel global⁴⁶

223. Le PAM a participé aux activités du Groupe de travail sur la procédure d'appel global du Comité permanent interorganisations qui visent à renforcer l'analyse des besoins, la hiérarchisation des projets dans les documents d'appel, la formation et les ateliers sur le terrain et la mobilisation des ressources.
224. En 2008, le PAM a pris part à 11 appels globaux, 10 appels éclair et 13 appels classés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans la catégorie des "autres appels". Les besoins du PAM représentaient 38 pour cent des appels globaux/éclair de 2008, qui se sont montés à 7 milliards de dollars. Le PAM a reçu 94 pour cent des montants qu'il avait demandés en 2008 dans le cadre de ces appels, ce qui représente la moitié des contributions totales.

⁴⁶ Les chiffres proviennent du Service de suivi financier et du système de projets en ligne du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 20 mars 2009.

225. Le secteur "Aide alimentaire et sécurité alimentaire" a été relativement bien financé dans le cadre des appels globaux: 87 pour cent des besoins ont été couverts en 2008. Le PAM a été le principal bénéficiaire des contributions destinées aux besoins de nature alimentaire. Mais les secteurs comme la santé – où seulement 46 pour cent des besoins ont été satisfaits – et l’approvisionnement en eau et l’assainissement – seulement 51 pour cent – n’ont pas reçu un appui aussi généreux. Le manque d’eau salubre et de services de santé de base pour les bénéficiaires de l’aide alimentaire du PAM a réduit l’impact des interventions nutritionnelles.

Mécanismes de financement interne plus souples

226. Le Mécanisme d’avances au titre des contributions annoncées et le CII ont avancé le montant record de 500 millions de dollars pour les activités du PAM en 2008. Ces mécanismes ont permis de débloquent rapidement des ressources pour venir en aide aux bénéficiaires. En 2008, 29 donateurs ont approuvé le recours aux mécanismes d’avances sur la base des contributions prévues; huit d’entre eux ont donné au PAM des autorisations générales. Certains donateurs ont autorisé le PAM à transférer des soldes non dépensés sur le CII sans consultation préalable, réduisant ainsi les coûts de transaction liés à la gestion des ressources.
227. L’assouplissement des arrangements de financement avec les donateurs a fait de grands progrès: i) le **Canada**, le **Danemark** et la **Finlande** ont entièrement délié leur aide alimentaire en 2008 et ont contribué uniquement en espèces, permettant ainsi au PAM d’allouer les ressources plus rapidement; et ii) 26 donateurs ont confirmé qu’ils étaient disposés, dans le cadre du jumelage, à verser les montants en espèces nécessaires pour compléter les donations en nature d’autres donateurs sur la base du recouvrement intégral des coûts.

Aperçu financier

228. En 2008, les états financiers du PAM ont été établis pour la première fois conformément aux normes IPSAS. En application de ces normes, les recettes et les dépenses sont présentées selon la méthode de la comptabilité d’exercice⁴⁷. En conséquence, les chiffres relatifs aux recettes et aux dépenses pour 2008 figurant dans le présent rapport ne peuvent pas être comparés avec ceux de 2007 et des années précédentes, qui avaient été établis selon les normes UNSAS, alors en vigueur au PAM.

⁴⁷ Le principe de la comptabilité d’exercice mesure les résultats et la situation de l’organisation quelle que soit la date à laquelle s’opère l’opération au comptant. Selon ce principe, les effets des transactions et autres actes sont reconnus lorsqu’ils se produisent (et non pas lorsque le montant en espèces ou son équivalent est encaissé ou payé), sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers (État I à IV) des exercices auxquels ils correspondent. Selon ce principe comptable, les recettes et les dépenses associées à une transaction ou un acte sont corrélées. Voir: *WFP Policy Guidance Manual for International Public Sector Accounting Standards*, édition de 2008. Disponible à l’adresse suivante: <http://docustore.wfp.org/IPSAS/ResourcesandTools/IPSASPolicyGuidanceManual/index.htm>

Aperçu général des recettes et dépenses⁴⁸

229. Le montant total des recettes générées en 2008 s'est établi à 5,1 milliards de dollars, dont 81 pour cent en espèces, 17 pour cent sous forme de contributions en nature et 2 pour cent provenant des comptes spéciaux. L'excédent enregistré pour l'année se montait à 1,4 milliard de dollars.

Tableau 30: Récapitulatif des recettes et dépenses totales du PAM (en millions de dollars)

	2008*	2007
Total recettes	5 115	3 029
Total dépenses	3 725	2 966
Excédent pour l'année	1 390	63

* Les chiffres relatifs aux recettes et dépenses en 2008 établis selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparés à ceux de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

230. Les dépenses totales pour 2008 se sont élevées à 3,7 milliards de dollars, dont 74 pour cent au titre des produits alimentaires et de la distribution. Le restant est imputable à d'autres coûts de fonctionnement.

Tableau 31: Dépenses totales en 2008 (en millions de dollars)

	2008*	%	2007
Catégorie d'activités			
Projets de développement	292	8	309
Opérations d'urgence	945	25	716
IPSR	1 789	48	1 289
Opérations spéciales	200	5	166
Total partiel	3 226	87	2 481
Autres fonds			
Fonds général et comptes spéciaux	271	7	331
Opérations bilatérales et fonds d'affectation spéciale	228	6	154
DÉPENSES TOTALES	3 725	100	2 966

* Les chiffres relatifs aux recettes et dépenses en 2008 établis selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparés à ceux de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

⁴⁸ Conformément aux normes IPSAS, les "produits" sont les rentrées brutes d'avantages économiques ou de potentiel de services pendant la période couverte par les états financiers quand ces entrées entraînent une augmentation des actifs nets. Les "dépenses" sont les diminutions des avantages économiques ou du potentiel de services pendant la période couverte par les états financiers, sous la forme de cession ou de consommation d'actifs, ou de dettes contractées, qui se traduisent par des diminutions des actifs nets.

231. En 2008, les dépenses afférentes aux opérations spéciales ont augmenté pour atteindre 200 millions de dollars. Sur les 53 opérations spéciales, 34 étaient axées sur les services communs et comptabilisaient 75 pour cent du total des dépenses, reflétant l'appui apporté par le PAM à ses partenaires. Les opérations spéciales les plus importantes en terme de dépenses concernaient les UNHAS assurés en **Afghanistan**, au **Myanmar**, au **Soudan** et au **Tchad**, qui ont représenté 50 pour cent des dépenses totales encourues à ce titre en 2008.

Tableau 32: Dépenses afférentes aux opérations spéciales (en millions de dollars)			
Type d'opérations spéciales	2008*	2007	2006
Infrastructure logistique du PAM	48	86	111
Services communs	152	80	125
Total	200	166	236

* Les chiffres relatifs aux recettes et dépenses en 2008 établis selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparés à ceux de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Principaux aspects de l'exécution du budget

232. Les fortes hausses des prix des denrées alimentaires et l'apparition de nouveaux besoins imprévus en 2008 se sont traduits par une augmentation de 2,5 milliards de dollars, soit 87 pour cent, du budget des opérations; le budget AAP a augmenté de 18 millions de dollars, soit 9 pour cent. Le budget initial pour 2008, tel que détaillé dans le Plan de gestion (2008–2009), est passé de 3,1 milliards de dollars au chiffre record de 5,6 milliards de dollars. La flambée sans précédent des prix des denrées alimentaires et des carburants conjuguée à l'affaiblissement du dollar par rapport à la plupart des monnaies ont entraîné un accroissement de 755 millions de dollars des besoins opérationnels projetés initialement pour 2008. De nouvelles opérations imprévues et la prolongation des programmes existants ont majoré le Programme de travail pour 2008 de 1,8 milliard de dollars.
233. Au 31 décembre 2008, les dépenses budgétaires au titre des projets se montaient au total à 4,2 milliards de dollars pour l'année, soit 77 pour cent du budget de fin d'année. Pour le PAM, les dépenses budgétaires se limitent au montant total des contributions confirmées des donateurs. Les budgets initiaux et définitifs des projets se fondent sur les besoins estimatifs des bénéficiaires. La mise en œuvre effective dépend du montant des contributions confirmées pour les projets.
234. Le budget des CAI est passé de 199 millions de dollars en début d'année à 218 millions de dollars au 31 décembre 2008. Sur le montant final du budget AAP approuvé pour 2008, 93 pour cent avaient été utilisés au 31 décembre 2008; 14 millions de dollars avaient été reportés à 2009. Le budget final avait été approuvé en octobre 2008 et alloué aux divisions par la suite: de ce fait, les divisions n'ont pas disposé de suffisamment de temps pour engager tous les fonds d'ici la fin de l'année et certaines activités ont dû être reportées à 2009.

Tableau 33: État V⁴⁹ – État comparatif des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 (en millions de dollars)

	Montants budgétisés		Montants effectifs sur une base comparable*	Différence: budget final et budget effectif
	Budget initial	Budget final		
Composantes de coûts				
Produits alimentaires	1 285	2 815	2 333	483
Transport extérieur	317	587	383	203
Transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)	800	1 089	811	277
Autres coûts opérationnels directs (Autres COD)	164	406	296	110
Coûts d'appui directs (CAD)	338	529	373	155
Total partiel: coûts directs	2 903	5 425	4 197	1 228
AAP	175	189	175	14
Fonds d'équipement et Fonds pour le renforcement des capacités	24	29	15	14
Total partiel: coûts indirects	199	218	190	28
TOTAL	3 102	5 643	4 387	1 256
* Les montants effectifs aux fins budgétaires sont présentés comme élément du tableau comparatif et servent à l'établissement d'un état de rapprochement résultant de l'exécution du budget. Conformément aux normes IPSAS, ils comprennent les dépenses et obligations effectives en données comparables avec le budget final présenté.				

Analyse par catégorie de coûts

235. Les dépenses figurant dans la présente section correspondent aux montants budgétisés effectifs présentés dans l'État V, qui sont établis sur la base de la comptabilisation des engagements; les dépenses indiquées dans la section précédente sont établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

⁴⁹ L'État V: Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs présente une comparaison du budget du PAM et des montants effectifs en 2008. Les montants effectifs figurant dans l'État V représentent les "dépenses budgétaires" établies sur la base de la comptabilisation des engagements, alors que les "dépenses" figurant dans les autres parties du présent rapport sont conformes à l'État des résultats financiers, qui est établi selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Tableau 34: Dépenses afférentes aux projets d'aide alimentaire

	Dépenses par catégorie de coûts (en millions de dollars)		Dépenses directes moyennes par tonne (en dollars)	
	Dépenses effectives 2008*	Dépenses effectives 2007	Dépenses effectives 2008*	Dépenses effectives 2007
Produits alimentaires	2 333	1 173	598	333
Transport extérieur	383	218	98	66
TTEM	811	600	208	182
Autres COD	93	59	24	18
CAD	345	265	89	80
TOTAL	3 966	2 315	1 017	702
Distribution (en millions de tonnes)	3,9	3,3		

* Les dépenses effectives afférentes aux projets d'aide alimentaire en 2008 sont conformes à l'État V, opérations spéciales non comprises, mais ne sont pas entièrement comparables à celles de 2007 en raison des modifications apportées aux normes comptables. Les chiffres pour 2008 comprennent les engagements en cours (commandes).

236. En 2008, les dépenses du PAM afférentes aux projets d'aide alimentaire ont sensiblement accusé les répercussions de la volatilité des prix des denrées alimentaires et des carburants ainsi que de l'affaiblissement du dollar par rapport à la plupart des monnaies. Les prix des denrées alimentaires et des carburants ont fortement augmenté pendant le premier semestre de l'année mais ont commencé à baisser au début du deuxième semestre. Du fait de cette volatilité, le rapport de janvier sur l'état de la mise en œuvre du Plan de gestion (2008–2009) indiquait une hausse des coûts de 734 millions de dollars pour le Programme de travail, dont 520 millions de dollars correspondaient à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Le Programme de travail a été réactualisé en mai 2008 et à nouveau augmenté de 685 millions de dollars, dont 50 pour cent étaient imputables à des hausses des prix alimentaires. Pendant le deuxième semestre de l'année, les cours des denrées alimentaires et des carburants avaient reculé, entraînant une baisse de 24 pour cent des coûts des produits alimentaires, de 5 pour cent des coûts de transport extérieur, de 13 pour cent des coûts TTEM et de 3 pour cent des Autres COD et des CAD. En janvier 2009, le quatrième rapport sur l'état de la mise en œuvre du Plan de gestion (2008–2009) a été présenté au Conseil, dans lequel le Programme de travail pour 2009 avait été réactualisé à 4,8 milliards de dollars, soit 17 pour cent de moins que dans la précédente mise à jour.
237. En 2008, les dépenses totales au titre des projets d'aide alimentaire ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, soit 71 pour cent du total; le coût à la tonne a enregistré une hausse de 45 pour cent par rapport à 2007. Les principaux facteurs responsables de l'augmentation des dépenses étaient les coûts des produits alimentaires, du transport extérieur, des TTEM, des Autres COD et des CAD.
238. Les dépenses directes en produits alimentaires ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, soit 99 pour cent, par rapport à 2007. Les dépenses directes par tonne de vivres ont enregistré une hausse de 265 dollars, soit 80 pour cent. En pourcentage des dépenses directes totales, les coûts des produits alimentaires sont passés de 51 pour cent en 2007 à 59 pour cent en 2008. Cet accroissement était dû à la hausse

des prix pendant le premier semestre de l'année et à l'augmentation du volume de dons en vivres reçus par le PAM. De janvier à juin 2008, les cours des principales céréales utilisées par le PAM ont augmenté de 34 pour cent; mais de juillet à décembre, les prix des produits céréaliers et non céréaliers ont baissé en moyenne de 24 pour cent.

239. En 2008, les dépenses au titre du transport extérieur ont augmenté de 165 millions de dollars, soit 76 pour cent. À la tonne, les dépenses de transport extérieur ont marqué une hausse de 49 pour cent. Leur part dans les dépenses totales, est restée de 9 pour cent, comme en 2007. Les coûts d'expédition ont nettement augmenté pendant le premier semestre de l'année avant de diminuer au troisième trimestre.
240. En 2008, les dépenses au titre des **TTEM** ont augmenté de 211 millions de dollars, soit 35 pour cent. Le coût moyen de livraison d'une tonne de vivres a subi une hausse de 26 dollars, soit 14 pour cent. En 2008, les coûts TTEM représentaient 20 pour cent des dépenses directes totales, contre 26 pour cent en 2007. Cette évolution est due à la hausse des prix des carburants et au nombre accru d'opérations. Des économies considérables ont toutefois été réalisées suite à diverses initiatives comme l'ouverture de nouveaux couloirs d'approvisionnement pour l'Afghanistan passant par le Pakistan et non plus par l'Iran, la synchronisation à l'échelle régionale des appels d'offres dans les pays du Sahel et des changements dans l'utilisation de points de livraison avancés au Soudan.
241. Les dépenses relatives aux **Autres COD** ont augmenté de 34,1 millions de dollars, soit 58 pour cent, par rapport à 2007. Les dépenses moyennes par tonne ont augmenté de 6 dollars, soit 34 pour cent. L'affaiblissement du dollar et l'amplification du Programme de travail ont contribué à la hausse des dépenses au titre des Autres COD en 2008, qui continuent néanmoins de représenter moins de 3 pour cent des dépenses afférentes aux activités d'aide alimentaire.
242. Les dépenses afférentes aux **CAD** ont augmenté de 80 millions de dollars, soit 30 pour cent, entre 2007 et 2008. Les coûts moyens à la tonne ont augmenté de 10 pour cent, en grande partie en raison de la hausse des coûts standard de personnel.

PARTIE V: PROCHAINES ÉTAPES

Renforcer le positionnement du PAM

243. En 2009, le PAM s'attachera à réorienter son cadre stratégique, son cadre opérationnel et son cadre de présentation des rapports, sur son Plan stratégique (2008-2011).

Nouveaux cadres opérationnels pour apporter des solutions novatrices au problème de la faim

244. En tant que chef de file mondial de l'alimentation scolaire, le PAM collaborera avec ses partenaires pour que d'ici à 2015 aucun enfant n'aille à l'école le ventre vide. Cet objectif sera le fondement de la nouvelle politique d'alimentation scolaire du PAM, qui sera débattue lors de consultations avec les donateurs, les membres du Conseil et les partenaires et à l'occasion d'une réunion de haut niveau organisée par la Directrice exécutive en juillet 2009 à Bellagio, en Italie. Le PAM publiera avec la Banque mondiale un livre intitulé *Re-Thinking School Feeding : Social Safety Nets, Child Development and the Education Sector*, qui passe en revue les données factuelles et les meilleures pratiques actuelles en matière de conception et d'exécution de programmes d'alimentation scolaire. Aux côtés de la Banque mondiale et d'autres partenaires, le PAM s'efforcera d'accroître l'efficacité et la durabilité de l'alimentation scolaire, et amplifiera les programmes qui répondent aux besoins de protection sociale dans les pays frappés par les crises alimentaires et financières mondiales.
245. Dans le but de renforcer la protection sociale, le PAM poursuivra ses initiatives de transferts monétaires et de bons d'alimentation, en complément ou en remplacement des distributions traditionnelles de vivres. Les enseignements tirés des premières expériences donneront de précieuses indications à ceux qui s'occupent de définir, à partir des évaluations, les solutions adaptées au contexte spécifique des pays.
246. Le PAM multipliera les tests d'efficacité sur les produits alimentaires novateurs dans l'optique d'accroître l'impact des interventions nutritionnelles. Au vu des résultats encourageants des initiatives pilotes sur le terrain, l'accent portera sur les micronutriments en poudre, qui permettent d'enrichir les aliments à domicile.
247. S'agissant de la réduction des risques et de l'atténuation des effets des catastrophes naturelles qui suscitent un regain d'attention, on s'attachera principalement à renforcer les capacités gouvernementales et communautaires à mettre en place des systèmes propres à limiter les répercussions de ces phénomènes. L'adaptation aux changements climatiques fera partie intégrante de ce travail. Le PAM élaborera de nouveaux outils de gestion des risques météorologiques destinés à permettre aux petits producteurs de faire face aux conditions climatiques extrêmes.

248. L'examen des politiques financières en 2008 a été guidé par les recommandations formulées lors des délibérations sur le Plan stratégique du PAM (2008-2011). Les objectifs étaient les suivants: i) définir de nouveaux moyens propres à assurer la prévisibilité et la stabilité du financement du PAM; ii) renforcer la transparence dans l'affectation des ressources et la gouvernance; et iii) introduire une politique financière qui soit conforme au PNUAD et tienne compte de l'initiative "Unis dans l'action" aux fins d'harmonisation. Les parties prenantes pourront ainsi allouer des ressources à des objectifs stratégiques et types d'activités spécifiques.

Achats locaux

249. En 2009, on continuera à promouvoir les achats dans les pays en développement, y compris dans les 21 pays du projet pilote Achats au service du progrès. La formation des agents du PAM aux procédures de passation de marché en sera une composante importante: un module en ligne destiné aux directeurs de pays et consacré aux achats de produits alimentaires est en préparation, et le personnel du PAM responsable des achats est encouragé à s'inscrire aux cours de la Grain and Feed Trade Association et à suivre les formations sur la meunerie et l'évaluation de la qualité.
250. Le Manuel des achats de produits alimentaires sera actualisé en 2009 pour intégrer les règles et procédures révisées relatives aux nouvelles modalités de l'initiative "Achats au service du progrès"; les directives correspondantes seront élaborées en prenant aussi en comptes les prescriptions d'audit. Des dispositifs de suivi et d'évaluation seront mis en place afin de mesurer l'impact des achats locaux standard du PAM et de ceux relevant des Achats au service du progrès sur les petits exploitants et sur les marchés.
251. Le système de suivi des achats de vivres sera progressivement mis à la disposition du personnel responsable de ces questions. Des modèles de rapport standard seront préparés afin de renforcer l'aptitude du PAM à suivre les achats.

Problématique hommes-femmes et protection

252. En 2009, le renforcement des capacités du personnel de terrain en matière de protection sera intensifié par une formation et un appui aux bureaux de pays afin d'en faire bénéficier un plus grand nombre d'agents et de partenaires.
253. On accordera une plus grande place à la protection des femmes. Le PAM cherchera à: i) mobiliser des ressources pour offrir aux femmes vulnérables un accès sûr au combustible et aux fourneaux à bon rendement énergétique; ii) appuyer les activités génératrices de revenus; iii) aménager des espaces protégés pour les femmes et les adolescentes lors des distributions de vivres; et iv) faciliter la constitution dans les camps de groupes de soutien pour les femmes afin de leur donner les moyens de prendre des décisions en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En vue de faire progresser l'égalité des sexes, les hommes et les garçons seront associés aux

activités visant à protéger les enfants et les femmes de la violence et seront encouragés à participer aux programmes de santé.

Partenariats stratégiques

254. Le Plan stratégique du PAM (2008-2011) prévoit le renforcement des capacités nationales à mettre en œuvre des solutions de réduction de la faim destinées à sauver des vies. Les partenariats joueront un rôle essentiel à cet égard et dans le transfert aux gouvernements des programmes d'assistance alimentaire. Il sera très important d'appliquer les règles d'établissement des rapports stipulées dans le *Cadre de résultats stratégiques* pour rendre compte dans le détail des activités de renforcement des capacités et de transfert de responsabilités.
255. Les partenariats avec le secteur privé continueront de jouer un rôle important dans la transformation du PAM en organisme d'assistance alimentaire. L'appui du secteur privé s'est révélé fondamental dans le lancement de l'initiative "Achats au service du progrès". Les organisations privées ont aussi largement contribué au développement des TIC et des services logistiques d'urgence. Les sociétés privées ont également apporté un appui solide au développement de nouveaux produits nutritionnels, notamment pour les tests de qualité et d'efficacité.
256. Les entreprises participent de plus en plus aux campagnes de sensibilisation aux causes de la faim dans le monde menées par le PAM. Le secteur privé est un fervent défenseur des programmes d'alimentation scolaire du PAM, en particulier lorsqu'ils ont pour vocation de servir de filets de sécurité. En 2009, les acteurs privés devraient faire davantage appel au PAM pour mieux informer leurs employés et leurs clients des questions liées à la faim.
257. Le PAM a pour ambition de devenir prestataire de choix de services logistiques de la communauté humanitaire. Dans cette optique, certains processus fondamentaux sont en cours d'adaptation afin de permettre au PAM de répondre efficacement aux demandes de ses partenaires. Des systèmes et des outils sont en préparation pour que l'institution soit mieux à même d'assurer des services professionnels de manière transparente, efficace et fiable. En tant que chef de file désigné de l'appui logistique, le PAM devra: i) amplifier le système des UNHRD; ii) privilégier le renforcement des capacités par la formation aux interventions d'urgence et l'établissement d'un centre d'excellence en formation humanitaire; et iii) collaborer avec des partenaires dans les situations d'urgence pour veiller à ce que le soutien logistique couvre tous les aspects des opérations de secours.

Avancement de la réforme des Nations Unies

258. Le PAM continuera d'appuyer la réforme des Nations Unies en vue de soutenir les progrès vers les OMD. Sa contribution s'inscrira dans le cadre de projets pilotes relevant de l'initiative "Unis dans l'action" et de ses services à la communauté humanitaire: ainsi au **Mozambique**, par exemple, l'activation des services communs



de TIC destinés au système des Nations Unies servira 19 organisations. Le partenariat mondial pour les communications en situation d'urgence avec le concours de la Fondation du Groupe Vodafone et de la Fondation des Nations Unies améliorera la coordination dans ce domaine.

Mise en œuvre stratégique

259. Le Plan stratégique du PAM (2008-2011) implique que les bureaux de pays du PAM adoptent une approche plus stratégique de la conception et de la mise en œuvre des activités: à la question "Où l'aide alimentaire peut-elle être utile?", il faudra substituer la question "Où y a-t-il des besoins urgents liés à la faim auxquels le gouvernement ou les partenaires ne peuvent pas répondre?". Cette démarche exigera d'analyser: i) les causes de la faim; ii) la capacité de réaction des gouvernements et des partenaires; iii) les avantages comparatifs du PAM; et iv) la place qu'occupe l'action du PAM dans le processus d'harmonisation des Nations Unies. Les documents de synthèse par pays et les documents de stratégie de pays ont été conçus pour faciliter la mise en œuvre du Plan stratégique au niveau national et corréler les analyses du problème de la faim aux priorités gouvernementales; ils définiront le rôle des bureaux de pays et justifieront la présence du PAM en précisant ses avantages comparatifs et ses stratégies de transfert de responsabilités.
260. Les documents de stratégie de pays ont été parachevés en 2008 pour le Soudan et l'Ouganda. Huit autres seront préparés sur la période 2009-2010 et neuf en 2010. Trois critères ont présidé à la sélection des premiers pays pilotes: i) concordance avec la stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté et les cycles du PNUAD; ii) évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisées récemment; et iii) taille et capacités des bureaux de pays.

Gestion des risques et des résultats

261. En avril 2008, le profil des risques institutionnels du PAM a été actualisé et les risques ont été regroupés en six catégories: i) modification de l'environnement externe; ii) réputation; iii) capacité organisationnelle; iv) motivation et flexibilité du personnel; v) financement; et vi) sécurité. Les corrélations entre ces catégories ont été mises en évidence afin de faciliter le suivi du travail de planification lié à la gestion des risques. La gestion des risques institutionnels est également conduite au niveau des pays. Des ateliers sur le sujet et sur la gestion axée sur les résultats ont été organisés en 2008 dans sept bureaux de pays et deux divisions du Siège. Les bureaux de pays actualisent leurs profils de risques dans le cadre du processus de planification annuelle de leur travail.
262. La Directrice exécutive a confirmé l'importance qu'elle attache à la gestion des risques en mettant en place en janvier 2009 un comité de gestion des risques institutionnels. Ce comité veillera à la gestion efficace des risques et à leur prise en compte au plus haut niveau du PAM, et supervisera la communication dans ce domaine entre les bureaux extérieurs et le Siège.

Communication des résultats

263. La mise en œuvre du Plan stratégique du PAM (2008-2011) impose de modifier les procédures de communication des résultats pour prendre en compte la version révisée du *Cadre de résultats stratégiques*. Les indicateurs institutionnels seront désormais obligatoires, et au niveau des projets, les données à transmettre pourront être complétées par des indicateurs spécifiques à l'opération.
264. Pour garantir la cohérence des mesures et des analyses, le nouveau *Recueil d'indicateurs du PAM* donne des précisions sur chaque indicateur obligatoire et sur les indicateurs propres aux différents projets ou pays. Chaque indicateur, qu'il s'applique aux produits, aux effets directs ou à un objectif stratégique donné, comprendra les éléments suivants: valeurs cibles, sources des données, fréquence des mesures et interprétation des résultats, et analyse des risques.
265. Les nouveaux projets, et les projets en cours, seront indiqués sur les nouveaux objectifs et les indicateurs obligatoires afin d'améliorer l'exactitude du compte rendu des résultats. Des ajustements techniques seront apportés à la collecte des données saisies par les bureaux de pays dans le système DACOTA (Data Collection Telecoms Applications) pour établir des rapports du PAM.
266. Le système WINGS II sera mis en service en juillet 2009. La date initiale de lancement a été reportée pour tester intégralement le système et préparer le PAM aux changements qu'il introduira.
267. Le Rapport annuel sur les résultats demeurera une composante majeure du cadre d'obligation redditionnelle du PAM, mais sa présentation sera remaniée afin de refléter l'évolution de l'institution. Pour tenir compte des nouveaux objectifs du PAM un cadre de gestion des résultats révisé complètera le *Cadre de résultats stratégiques* corrigé.

De l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire

268. La transformation du PAM d'organisme d'aide alimentaire en organisme d'assistance alimentaire se poursuivra en 2009 et au-delà. Le but est de réduire la dépendance et d'appuyer les efforts déployés au niveau national et international pour trouver des solutions durables au problème de la faim.
269. L'assistance du PAM continuera de reposer sur son expertise unique de l'action à mener face à la faim dans le cadre d'une stratégie mondiale cohérente. Les initiatives décrites ci-dessus constitueront les premières étapes d'élaboration des réponses du PAM à l'évolution du contexte des opérations et de leur financement. Le Plan stratégique du PAM (2008–2011) vise à repositionner efficacement le PAM sur la scène mondiale.



ANNEXES

I.	Notes générales	95
II.	Matrices des résultats	97
	A – Objectifs stratégiques du PAM: matrice des résultats – Plan stratégique du PAM (2006–2009)	97
	B – Cadre de résultats stratégiques du PAM – Plan stratégique du PAM (2008–2011)	102
III.	Profil de l'aide alimentaire dans le monde	110
IV.	Carte – Vulnérabilité à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants	111
V.	Achats de produits alimentaires par le PAM en 2008	112
VI.	Partenariats avec des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales	115
	A – Organismes des Nations Unies et organisations internationales	115
	B – Organisations non gouvernementales et secteurs de coopération	116
VII.	Personnel du PAM ayant un contrat d'une durée d'un an ou plus au 31 décembre 2008	117
VIII.	Contributions totales confirmées pour 2008	118
IX.	Dépenses	114
	Tableau 1: Ventilation des dépenses directes par région et catégorie d'activités, 2005–2008	122
	Tableau 2: Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités, 2005–2008	124
	Tableau 3: Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région, 2005–2008	127
	Liste des sigles utilisés dans le présent document	128



ANNEXE I – NOTES GÉNÉRALES

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Un milliard est égal à 1 000 millions.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, le transport extérieur, les TTEM, les CAD et les Autres COD, mais ne comprennent pas les CAI.
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- Les PFRDV comprennent tous les pays à déficit vivrier (importateurs nets de céréales) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); les pays des catégories I et II de la Banque mondiale appartiennent à la catégorie des PFRDV. Le seuil de produit national brut par habitant pour 2005, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 675 dollars. En 2007, 82 pays ont été rangés dans la catégorie des PFRDV par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- Les trois critères d'identification des PMA, proposés par le Comité pour la politique de développement du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement¹ sont les suivants: i) *faible revenu* fondé sur une estimation sur trois ans du revenu national brut par habitant (moins de 750 dollars pour entrer dans la catégorie, plus de 900 dollars pour sortir de la catégorie); ii) *faiblesse des ressources humaines* avec indice composite des actifs humains (nutrition, santé, éducation, alphabétisation des adultes); iii) *vulnérabilité économique*, selon un indice composite de vulnérabilité économique (production agricole, exportations de biens et de services, part des industries manufacturières dans le produit intérieur brut (PIB), concentration des exportations de marchandises, petite dimension économique et pourcentage de population déplacée en raison de catastrophes naturelles).
- La concentration de l'aide sur certains pays est calculée comme suit: "au moins 90 pour cent des ressources multilatérales non assorties de conditions provenant des donateurs traditionnels qui sont destinées au développement doivent aller à des pays:
 - qui sont des pays moins avancés ou ont un revenu aussi faible²;

¹ Bureau dont le sigle est UN-OHRLS en anglais.

² Revenu intérieur brut par habitant inférieur à 885 dollars.



- qui enregistrent un problème de malnutrition chronique mesurée par un taux de retard de croissance atteignant au moins 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans.
- Le Rapport annuel sur les résultats de 2008 fait le bilan au regard des objectifs stratégiques figurant dans le Plan stratégique du PAM (2006–2009). Les progrès réalisés en 2008 pour chaque objectif étaient mesurés au moyen des indicateurs du PAM figurant sur la matrice des résultats par objectifs stratégiques (voir l'annexe II A). Ces indicateurs ont été affinés en 2008 pour refléter le nouveau Plan stratégique du PAM (2008–2011) et ont été complétés par un Cadre de résultats stratégiques (voir l'annexe II B) qui servira de base à l'établissement des futurs rapports du PAM sur les résultats et permettra de tirer les leçons de l'expérience.
- Les rapports normalisés sur les projets sont établis par chaque bureau de pays et bureau régional; ils présentent les données primaires utilisées pour analyser les résultats au regard des objectifs stratégiques. En 2008, un rapport normalisé complet avait été soumis pour 214 projets en cours³.
- Les catégories d'aide alimentaire mentionnées dans le présent rapport sont les suivantes:
 - i) L'aide alimentaire d'urgence qui est destinée aux victimes de catastrophes d'origine naturelle ou humaine; elle est distribuée gratuitement aux groupes de bénéficiaires ciblés et est généralement fournie à titre de don; elle est acheminée soit multilatéralement par des ONG, soit bilatéralement.
 - ii) L'aide alimentaire dans le cadre de projets vise à appuyer la réduction de la pauvreté et la prévention des catastrophes; elle est généralement distribuée gratuitement aux groupes de bénéficiaires ciblés mais peut aussi être vendue sur le marché libre, auquel cas elle est appelée aide alimentaire "monétisée"; elle est fournie à titre de don et acheminée soit multilatéralement par des ONG, soit bilatéralement.
 - iii) L'aide alimentaire aux programmes est généralement fournie par un gouvernement à un autre gouvernement à titre de transfert de ressources en appui à la balance des paiements ou en appui budgétaire; contrairement à la plupart de l'aide alimentaire destinée aux projets ou aux opérations d'urgence, elle ne vise pas des groupes spécifiques mais elle est vendue sur le marché libre et accordée à titre de don ou de prêt.

³ Tous les projets en cours – c'est-à-dire ceux dont la clôture financière n'était pas encore confirmée – devaient préparer un rapport normalisé. On définit les projets en cours comme ceux: i) ayant distribué des vivres pendant la période examinée; ii) ayant assisté des bénéficiaires identifiables; ou iii) ayant fourni effectivement un service dans le cas des opérations spéciales.

ANNEXE II A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS — PLAN STRATÉGIQUE DU PAM (2006–2009)

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ¹	Produits	Effets directs ²
OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES DANS DES SITUATIONS DE CRISE		
<p>Distribution générale de vivres</p> <p>Alimentation sélective (alimentation thérapeutique, supplémentation alimentaire et alimentation destinée aux groupes vulnérables)</p>	<p>Produit 1.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes</p> <p>Indicateur 1.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe).</p> <p>Indicateur 1.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 1.1.3: Pourcentage des distributions générales de vivres intervenant plus de 7 jours après la date prévue de distribution (indicateur pilote).</p>	<p>Effet direct 1.1: Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes</p> <p>Indicateur 1.1.1: Prévalence de la malnutrition aiguë chez les moins de 5 ans dans une population déterminée évaluée en fonction du rapport poids/taille, par sexe.</p> <p>Effet direct 1.2: Réduction ou stabilisation de la mortalité d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes</p> <p>Indicateur 1.2.1: Taux brut de mortalité dans une population déterminée (indicateur pilote – initiative SMART³).</p> <p>Indicateur 1.2.2: Taux de mortalité chez les moins de 5 ans dans une population déterminée (indicateur pilote – initiative SMART).</p>
OBJECTIF STRATÉGIQUE 2: PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS DE CRISE ET RENFORCER LA RÉSISTANCE AUX CHOCS		
<p>Distribution générale de vivres</p> <p>Appui aux programmes de protection sociale (programmes destinés aux ménages touchés par le VIH/sida)</p> <p>VCT/VCA</p>	<p>Produit 2.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés, exposés à des situations de crise ou de transition, ou vulnérables aux chocs</p> <p>Indicateur 2.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p>	<p>Effet direct 2.1: Capacité accrue des ménages ciblés de subvenir à leurs besoins alimentaires lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs</p> <p>Indicateur 2.1.1: Proportion des dépenses que les ménages bénéficiaires consacrent à l'alimentation⁴</p>
<p>VPF (acquisition de compétences utiles pour la vie quotidienne et formation à des activités génératrices de revenus)</p>	<p>Indicateur 2.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit..</p> <p>Indicateur 2.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par sexe.</p>	<p>Indicateur 2.1.2: Un indicateur de la diversité des régimes alimentaires est à l'étude⁵</p> <p>Effet direct 2.2: Capacité accrue des ménages ciblés de gérer les chocs lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs</p> <p>Indicateur 2.2.1: Les indicateurs à retenir sont à l'étude⁶</p>



ANNEXE II A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS — PLAN STRATÉGIQUE DU PAM (2006–2009)

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ¹	Produits	Effets directs ²
OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE LA NUTRITION ET DE L'ÉTAT DE SANTÉ DES ENFANTS, DES MÈRES ET AUTRES PERSONNES VULNÉRABLES		
<p>Supplémentation alimentaire</p> <p>Alimentation thérapeutique</p> <p>Alimentation en institution</p> <p>Programmes d'activités dans le domaine du VIH/sida (thérapie antirétrovirale, prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, soins à domicile, traitement de la tuberculose)</p> <p>Enrichissement des produits alimentaires</p> <p>Sensibilisation à la nutrition (VPF)</p> <p>Sensibilisation au VIH/sida</p> <p>Déparasitage</p>	<p>Produit 3.1: Fourniture d'aliments nutritifs en temps voulu et en quantité suffisante aux jeunes enfants, mères et autres bénéficiaires ciblés, exposés à des risques sur le plan de la nutrition et de la santé</p> <p>Indicateur 3.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p> <p>Indicateur 3.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 3.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par catégorie de bénéficiaires et par sexe.</p> <p>Indicateur 3.1.4: Part, en pourcentage, des aliments enrichis en micronutriments livrés par le biais d'interventions nutritionnelles appuyées par le PAM.</p> <p>Produit 3.2: Fourniture de comprimés vermifuges aux enfants et mères ciblés dans le cadre d'activités appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 3.2.1: Nombre de bénéficiaires ayant reçu des comprimés vermifuges dans le cadre d'activités appuyées par le PAM, en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires censés recevoir ces comprimés, par catégorie de bénéficiaire et par sexe⁷</p>	<p>Effet direct 3.1: Réduction de la malnutrition chez les enfants ciblés</p> <p>Indicateur 3.1.1: Prévalence de la malnutrition chez les enfants ciblés de moins de 5 ans, évaluée en fonction du rapport taille/poids et âge, ventilée par sexe.</p> <p>Effet direct 3.2: Réduction de la malnutrition chez les femmes ciblées</p> <p>Indicateur 3.2.1: Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées en âge de procréer, évaluée en fonction de l'indice de masse corporelle (IMC) ou de l'insuffisance pondérale à la naissance (poursuite du projet pilote).</p> <p>Effet direct 3.3: Réduction de l'anémie chez les bénéficiaires</p> <p>Indicateur 3.3.1: Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants ciblés. (poursuite du projet pilote)</p> <p>Effet direct 3.4: Amélioration de la qualité de la vie des bénéficiaires par le biais de programmes d'aide aux personnes touchées par le VIH/sida⁸</p> <p>Indicateur 3.4.1: Gain de poids chez les bénéficiaires (provisoire).</p> <p>Indicateur 3.4.2: Taux de poursuite du traitement par programme de traitement et de soins spécifiques (durée du programme, pourcentage d'observance du traitement, etc.)</p>



ANNEXE II A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS — PLAN STRATÉGIQUE DU PAM (2006–2009)

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ¹	Produits	Effets directs ²
OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: FACILITER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET RÉDUIRE L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES DANS LE DOMAINE DE L'ACCÈS À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
<p>Alimentation scolaire</p> <p>Rations à emporter</p> <p>Appui aux familles d'accueil d'orphelins et d'enfants touchés par le VIH/sida</p> <p>VPF</p> <p>(programmes d'alphabétisation – écriture et calcul – des femmes et des adolescentes)</p>	<p>Produit 4.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux enfants, adolescentes et adultes ciblés pour améliorer l'accès à l'éducation dans les écoles et les établissements d'enseignement informels</p> <p>Indicateur 4.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p> <p>Indicateur 4.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 4.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants par catégorie de bénéficiaires et par sexe.</p>	<p>Effet direct 4.1: Scolarisation accrue des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.1.1: Effectifs scolarisés: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.1.2: Taux net de scolarisation: pourcentage de garçons et de filles d'âge scolaire inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.1.3: Taux de scolarisation chez les orphelins et les enfants vulnérables de ménages recevant des rations à emporter.</p> <p>Effet direct 4.2: Amélioration de l'assiduité des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.2.1: Taux de fréquentation: pourcentage de garçons et de filles allant en classe dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.2.2: Taux de fréquentation: pourcentage d'orphelins et d'enfants vulnérables des ménages bénéficiant de rations à emporter, qui vont en classe.</p>



ANNEXE II A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS — PLAN STRATÉGIQUE DU PAM (2006–2009)

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ¹	Produits	Effets directs ²
		<p>Effet direct 4.3: Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.3.1: Idées que se font les enseignants de la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants dans les écoles, grâce à l'alimentation scolaire.</p> <p>Effet direct 4.4: Réduction des différences entre garçons et filles dans les écoles primaires, les écoles secondaires et les établissements d'enseignement informels appuyés par le PAM</p> <p>Indicateur 4.4.1: Ratio filles/garçons dans les écoles appuyées par le PAM.</p> <p>Indicateur 4.4.2: Ratio femmes et adolescentes/hommes qui achèvent les activités VPF.</p>



ANNEXE II A: OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS — PLAN STRATÉGIQUE DU PAM (2006–2009)

But fondamental du Programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ¹	Produits	Effets directs ²
OBJECTIF STRATÉGIQUE 5: RENFORCER LA CAPACITÉ DES PAYS ET DES RÉGIONS D'ÉLABORER ET DE GÉRER LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE ALIMENTAIRE ET DE LUTTE CONTRE LA FAIM		
Formation de contreparties, visites d'échange Conseils techniques, détachement de personnel, directives et manuels Participation des contreparties aux processus et enquêtes du PAM Partage de l'information et appui aux réseaux Appui aux organisations à assise communautaire et à la prise de décisions Appui aux administrations locales et aux organisations de la société civile Renforcement des capacités de sensibilisation du public et de mobilisation des ressources	<p>Produit 5.1: Aide au renforcement des capacités des organismes nationaux et régionaux participant aux projets d'assistance alimentaire et de lutte contre la faim</p> <p>Indicateur 5.1.1: Nombre des membres du personnel de contrepartie (aux niveaux local, régional, et national) formés dans le cadre des activités d'assistance technique du PAM en pourcentage du nombre prévu.</p> <p>Indicateur 5.1.2: Nombre de services techniques et de domaines de coopération dans lesquels ont été assurées des activités de renforcement des capacités.</p>	<p>Effet direct 5.1: Capacité accrue d'identifier les besoins en produits alimentaires, d'élaborer des stratégies et d'exécuter des programmes reposant sur l'aide alimentaire dans les pays ciblés</p> <p>Indicateur 5.1.1: À déterminer.</p>



¹ Cette liste n'est pas exhaustive. Toutes les opérations du PAM laisseront la liberté de choisir les activités qui permettront au mieux d'obtenir les produits et les effets directs. Les changements apportés aux indicateurs dans cette matrice de résultats apparaissent en notes de bas de page dans le présent Rapport annuel.

² Les Objectifs stratégiques correspondent à des définitions objectives des effets directs escomptés des interventions du PAM. Toutefois les définitions énoncées dans cette colonne sont davantage celles d'un cadre logique décrivant la séquence des résultats du PAM, car elles indiquent plus clairement: i) l'amélioration de la situation que le PAM cherche à obtenir; ii) les bénéficiaires cibles; iii) dans certains cas, un contexte spécifique. **Tous les effets directs** sont subordonnés aux résultats complémentaires obtenus par les partenaires du PAM, par exemple dans les domaines de l'eau, du logement, de la vulgarisation agricole, de la médecine et de l'enseignement.

³ L'initiative de suivi et d'évaluation normalisées des opérations de secours et de transition (SMART) est une initiative interorganisations visant à améliorer le suivi et l'évaluation des interventions humanitaires à l'échelle mondiale.

⁴ Établi à partir de l'étude pilote, cet indicateur devrait faire partie d'une série composite d'indicateurs visant à créer des "profils de moyens de subsistance des ménages" susceptibles d'être suivis dans le temps. Les autres indicateurs utilisés pour créer ces profils sont: i) le rapport dépenses non alimentaires/dépenses alimentaires; ii) la composition des ménages; iii) les sources de revenus; iv) l'exposition aux risques et la réaction face à ces risques.

⁵ Les unités techniques au Siège du PAM ont proposé d'utiliser la diversité des régimes alimentaires comme indicateur complémentaire à l'appui des résultats au titre de l'indicateur 2.1.1. L'utilité de cet indicateur est actuellement à l'étude.

⁶ Jusqu'ici, aucun indicateur approprié n'a été déterminé pour mesurer la résistance aux chocs des ménages bénéficiaires. La question est actuellement à l'étude dans les unités techniques du PAM.

⁷ Pour la catégorie des "femmes enceintes et mères allaitantes" bénéficiaires, cela s'applique aux deuxième et troisième trimestres de la grossesse dans les zones où les infestations parasitaires sont présentes à l'état endémique et où l'anémie est prévalente, comme l'a recommandé l'OMS et conformément à l'Engagement renforcé du PAM en faveur des femmes I.2.

⁸ L'OMS propose de faire de "l'amélioration de la qualité de la vie" un effet direct des programmes concernant le VIH/sida. Le gain de poids sera utilisé à titre d'indicateur provisoire. Un indicateur de "bien-être" doit être déterminé avec l'OMS et ONUSIDA.

ANNEXE II B – CADRE DE RÉSULTATS STRATÉGIQUES DU PAM – PLAN STRATÉGIQUE DU PAM (2008–2011)

Veillez noter que le présent cadre se réfère à tous les résultats obtenus grâce à l'aide et au soutien du PAM (au profit des ménages, des communautés, des gouvernements et d'autres entités comme les écoles).

Les divers types d'indicateurs d'effets directs sont reconnaissables grâce aux caractères utilisés: i) caractères normaux: indicateurs reconnus à l'échelon international, fondés sur des normes convenues, et utilisés par les organisations des Nations Unies; ii) **caractères gras**: indicateurs conçus en coopération avec les partenaires opérationnels du PAM; et iii) *caractères italiques*: méthodologies propres au PAM

OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. <i>Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique</i> 2. <i>Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement</i> 3. <i>Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc</i>			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ¹	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 1.1: Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans parmi les populations ciblées frappées par la crise	1.1.1 Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans ² (en pourcentage du rapport poids/taille)	Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans pour 80% des populations ciblées Stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans pour 80% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë Source: données provenant des enquêtes Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux de prévalence de la malnutrition aiguë au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes
	1.1.2 Périmètre brachial ³	Stabilisation de la prévalence du faible périmètre brachial pour 80% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – stabilisation de la prévalence du faible périmètre brachial Source: données provenant des enquêtes et des évaluations
Effet direct 1.2: Réduction ou stabilisation de la mortalité chez les enfants de moins de 5 ans et chez les adultes dans les populations ciblées frappées par la crise ⁴	1.2.1 Taux brut de mortalité	Réduction du taux brut de mortalité pour 100% des populations ciblées Stabilisation du taux brut de mortalité pour 100% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – réduction du taux brut de mortalité Source: données provenant des enquêtes annuelles Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux brut de mortalité au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes annuelles
	1.2.2 Taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans ⁵	Réduction du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans pour 100% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – réduction du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans Source: données provenant des enquêtes annuelles



¹ Seuls les projets alignés sur un objectif stratégique précis sont censés rendre compte des résultats obtenus au regard des indicateurs du PAM. L'analyse des résultats inclura uniquement les données dérivées de ces projets.

² Le taux de malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de la situation nutritionnelle de la population.

³ Le périmètre brachial (circonférence du bras) chez les enfants de moins de 5 ans est une mesure indirecte de la situation nutritionnelle de la population.

⁴ Cet effet direct est approprié dans le cas des opérations d'urgence de grande envergure.

⁵ Le taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans indique le risque relativement à une population à la mi-période, tout comme le taux brut de mortalité et les autres taux de mortalité par âge.



OBJECTIF STRATÉGIQUE 1: SAUVER DES VIES ET PROTÉGER LES MOYENS DE SUBSISTANCE DANS LES SITUATIONS D'URGENCE			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 4
Buts 1. Sauver des vies dans les situations d'urgence et ramener la malnutrition aiguë causée par un choc en deçà du seuil critique 2. Protéger les moyens de subsistance et renforcer l'autosuffisance dans les situations d'urgence et les premières phases de redressement 3. Porter secours aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres groupes et communautés vulnérables dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été compromise par un choc			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme ¹	Cibles visées par les projets et source des données
		Stabilisation du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans pour 100% des populations ciblées	Cible: propre à une population donnée – stabilisation du taux de mortalité par groupe d'âge chez les enfants de moins de 5 ans au niveau existant avant la crise Source: données provenant des enquêtes annuelles
Effet direct 1.3: Amélioration de la consommation alimentaire des ménages ciblés frappés par la crise, pendant la période couverte par l'assistance du PAM ⁶	1.3.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i>	Score supérieur à la valeur seuil pour 80% des ménages ciblés	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 21 ou 28 parmi les ménages ciblés ⁷ Source: données provenant des enquêtes annuelles
	1.3.2 Périmètre brachial des femmes enceintes	Stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial chez 80% des femmes enceintes ciblées	Cible: propre à une population donnée – Stabilisation de la prévalence d'un faible périmètre brachial chez les femmes enceintes Source: données provenant des enquêtes ou des évaluations
Produits	Indicateurs		
Produits 1.1./1.2./1.3: Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés (à utiliser pour les Objectifs stratégiques 1 à 4)	1.1.1	Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des articles alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage des chiffres prévus.	
	1.1.2	Quantités de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues ⁸	
	1.1.3 a)	Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions prévues	
	1.1.3 b)	Quantités d'aliments enrichis, de compléments alimentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit, en pourcentage des distributions effectives	
	1.1.4	Quantités d'articles non alimentaires distribués, par type d'article, en pourcentage des distributions prévues	
	1.1.5	Nombre d'incidents de sécurité	

⁶ Les résultats seront ventilés par sexe, par âge et par groupe (personnes déplacées, réfugiés, victimes d'un conflit, victimes d'une catastrophe, orphelins et autres enfants vulnérables).

⁷ La valeur seuil dépend des habitudes alimentaires locales et de la composition du régime alimentaire.

⁸ Quantité, qualité et ponctualité incluses.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2: PRÉVENIR LA FAIM AIGUË ET INVESTIR DANS LA PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET L'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Appuyer et renforcer les capacités des gouvernements de se préparer aux situations de faim aiguë provoquées par des catastrophes, de les évaluer et de réagir en conséquence 2. Protéger et renforcer la résistance aux chocs des communautés, notamment l'adaptation aux changements climatiques, grâce à des programmes de protection sociale ou de création d'emplois			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 2.1: Mise en place et amélioration, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM, de systèmes d'alerte précoce, de plans d'intervention d'urgence ⁹ et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire	2.1.1 Indice de préparation aux catastrophes	Renforcement des capacités du gouvernement conformément aux prévisions dans 80% des pays recevant une aide	Cible: l'indice de préparation aux catastrophes est égal ou supérieur à 7, montrant que les capacités du gouvernement de se préparer aux catastrophes et de gérer les informations relatives à la sécurité alimentaire ont été renforcées grâce à l'aide du PAM Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
Effet direct 2.2: Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés risquant de connaître une faim aiguë, pendant la période couverte par l'assistance du PAM	2.2.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i>	Score supérieur à la valeur seuil pour 80% des ménages ciblés	Cible: le score de consommation alimentaire est stabilisé à 35/42 ou plus pour les ménages ciblés Source: données provenant des enquêtes annuelles
Effet direct 2.3: Réduction des risques de catastrophe à l'échelon communautaire dans les communautés ciblées	2.3.1 <i>Score des ménages en termes d'emplois</i> ¹⁰	Augmentation du nombre d'emplois utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets chez 80% des ménages ciblés	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'emplois (créés ou remis en état) des ménages utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
	2.3.2 <i>Score des communautés en termes d'emplois</i> ¹¹	Augmentation du nombre d'emplois utilisés pour prévenir les catastrophes et en atténuer les effets chez 80% des communautés ciblées	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'emplois (créés ou remis en état) des communautés utilisés pour atténuer les effets des catastrophes par rapport aux niveaux de départ Source: Données provenant des enquêtes
Produits	Indicateurs		
Produit 2.1: Mesures mises en place pour atténuer les effets des catastrophes, avec l'aide au renforcement des capacités du PAM	2.1.1 Systèmes de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type (systèmes d'alerte précoce, plans d'intervention d'urgence, systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, etc.)		
Produit 2.2: (voir produits 1.1/1.2)			
Produit 2.3: Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes qui ont été créés ou remis en état par les communautés ciblées	2.3.1 Nombre de dispositifs destinés à atténuer les effets des catastrophes qui ont été créés ou remis en état, par type et par unité de mesure (nombre d'hectares protégés/mis en valeur; nombre d'arbres plantés, de digues construites, etc.)		

⁹ Il peut s'agir de plans gouvernementaux ou de plans interorganisations.

¹⁰ Dans le contexte de l'Objectif stratégique 2, **les avoirs des ménages susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes** sont les avoirs **naturels** (terre, eau, forêts, etc.) et **matériels** (moyens productifs tels qu'outils et matériel, animaux d'élevage, infrastructures, etc.).

¹¹ Dans le contexte de l'Objectif stratégique 2, **les avoirs communautaires susceptibles d'atténuer les effets des catastrophes** sont les avoirs **naturels** (terre, eau, forêts, etc.) et **matériels** (moyens productifs tels qu'outils et matériel, animaux d'élevage, infrastructures, etc.).





OBJECTIF STRATÉGIQUE 3: REMETTRE SUR PIED LES COMMUNAUTÉS ET RECONSTITUER LEURS MOYENS DE SUBSISTANCE APRÈS UN CONFLIT OU UNE CATASTROPHE OU DANS LES PÉRIODES DE TRANSITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 7
Buts 1. Faciliter le retour des réfugiés et des personnes déplacées en leur fournissant une assistance alimentaire et nutritionnelle 2. Aider les communautés et les familles à rétablir leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle après un choc 3. Aider à créer ou à reconstruire les capacités d'approvisionnement ou de livraison des produits alimentaires des pays et des communautés touchés par une crise et contribuer à empêcher la reprise des conflits			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 3.1: Consommation alimentaire suffisante des ménages, des communautés, des personnes déplacées et des réfugiés ciblés, pendant la période couverte par l'assistance du PAM ¹²	3.1.1 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i>	Score supérieur à la valeur seuil dans 80% des ménages ciblés	Cible: score de consommation alimentaire supérieur à 35/42 Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	3.1.2 Indicateur des stratégies de survie	Moindre recours à des expédients dangereux dans 80% des communautés ciblées	Cible: stabilisation ou baisse de l'indicateur des stratégies de survie ¹³ Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
Effet direct 3.2: Meilleur accès des communautés ciblées à des avoirs dans les situations fragiles et les périodes de transition	3.2.1 <i>Score des communautés en termes d'avoirs</i> ¹⁴	Augmentation du nombre d'avoirs productifs fonctionnels et utiles dans 80% des communautés ciblées	Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation d'avoirs productifs fonctionnels communautaires (créés ou remis en état), par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
Effet direct 3.3: Stabilisation de la scolarisation des filles et des garçons, y compris des personnes déplacées et des réfugiés, dans les écoles appuyées par le PAM au niveau enregistré avant la crise	3.3.1 <i>Taux de rétention scolaire</i>	Objectif atteint dans 80% des écoles échantillonnées	Cible: taux de rétention scolaire égal à 90% pour les filles et les garçons dans les situations postérieures à une crise Source: données provenant des enquêtes auprès des écoles échantillonnées
Produits	Indicateurs		
Produit 3.1: (voir produits 1.1/1.2)			
Produit 3.2: Dispositifs créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées pour garantir leurs moyens de subsistance	3.2.1	Nombre de dispositifs communautaires créés par les communautés et les personnes ciblées	
	3.2.2	Nombre de femmes et d'hommes formés sur les questions d'appui aux moyens de subsistance	
Produit 3.3: Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conformément au programme de travail	3.3.1	Nombre d'écoles appuyées par le PAM	

¹² Les résultats seront ventilés par sexe, âge et groupe (personnes déplacées, réfugiés, victimes de conflits, victimes de catastrophes, orphelins et autres enfants vulnérables).

¹³ Indicateur fixé sur la base des avoirs productifs et des avoirs des ménages, des enfants scolarisés et du niveau d'endettement.

¹⁴ Dans le contexte de l'Objectif stratégique 3, les **avoirs communautaires** sont les avoirs **naturels** (terre, eau, forêts etc.), **matériels** (moyens productifs tels qu'outils et matériel, animaux d'élevage, infrastructures, etc.) et **sociaux** (groupements communautaires, valeurs, comportements, liens de parenté, etc.).

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.1 a): Augmentation de la capacité de production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux dans les pays recevant une aide du PAM Effet direct 4.1 b): Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés pendant la période couverte par l'assistance du PAM ¹⁵ Effet direct 4.1 c): Amélioration de l'accès des ménages ciblés aux avoirs productifs et non productifs pour briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération ¹⁶	4.1.1 <i>Augmentation en pourcentage de la production d'aliments enrichis, y compris les compléments alimentaires et les suppléments nutritionnels spéciaux</i> 4.1.2 <i>Score de consommation alimentaire des ménages</i> 4.1.3 <i>Score des ménages en termes d'avoirs</i> ¹⁷	Objectif de production atteint dans 80% pays recevant une aide du PAM Score supérieur à la valeur seuil pour 80% des ménages ciblés Augmentation du nombre d'avoirs productifs et non productifs fonctionnels et utiles pour 80% des ménages ciblés	Cible: objectif établi pour le pays afin d'évaluer la hausse en pourcentage de la production, par type de produit, pendant la période couverte par l'assistance du PAM Source: évaluation des capacités Cible: le score de consommation alimentaire est supérieur à 35/42 parmi les ménages ciblés Source: enquête annuelle auprès des ménages ou données provenant du suivi Cible: une valeur seuil a été définie pour mesurer l'augmentation du nombre d'avoirs productifs et non productifs fonctionnels des ménages par rapport aux niveaux de départ Source: données provenant des enquêtes
Effet direct 4.2 a): Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM	4.2.1 Taux de scolarisation: taux annuel moyen ¹⁸ de variation du nombre de filles et de garçons inscrits 4.2.2 Taux de fréquentation: nombre de jours pendant lesquels les filles et les garçons vont en classe, en pourcentage du nombre total de jours de classe 4.2.3 Ratio garçons/filles parmi les enfants inscrits	Au moins 6% d'augmentation par an dans 80% des écoles appuyées par le PAM Taux de fréquentation égal ou supérieur à 90% dans 80% des écoles appuyées par le PAM Ratio garçons/filles égal à 1 dans 95% des écoles appuyées par le PAM	Cible: 6% d'augmentation du taux de scolarisation annuel Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes Cible: taux de fréquentation égal à 90% Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes Cible: Ratio garçons/filles égal à 1 Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes

¹⁵ Les programmes de protection social en faveur des ménages touchés par le sida, y compris les enfants isolés, contribuent à cet effet direct.

¹⁶ Y compris les personnes vivant avec le VIH et la promotion des moyens d'existence.

¹⁷ Dans le contexte de l'Objectif stratégique 4, **les avoirs des ménages** sont les avoirs **naturels** (terre, eau, forêts, etc.), **humains** (situation sanitaire et nutritionnelle, capacité physique, niveau d'instruction, etc.) et **financiers** (crédit, prêts, épargne, etc.).

¹⁸ Cette moyenne est calculée à partir du taux annuel de variation de toutes les écoles divisé par le nombre des écoles ayant fait l'objet de l'enquête.





OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.2 b): Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain des orphelins et des autres enfants vulnérables (filles et garçons) recevant une aide dans les établissements scolaires formels et non formels	4.2.4 Taux de passage en classe supérieure des garçons et des filles 4.2.5 Taux de scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables: taux annuel moyen de variation du nombre d'orphelins et d'autres enfants vulnérables (filles et garçons) inscrits 4.2.6 Taux de fréquentation des orphelins et autres enfants vulnérables: nombre de jours pendant lesquels les orphelins et autres enfants vulnérables (garçons et filles) vont en classe, en pourcentage du total de jours de classe	Taux de passage en classe égal ou supérieur à 50% dans 80% des écoles appuyées par le PAM Taux annuel d'augmentation des inscriptions égal ou supérieur à 4% dans 80% des écoles appuyées par le PAM Taux de fréquentation égal ou supérieur à 80% dans 80% des écoles appuyées par le PAM	Cible: Taux de passage en classe supérieure égal à 50% Source: données provenant des enquêtes auprès des écoles échantillonnées Cible: Taux annuel d'augmentation des inscriptions égal à 4% Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes Cible: taux de fréquentation égal à 80% ¹⁹ Source: données provenant du suivi annuel et/ou des enquêtes
	4.3.1 Prévalence des retards de croissance chez les enfants ciblés de moins de 2 ans (en pourcentage du rapport taille/âge) 4.3.2 Prévalence de l'anémie ferriprive chez les femmes et les enfants ²¹	Objectif nutritionnel atteint pour 80% des projets Objectif nutritionnel atteint pour 80% des projets	Cible: réduction de 10% ²⁰ par an des retards de croissance Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes Cibles: <ul style="list-style-type: none"> - réduction de 10% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des aliments enrichis sont fournis; - réduction de 20% par an de la prévalence de l'anémie ferriprive si des micronutriments en poudre sont fournis Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
	4.3.3 Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants ciblés de moins de 5 ans ²² (en pourcentage du rapport poids/âge)	Objectif nutritionnel atteint pour 80% des projets	Cible: réduction de 10% par an de la prévalence de l'insuffisance pondérale Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes

¹⁹ 80% représente le nombre minimum de jours d'école requis pour que les enfants réussissent leurs examens et passent dans la classe supérieure. Cependant, il se peut que les orphelins et autres enfants vulnérables manquent des jours de classe s'ils doivent accomplir d'autres tâches, comme s'occuper de leurs parents malades; le taux pourrait donc être ajusté en fonction du contexte du pays.

²⁰ Indique la réduction en pourcentage et non pas les points de pourcentage de la réduction.

²¹ <110 g/l pour les femmes enceintes; <120 g/l pour les femmes qui ne sont pas enceintes; 110 g/l pour les enfants âgés entre 6 et 59 mois.

²² Le groupe cible peut aussi comprendre des enfants de moins de 2 ou moins de 3 ans.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 4: RÉDUIRE LA FAIM CHRONIQUE ET LA DÉNUTRITION			Contribution à la réalisation des OMD 1 à 6
Buts 1. Aider les pays à ramener les taux de dénutrition en deçà du seuil critique et briser le cercle vicieux de la faim chronique transmise de génération en génération 2. Relever le niveau de l'éducation, de la nutrition et de la santé de base grâce à une aide alimentaire et nutritionnelle et à des outils destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle 3. Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des personnes touchées par le VIH/sida, la tuberculose ou d'autres pandémies			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 4.4: Amélioration de la réussite du traitement contre la tuberculose pour les patients ciblés	4.4.1 Taux de réussite du traitement antituberculeux ²³	Taux de réussite du traitement antituberculeux de 85% pour 65% des projets	Cible: 85% de taux de réussite du traitement antituberculeux ²⁴ Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 4.5: Augmentation du pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH et recevant un appui nutritionnel qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 à 12 mois après le début du traitement ²⁵	4.5.1 pourcentage d'adultes et d'enfants vivant avec le VIH et recevant un appui nutritionnel qui poursuivent leur thérapie antirétrovirale 6 à 12 mois après le début du traitement	Objectif atteint pour les adultes et les enfants dans 80% des projets	Cibles: <ul style="list-style-type: none"> - 75% des adultes et des enfants toujours sous thérapie antirétrovirale 12 mois après le début du traitement; - 79% des adultes et des enfants toujours sous thérapie antirétrovirale 6 mois après le début du traitement Source: données provenant du suivi effectué tous les deux ans (session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies ²⁶)
Produits	Indicateur		
Produits 4.1/4.2/4.3/4.4/4.5 (voir produits 1.1/1.2)			
Produit 4.1 c): Avoirs créés ou remis en état par les ménages ciblés afin de garantir leurs moyens de subsistance	4.1.1 (c) Nombre d'avoirs productifs et non productifs créés par les ménages ciblés, par type et unité de mesure		
Produit 4.2: Nombre d'écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conformément au programme de travail	4.2.1 Nombre d'écoles appuyées par le PAM		



²³ Le taux de réussite du traitement est le pourcentage de patients tuberculeux guéris par le traitement plus le pourcentage de ceux ayant terminé leur traitement (OMS 2007).

²⁴ Objectif international de l'OMS pour les patients mis sous traitement antituberculeux (OMS 2007); Rapport mondial 2008 sur la lutte contre la tuberculose (OMS 2008).

²⁵ L'aide du PAM porte sur une période de 6 à 12 mois selon le programme.

²⁶ Conformément à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida.



OBJECTIF STRATÉGIQUE 5: RENFORCER LES CAPACITÉS DES PAYS DE LUTTER CONTRE LA FAIM, NOTAMMENT GRÂCE À UNE STRATÉGIE DE TRANSFERT DES RESPONSABILITÉS ET AUX ACHATS LOCAUX			Contribution à la réalisation des OMD 1 et 8
Buts 1. <i>Utiliser le pouvoir d'achat du PAM pour appuyer le développement durable des systèmes destinés à protéger la sécurité alimentaire et nutritionnelle et faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales.</i> 2. <i>Élaborer des stratégies de transfert des responsabilités claires pour trouver des solutions au problème de la faim répondant à l'initiative nationale</i> 3. <i>Renforcer les capacités des pays de formuler, de gérer et d'appliquer des politiques, programmes et outils visant à prévenir et à atténuer la faim</i>			
Effets directs	Indicateurs	Cibles visées et mesure des résultats au niveau du Programme	Cibles visées par les projets et source des données
Effet direct 5.1: Nouvelles possibilités de commercialisation au niveau national grâce aux achats effectués localement par le PAM à des conditions avantageuses	5.1.1 <i>Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux, en pourcentage des produits alimentaires distribués dans le pays</i>	Objectif atteint dans 80% des pays recevant une aide du PAM	Cible: objectif établi pour le pays– augmentation en pourcentage des produits alimentaires achetés sur les marchés locaux à des conditions avantageuses Source: données provenant du suivi annuel et de l'analyse du rapport coût-efficacité
Effet direct 5.2: Progrès réalisés vers la recherche de solutions aux problèmes de la faim répondant à l'initiative nationale	5.2.1 <i>Accord sur le transfert des responsabilités mis en œuvre conformément à la stratégie</i>	Accord sur le transfert des responsabilités mis en œuvre conformément à la stratégie dans 80% des pays	Cible: accord sur le transfert des responsabilités mis en œuvre conformément aux jalons et au calendrier fixés par le gouvernement et le PAM – "oui" ou "non" Source: Données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Effet direct 5.3: Elargissement du cadre directeur national afin d'intégrer des solutions au problème de la faim ²⁷	5.3.1 <i>Financement et mise en œuvre, selon les prévisions, des solutions au problème de la faim figurant dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) tels qu'approuvés</i>	Solutions au problème de la faim financées dans le cadre du PNUAD ou DSRP dans 50% des pays	Cible: dans les pays où le PAM mène des campagnes de sensibilisation, les solutions au problème de la faim figurant dans le PNUAD et le DSRP tels qu'approuvés reçoivent les crédits budgétaires prévus – "oui" ou "non" Source: données provenant du suivi et/ou des enquêtes
Produits	Indicateur		
Produit 5.1: Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux	5.1.1 a) Produits alimentaires achetés localement, exprimés en tonnes, par type et catégorie de pays 5.1.1 b) Produits alimentaires achetés localement, exprimés en pourcentage de la quantité totale de produits alimentaires achetés 5.1.1 c) % des pays effectuant des achats locaux et réalisant des analyses du rapport coût-efficacité		
Produit 5.2: Stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le gouvernement mises en place	5.2.1 Nombre de stratégies de transfert des responsabilités convenues entre le PAM et le gouvernement		
Produit 5.3: Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux mesures/programmes de formation du PAM	5.3.1 Nombre de documents officiels comme le PNUAD/DSRP prévoyant les crédits budgétaires pour les solutions au problème de la faim 5.3.2 Nombre de personnes ayant reçu une formation dans les domaines suivants: évaluation des besoins, ciblage, gestion de l'aide alimentaire sur les plans quantitatif et qualitatif, analyse des marchés, gestion de l'information, analyse de la problématique hommes-femmes et procédures locales de soumission des appels d'offres, ventilées par sexe et par type d'intervenant (PAM, gouvernement et partenaires)		

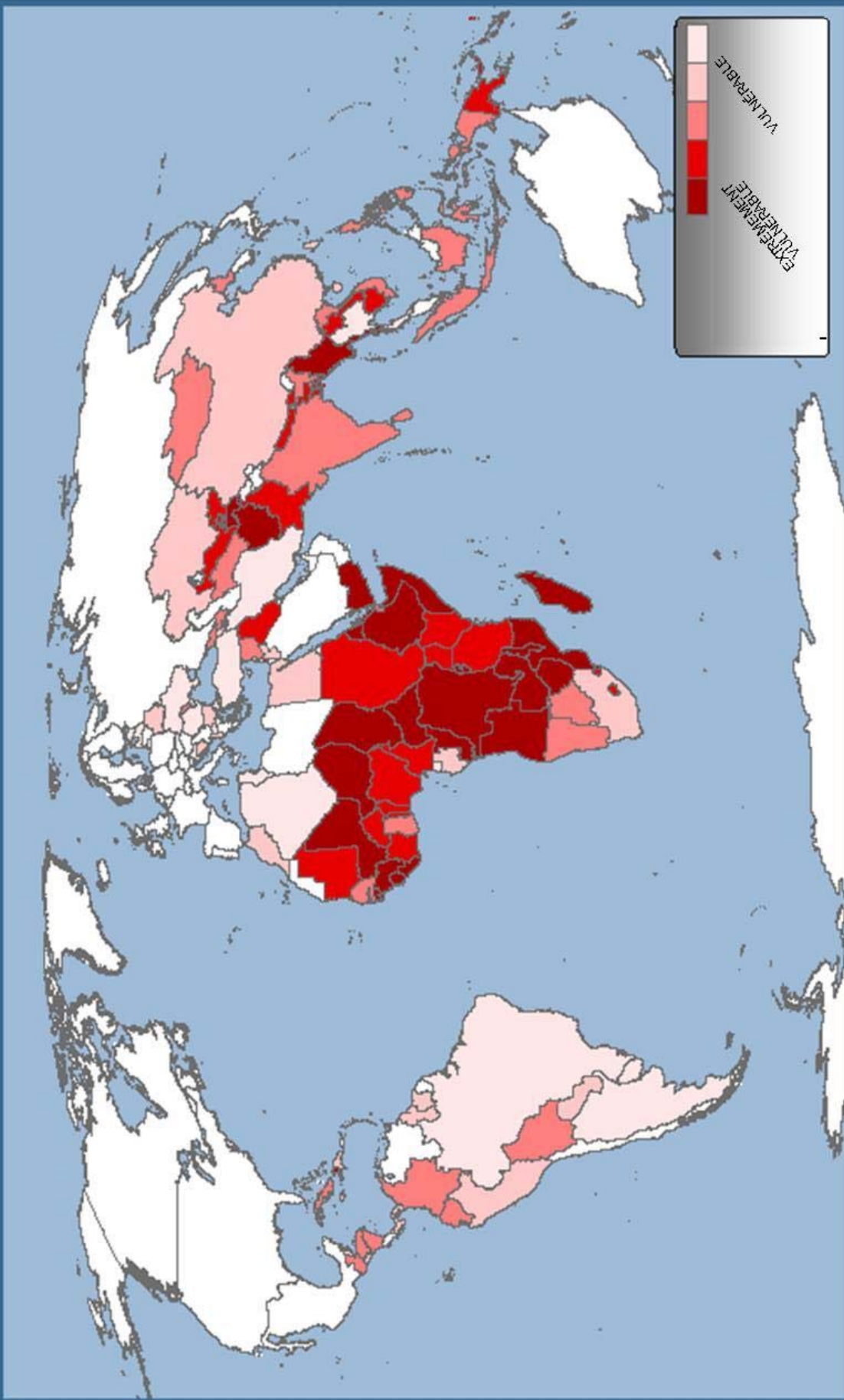
²⁷ Les solutions au problème de la faim comprennent, sans s'y limiter, l'alimentation scolaire, les évaluations des besoins, le ciblage, la gestion de l'aide alimentaire en termes quantitatifs et qualitatifs, l'analyse des marchés, la gestion de l'information, l'analyse de la problématique hommes-femmes et les procédures locales de soumission des appels d'offres.

ANNEXE III: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE

	2004	2005	2006	2007	2008*
Livraisons d'aide alimentaire (en millions de tonnes)					
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde	7,3	8,3	7,0	6,0	6,3
Part du total correspondant au PAM	3,7	4,5	3,8	3,1	4,0
Livraisons d'aide alimentaire, par produit					
Céréales	6,4	7,1	5,9	5,1	5,4
Produits autres que les céréales	0,9	1,2	1,0	0,9	0,9
Livraisons d'aide alimentaire dans le monde (%)					
Achant dans les pays en développement	28	29	35	39	34
Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie					
Bilatérales	23	23	20	22	10
Multilatérales	52	54	55	54	66
ONG	25	23	25	24	24
Livraisons d'aide alimentaire, par catégorie					
Opérations d'urgence	57	63	61	62	76
Projets	25	23	24	23	19
Programmes	18	14	15	15	5
Livraisons d'aide alimentaire, par région					
Afrique subsaharienne	50	55	57	53	64
Asie	28	30	20	30	23
Europe orientale et CEI**	6	4	6	5	2
Amérique latine et Caraïbes	8	8	9	6	5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	8	3	8	6	6
Livraisons à destination des					
Pays en développement	94,4	99,1	99,4	97,7	98,3
Pays à faible revenu	53,7	60,3	58,3	56,0	70,3
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	85,1	93,9	89,0	92,1	93,0
Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales, exprimées en pourcentage					
de la production mondiale de céréales	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
des importations mondiales de céréales***	2,7	2,9	2,3	2,2	2,4
Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, exprimées en % de leur(s)					
production de céréales	0,6	0,8	0,6	0,5	0,6
importations de céréales***	8,4	9,5	7,4	6,7	6,8
* Les données de 2008 sont provisoires.					
** Communauté d'États indépendants					
*** Les importations de céréales pour 2007 et 2008 sont des estimations.					
Source: INTERFAIS, mars 2009 et FAO.					

**ANNEXE IV: VULNÉRABILITÉ À LA HAUSSE DES PRIX DES
DENRÉES ALIMENTAIRES ET DES CARBURANTS**

Carte établie par le
Service de l'analyse de
la sécurité alimentaire
(OMXF)



Data source: WFP Food Security Analysis Branch - Cartographic Projection: M. d'Uy de-Thomès. Rat-Polar Quasi-c. - Map downloadable from <http://vam.wfp.org/visuals>. The boundaries and names shown on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

First produced: 15 April 2008
Reproduced: 21 May 2008

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ANNEXE V: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2008				
	Quantité (tonnes)	% du total	En millions de dollars	% du total
<i>Pays en développement</i>				
Pays les moins avancés	582 782	21	274,6	20
Autres pays à faible revenu	141 417	5	69,2	5
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	727 174	26	447,7	32
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	681 981	24	301,4	21
Total partiel	2 133 355	76	1 092,9	78
<i>Pays développés</i>				
Total partiel	691 312	24	315,0	22
TOTAL	2 824 667	100	1 407,9	100
No.	Pays en développement	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)	
1	Afrique du Sud	472 492	163 713 077	
2	Équateur	66 582	99 906 505	
3	Inde	283 180	98 239 852	
4	Pérou	37 689	62 784 127	
5	Turquie	104 815	54 454 094	
6	Ouganda	109 689	53 006 581	
7	Malaisie	38 542	44 677 455	
8	Soudan	104 876	42 723 736	
9	Indonésie	35 554	36 830 918	
10	Éthiopie	49 209	30 212 540	
11	Ukraine	139 061	30 195 516	
12	Kenya	57 538	29 595 282	
13	Myanmar	54 976	21 951 936	
14	Kazakhstan	47 549	21 644 962	
15	Bangladesh	24 096	17 506 856	
16	Chine	21 647	17 340 730	
17	Malawi	30 597	15 334 167	
18	Honduras	17 901	14 220 837	
19	Mozambique	35 407	14 149 827	
20	Viet Nam	29 041	14 063 865	
21	Thaïlande	31 109	13 556 104	

ANNEXE V: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2008			
No.	Pays en développement	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
22	Pakistan	35 869	13 375 418
23	Rwanda	23 875	13 213 079
24	El Salvador	6 869	11 637 818
25	Népal	17 354	11 274 070
26	Argentine	10 794	11 261 937
27	Zambie	29 846	10 571 215
28	République-Unie de Tanzanie	22 413	9 652 995
29	Cambodge	20 432	9 113 318
30	Bolivie	9 664	9 060 390
31	Colombie	10 001	8 589 634
32	Territoire palestinien occupé	9 730	8 269 113
33	Ghana	10 828	7 093 493
34	Égypte	6 451	6 381 456
35	Guatemala	7 873	5 882 865
36	Nicaragua	7 757	4 981 360
37	République démocratique du Congo	7 824	4 561 315
38	Burkina Faso	12 381	4 271 550
39	Cameroun	8 861	4 156 115
40	Sri Lanka	9 689	4 137 389
41	République démocratique populaire lao	8 338	4 003 352
42	Lesotho	11 808	3 800 474
43	Zimbabwe	6 191	3 666 314
44	Algérie	1 973	2 309 226
45	Brésil	4 450	2 212 142
46	Mexique	2 059	1 967 867
47	Philippines	3 422	1 916 525
48	Mali	5 177	1 839 935
49	République arabe syrienne	2 500	1,810,699
50	Bénin	3 543	1 733 617
51	Burundi	2 615	1 275 709
52	Sénégal	3 631	1 259 855
53	Namibie	4 685	1 113 526
54	Cuba	544	1 053 345

ANNEXE V: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2008			
No.	Pays en développement	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
55	Haïti	900	1 026 000
56	Géorgie	1 381	977 883
57	République dominicaine	1 107	969 421
58	Guyana	884	919 360
59	Azerbaïdjan	829	851 890
60	Yémen	1 084	670 891
61	Ouzbékistan	799	659 175
62	Kyrgyzistan	759	651 441
63	Niger	1 046	560 192
64	Somalie	761	485 265
65	Belize	737	422 765
66	Arménie	618	408 562
67	Bhoutan	648	336 704
68	Cap-Vert	78	129 095
69	Maroc	79	115 579
70	Côte d'Ivoire	126	97 797
71	Togo	200	74 850
72	Tadjikistan	266	17 353
73	Gambie	57	11 371
Total partiel (78% en valeur monétaire)		2 133 355	1 092 941 677
No.	Pays développés	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
1	Canada	196 083	89 206 576
2	Belgique	67 759	44 216 050
3	France	109 350	41 779 924
4	Italie	69 555	35 178 765
5	Bulgarie	109 084	32 948 053
6	Fédération de Russie	45 054	27 072 268
7	Japon	38 671	15 087 563
8	Émirats arabes unis	23 250	10 386 723
9	États-Unis d'Amérique	15 207	9 855 094
10	Danemark	8 091	4 891 157
11	Espagne	5 160	2 461 385
12	Pays-Bas	4 049	1 874 295
Total partiel (22% en valeur monétaire)		691 312	314 957 853
Total		2 824 667	1 407 899 530

ANNEXE VI A – PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES						
Principaux partenaires	2006		2007		2008	
	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays	Nombre de projets	Nombre de pays
UNICEF	128	65	149	72	140	71
FAO	87	56	105	61	99	63
OMS	65	41	68	41	75	46
PNUD	67	44	76	47	67	43
HCR	59	45	63	41	54	43
UNFPA	29	21	51	34	51	38
ONUSIDA	32	26	40	28	40	31
Autres*	25	21	41	25	29	24
BANQUE MONDIALE	20	15	18	14	20	16
UNESCO**	16	13	14	10	19	14
OMI***	15	14	22	18	19	18
FIDA	10	8	17	14	18	14
CICR	14	13	16	12	15	13
FICR****	8	7	8	6	13	10
OIT*****	10	9	14	12	13	11
UNIFEM*****	7	5	9	7	6	6
PNUE	2	2	2	2	3	3
ONU-Habitat	4	4	4	3	1	1
TOTAL	190	81	208	79	197	78

Note: Les totaux ne sont pas la somme des chiffres de la colonne car il y a plus d'un partenaire par projet et par pays.

* "Autres" comprend des entités comme les missions des Nations Unies.

** Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

*** Organisation maritime internationale

**** Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

***** Organisation internationale du Travail

***** Fonds de développement des Nations Unies pour la femme



ANNEXE VI B: ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET SECTEURS DE COOPÉRATION						
Secteur de coopération	2006		2007		2008	
	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales	Nombre d'ONG internationales	Nombre d'ONG nationales
Promotion de l'agriculture et de la production agricole	49	367	50	256	46	213
Projets d'agroforesterie	16	129	18	83	21	88
Projets d'élevage ou de pisciculture	19	115	16	52	5	44
Réserves alimentaires	8	13	9	45	4	32
VIH/sida	73	465	63	387	62	323
Mise en valeur des terres et des ressources en eau	36	184	36	194	51	299
Alphabétisation	23	355	26	260	23	139
SMI	86	481	81	371	87	429
Crèches et jardins d'enfants	19	506	23	354	18	221
Autres activités VPF	62	444	55	361	59	528
Autres activités VCT	40	192	40	212	40	175
Écoles primaires	71	564	80	675	70	831
Services/établissements scolaires/logements publics	31	123	35	92	36	122
Santé publique/éradication des maladies (hormis le VIH/sida)	56	136	60	105	56	139
Écoles secondaires	8	62	17	52	15	36
Installation/réinstallation	11	34	15	26	15	12
Total des rations gratuites au titre des secours	90	483	82	356	89	439
Transport (routes d'accès, routes rurales, etc.)	36	105	25	74	27	104

ANNEXE VII: PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS AU 31 DÉCEMBRE 2008

CATÉGORIE	TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES	NOMBRE D'EMPLOYÉS SUR LE TERRAIN ¹	POURCENTAGE D'EMPLOYÉS SUR LE TERRAIN
Catégories supérieures (D-2 et plus)	43	12	28	14	33
Fonctionnaires du cadre organique recrutés au niveau international (P-1 à D-1)	1 208	487	40	740	61
TOTAL PARTIEL	1 251	499	40	754	60
Administrateurs auxiliaires	61	36	59	47	77
Volontaires des Nations Unies	126	36	29	126	100
Administrateurs nationaux ²	451	163	36	451	100
Contrats de service	126	39	31	126	100
TOTAL, CADRE ORGANIQUE ET CATÉGORIES SUPÉRIEURES	2 015	773	38	1 504	75
Agents des services généraux ²	2 412	932	39	2 042	85
Contrats de service	5 770	1 381	24	5 770	100
TOTAL, AGENTS DES SERVICES GÉNÉRAUX	8 182	2 313	28	7 812	95
TOTAL, PERSONNEL DU PAM⁽³⁾	10 197	3 086	30	9 316	91

Notes:

¹ Le nombre d'employés sur le terrain comprend 75 fonctionnaires qui sont en congé sans solde, prêtés dans le cadre d'un accord de prêt remboursable ou détachés auprès d'autres organismes des Nations Unies, au 31 décembre 2008.

² Les catégories des administrateurs nationaux et des agents des services généraux comprennent des engagements de durée limitée.

³ Le total des effectifs du PAM a été calculé sans tenir compte des contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme par exemple les contrats de consultants, les contrats de louage de services et le travail temporaire, les accords de services spéciaux, stagiaires, volontaires du PAM et travailleurs occasionnels.



ANNEXE VIII: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES¹ POUR 2008 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	2 000		1 000		1 000		
ANDORRA	58		10				48
ARGENTINE	100				100		
AUSTRALIE	112 132	7 005	14 411	9 590	60 720	4 244	16 162
AUTRICHE	3 935		899		3 037		
BANGLADESH	7 187	7 187					
BELGIQUE	24 784	696	996	1 253	18 955	1 393	1 491
BHOUTAN	5						5
BOLIVIE	233						233
BOTSWANA	151				151		
BRÉSIL	1 441				200		1 241
BULGARIE	15						15
BURKINA FASO	1 857	581	1 276				
BURUNDI	2 431				2 431		
CAMBODGE	2 164				2 164		
CANADA	275 392	51 965	36 122	10 381	168 405	7 394	1 127
CHINE	9 576	2 000		17	7 500		58
COLOMBIE	1 103				1 000		103
CONGO	800				800		
CROATIE	62				50		12
CUBA	74						74
CHYPRE	200	200					
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	817	155	57		605		
DANEMARK	56 544	33 827	4 082		9 118	2 972	6 545
TIMOR ORIENTAL	350				350		
ÉQUATEUR	248						248
ÉGYPTE	1 211	602			237		372
EL SALVADOR	200						200
ESTONIE	242		41		121		80
COMMISSION EUROP.	355 435	17 494	155 412		150 820	30 036	1 673

¹ Tous les chiffres sont fondés sur les données provenant du système de mobilisation des ressources et des contributions des donateurs pour l'année 2008.



ANNEXE VIII: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES¹ POUR 2008 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
ÎLES FAROE	30						30
FINLANDE	28 257	9 077	5 492	621	12 127	939	
FRANCE	40 878	2 186	4 603	503	30 295	756	2 535
ALLEMAGNE	100 479	31 632	7 101		57 728	1 295	2 723
GHANA	4 550		4 550				
GRÈCE	8 613	300	2 327	1	5 985		
GUINÉE	59	59					
HAÏTI	975				975		
SAINT-SIÈGE	10						10
HONDURAS	520	67					453
HONGRIE	65						65
ISLANDE	2 104	1 603		1			500
INDE	17 130	3 573			12 041		1 516
INDONÉSIE	2 000				2 000		
OMI	43				43		
IRAQ	40 000		40,000				
IRLANDE	39 820		6 612	2 327	20 434	5 151	5 296
ISRAËL	30						30
ITALIE	103 348	27 267	16 125		36 018	1 308	22 631
JAPON	177 900	21 233	47 593	817	106 351		1 905
JORDANIE	89	42					47
KENYA	6 036	1 286	4 750				
RÉPUBLIQUE DE CORÉE	2 601		900		1 501		200
LIECHTENSTEIN	303			96	206		
LITHUANIE	27		27				
LUXEMBOURG	14 276	3 549	1 082		5 113	837	3 694
MADAGASCAR	2 411	2 408					3
MALAWI	539				539		
MALAISIE	4			4			
MALI	176	176					
MAURITANIE	1 237	1 230					8

ANNEXE VIII: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES¹ POUR 2008 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
MEXIQUE	50				50		
MONACO	157	79			79		
MOZAMBIQUE	105				105		
NÉPAL	16 200				16 200		
PAYS-BAS	117 435	2 247	19 428	4 944	80 569	10 248	
NOUVELLE-ZÉLANDE	14 069	4 080	2 030	2	2 654		5 303
NICARAGUA	25						25
NORVÈGE	53 466	9 744	7 171	9 813	25 449	1 289	
FONDS DE L'OPEP	2 437	90	1 000		1 347		
PAKISTAN	1 925				1 876		50
PANAMA	22						22
PÉROU	317				20		297
POLOGNE	1 164				964		200
PORTUGAL	111						111
DONATEURS PRIVÉS**	143 752	27 084	11 837		15 669	3 215	85 946
ROUMANIE	301				301		
FÉDÉRATION DE RUSSIE	15 000	5 000	2 500		7 500		
ARABIE SAOUDITE	503 753	1 022	944		1 786		500 000
SINGAPOUR	2			2			
SLOVAQUIE	72				57		15
SLOVÉNIE	135		33		103		
AFRIQUE DU SUD	315		175		140		
ESPAGNE	115 288	18 660	6 616	13 243	22 686	4 353	49 730
SRI LANKA	11						11
SUÈDE	81 673		21 467	3 814	42 890	741	12 762
SUISSE	45 668	2 295	11 627	1 837	23 704	2 918	3 286
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	63						63
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	94						94
THAÏLANDE	138				20		118
TURQUIE	4 100		1 700		2 400		

ANNEXE VIII: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES¹ POUR 2008 (en milliers de dollars)

DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATIONS D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉRATIONS SPÉCIALES	AUTRES*
ROYAUME-UNI	171 050	3 072	34 652	223	105 606	22 508	4 990
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	2 066 286	96 502	812 912		1 133 157	22 190	1 525
CERF, FONDS COMMUN ET ORGANISMES DES NATIONS UNIES	217 405	2 088	57 087	16	103 110	45 801	9 303
ÉMIRATES ARABES UNIS	50		50				
VENEZUELA	750				750		
BANQUE MONDIALE	11 143	6 850			1 900	2 393	
ZAMBIE	2 030				2 030		
TOTAL GÉNÉRAL	5 041 818	406 213	1 346 697	59 506	2 312 240	171 980	745 182
<i>Contributions bilatérales</i>							136 727

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

** Les contributions de donateurs privés ne comprennent pas les dons extraordinaires en nature tels que la publicité.

ANNEXE IX TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2005-2008 (en milliers de dollars)

	2005		2006		2007		2008 ⁴	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
GRAND TOTAL	2 892 401	100	2 664 994	100	2 753 308	100	3 535 746	100
DÉVELOPPEMENT	258 884	9	268 210	10	309 318	11	292 112	8
SECOURS	2 282 892	79	1 962 307	74	2 005 656	73	2 733 744	77
Opérations d'urgence	1 046 223		729 025		716 411		944 581	
IPSR	1 236 669		1 233 282		1 289 245		1 789 163	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	196 724	7	236 336	9	166 244	6	200 252	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ²	153 901	5	198 141	7	272 090	10	309 639	9
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	2 042 876	100	1 761 907	100	1 831 640	100	2 214 246	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	69		66		67		63	
DÉVELOPPEMENT	145 704	7	130 139	7	154 001	8	165 351	7
SECOURS	1 762 296	86	1 517 868	86	1 513 588	83	1 892 447	85
Opérations d'urgence	745 297		635 785		645 048		719 838	
IPSR	1 016 999		882 083		868 540		1 172 609	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	130 188	6	112 399	6	134 782	7	141 532	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ³	4 688	0	1 501	0	29 269	2	14 916	1
ASIE	516 254	100	474 125	100	484 657	100	690 747	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	18		18		18		20	
DÉVELOPPEMENT	71 047	14	94 317	20	121 606	25	83 631	12
SECOURS	379 069	73	274 646	58	320 518	66	551 548	80
Opérations d'urgence	241 316		56 120		36 760		124 197	
IPSR	137 753		218 526		283 758		427 352	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	63 343	12	99 285	21	28 096	6	44 522	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ³	2 794	1	5 877	1	14 436	3	11 046	2



ANNEXE IX TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2005-2008
(en milliers de dollars)

	2005		2006		2007		2008 ⁴	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	35 874	100	32 044	100	33 603	100	37 747	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	1		1		1		1	
DÉVELOPPEMENT			-	-	-	-	-	-
SECOURS	35 874	100	32 044	100	33 597	100	37 192	99
Opérations d'urgence	8 018		5 928		8 053		6 254	
IPSR	27 856		26 116		25 544		30 938	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	-	-	0	0	555	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ³	-	-	-	-	6	0	-	-
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	73 480	100	71 984	100	178 219	100	258 692	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	2		3		6		7	
DÉVELOPPEMENT	31 831	43	24 442	34	30 177	17	26 771	10
SECOURS	41 188	56	46 339	64	48 776	27	100 697	39
Opérations d'urgence	10 295		13 951		15 359		29 167	
IPSR	30 893		32 389		33 418		71 530	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	461	1	1 202	2	473	0	7 485	3
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ³	-	-	-	-	98 793	55	123 739	48
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	84 116	100	91 333	100	117 065	100	159 130	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	3		3		4		5	
DÉVELOPPEMENT	15 774	19	10 090	11	10 128	9	12 358	8
SECOURS	55 629	66	61 150	67	102 383	87	138 288	87
Opérations d'urgence	35 798		9 901		17 199		60 657	
IPSR	19 831		51 249		85 184		77 631	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	2 699	3	15 783	17	1 736	1	194	0
OPÉRATIONS BILATÉRALES, FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE ET AUTRES ³	10 013	12	4 310	5	2 818	2	8 289	5

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Les dépenses opérationnelles comprennent le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet/opération.

³ Jusqu'en 2006 seules les opérations bilatérales sont comptabilisées.

⁴ Les dépenses de 2008 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.



ANNEXE IX TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2005-2008
(en milliers de dollars)

	2005					2006					2007					2008 ⁴					
	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ³	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ³	Total	
ASIE																					
Afghanistan	-	92 260	1 779	-	94 040	-	81 938	12 934	-	94 872	-	118 893	14 821	6	133 719	-	189 836	14 636	369	204 841	
Bangladesh	16 629	18 247	-	1 061	35 938	42 113	4 125	-	3 283	49 521	65 185	12 387	-	1 858	79 430	33 119	62 476	-	-658	94 938	
Bhoutan	2 287	-	-	-	2 287	1 694	-	-	-	1 694	3 711	-	-	-	3 711	2 210	-	-	-	2 210	
Cambodge	1 641	7 159	-	358	9 158	1 943	11 238	-	759	13 940	2 028	13 459	-	2 883	18 371	1 777	18 059	-	351	20 187	
Chine	9 933	-	-	-	9 933	181	-	-	-	181	-	-	-	-	-	-	402	-	-	402	
Inde	12 721	266	-	-	12 986	14 990	-	-	-	14 990	14 879	-	-	6 403	21 282	8 855	577	-	9 696	19 128	
Indonésie	-	103 392	29 008	1 375	133 775	-	63 145	27 047	1 835	92 026	-	36 876	5 171	2 989	45 036	-	24 290	1 007	728	26 025	
Pôle d'Islamabad	-	-66	-0	-	-67	-	-	-	-	-	-	49	-	-	49	-	-	-	-	-	
Rép. pop. dém. de Corée	-	55 402	8	0	55 410	-	9 964	-	-	9 964	-	33 699	-	-	33 699	-	73 026	-	-	73 026	
Rép. dém. pop. lao	3 849	815	-	-	4 664	3 092	1 305	-	-	4 397	4 356	2 965	-	-	7 321	5 788	3 648	-	-	9 436	
Maldives	-	2 096	2 623	-	4 719	-	366	2 943	-	3 309	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Myanmar	-	9 119	-	-	9 119	-	9 527	-	-	9 527	-	11 307	-	-	11 307	-	54 559	26 606	-	81 165	
Népal	10 919	5 762	228	-	16 909	15 215	9 599	531	-	25 345	15 703	21 463	152	-	37 318	6 238	38 150	-	-	44 388	
Pakistan	12 748	19 511	17 517	-	49 776	14 497	45 346	53 438	-	113 281	14 368	11 187	4 171	85	29 812	24 623	21 829	260	79	46 792	
Philippines	-	-	-	-	-	-	4 551	-	-	4 551	-	11 588	-	-	11 588	-	8 327	-	-	8 327	
Sri Lanka	278	53 482	7 041	-	60 801	592	22 175	824	-	23 591	1 376	38 070	3 329	213	42 988	1 021	48 528	1 958	195	51 702	
Thaïlande	-	400	-	-	400	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Timor-Leste	-	1 331	-	-	1 331	-	7 275	-	-	7 275	-	8 576	-	-	8 576	-	7 838	-	285	8 123	
Autres dépenses régionales	43	9 893	5 138	-	15 074	-	4 091	1 568	-	5 659	-	-	451	-	451	-	-	55	-	55	
TOTAL POUR LA RÉGION	71 047	379 069	63 343	2 794	516 254	94 317	274 646	99 285	5 877	474 125	121 606	320 518	28 096	14 436	484 657	83 631	551 548	44 522	11 046	690 747	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																					
Albanie	-	2 103	-	-	2 103	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Arménie	-	2 345	-	-	2 345	-	2 725	-	-	2 725	-	5 388	-	-	5 388	-	3 824	-	-	3 824	
Azerbaïdjan	-	5 548	-	-	5 548	-	5 084	-	-	5 084	-	7 836	-	-	7 836	-	1 473	-	-	1 473	
Géorgie	-	4 622	-	-	4 622	-	4 589	-	-	4 589	-	4 381	-	6	4 387	-	8 956	555	-	9 510	
Kirghizistan	-	4	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69	-	-	69	
Fédération de Russie	-	8 019	-	-	8 019	-	5 931	-	-	5 931	-	8 212	-	-	8 212	-	6 185	-	-	6 185	
Serbie-et-Monténégro*	-	-	-	-	-	-	-3	-	-	-3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tadjikistan	-	13 234	-	-	13 234	-	13 709	-	-	13 709	-	7 780	-	-	7 780	-	16 685	-	-	16 685	
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	35 874	-	-	35 874	-	32 044	-	-	32 044	-	33 597	-	6	33 603	-	37 192	555	-	37 747	



ANNEXE IX TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2005-2008
(en milliers de dollars)

	2005					2006					2007					2008 ⁴				
	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ³	Total	Développement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilatérales, fonds d'affectation spéciale et autres ³	Total
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Barbade	-	-	-	-	-	-	166	18	-	184	-	28	36	-	64	-	84	2	-	86
Belize	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	145	-	-	145	-	50	-	-	50
Bolivie	3 632	646	-	-	4 279	3 500	1 452	-	-	4 952	3 325	3 968	-	306	7 599	3 434	6 773	-	1 184	11 391
Colombie	-	11 041	-	-	11 041	0	12 544	-	-	12 544	-	15 480	-	3 858	19 338	-	17 071	-	2 587	19 658
Cuba	5 750	1 840	-	-	7 590	4 245	862	-	-	5 106	2 036	265	-	-	2 301	2 332	1 802	-	-	4 134
République dominicaine	19	-0	-	-	19	2	-	-	-	2	-	569	-	-	569	-	3 057	-	-	3 057
Équateur	-	204	-	-	204	-	1 146	-	-	1 146	-	890	144	63 433	64 467	-	2 186	9	77 090	79 284
El Salvador	705	1 403	-	-	2 107	422	1 871	1	-	2 293	1 226	1 431	77	-	2 734	2	300	51	3 483	3 837
Guatemala	2 164	6 819	-	-	8 983	879	14 169	-	-	15 048	2 423	4 132	-	-	6 555	2 874	5 291	-	-	8 165
Guyana	-	245	-	-	245	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haiti	7 651	13 520	302	-	21 473	4 748	9 938	-	-	14 687	11 200	10 542	-	-	21 742	1 649	50 455	7 419	-	59 523
Honduras	1 530	2 112	-	-	3 643	788	1 134	-	-	1 922	4 269	1 445	-	17 262	22 976	1 894	966	-	-3 844	-983
Jamaïque	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32	-	-	32	-	1	-	-	1
Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	112	-	-	112	-	314	-	-	314
Nicaragua	6 828	2 255	-	-	9 082	7 639	2 777	-	-	10 416	2 371	5 226	-	-	7 597	8 658	7 236	-	-	15 893
Panama	-	-	-	-	-	-	281	575	-	856	-	17	17	-	34	-	53	2	-	55
Pérou	3 207	1 103	-	-	4 309	1 351	0	-	-	1 352	1 816	4 474	-	13 934	20 223	4 191	4 945	-	43 239	52 375
Autres dépenses régionales	345	-	159	-	504	869	-	608	-	1 478	1 511	20	198	-	1 729	1 737	113	1	-	1 851
TOTAL POUR LA RÉGION	31 831	41 188	461	-	73 480	24 442	46 339	1 202	-	71 984	30 177	48 776	473	98 793	178 219	26 771	100 697	7 485	123 739	258 692
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	11 330	-	-	11 330	-	10 411	-	-	10 411	-	13 278	-	6	13 285	-	22 776	-	-	22 776
Égypte	4 452	-	-	-	4 452	1 389	112	-	-	1 501	1 568	-	-	2 684	4 251	4 536	-	-	-	4 536
Iran	-	763	-	-	763	-	384	-	-	384	-	826	-	-	826	-	1 238	-	-	1 238
Iraq **	-	18 553	374	10 013	28 940	-	5 851	-	1 420	7 271	-	12 915	-	59	12 974	-	37 144	-	8 244	45 388
Jordanie	402	8	-	-	409	500	-	-	-	500	516	-	-	-	516	138	-	-	-	138
Liban	-	-	-	-	-	-	6 930	14 519	2 890	24 339	-	470	1 239	-0	1 709	-	-	-	-	1 709
Jamahiriya arabe libyenne	-	-	2 326	-	2 326	-	1 265	-	-	1 265	-	-	497	-	497	-	-	194	-	194
Maroc	-0	16	-	-	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Territoire palestinien occupé	-	24 432	-	-	24 432	-	36 625	-	-	36 625	-	69 993	-	0	69 993	-	52 244	-	-0	52 244
République arabe syrienne	3 900	-	-	-	3 900	926	110	-	-	1 036	3 544	2 868	-	69	6 481	639	19 069	-	45	19 753
Yémen	6 988	527	-	-	7 514	7 241	649	-	-	7 891	4 499	2 033	-	-	6 532	7 045	5 797	-	-	12 842
Autres dépenses régionales	34	-	-	-	34	33	78	-	-	111	-	-	-	-	-	-	21	-	-	21
TOTAL POUR LA RÉGION	15 774	55 629	2 699	10 013	84 116	10 090	61 150	15 783	4 310	91 333	10 128	102 383	1 736	2 818	117 065	12 358	138 288	194	8 289	159 130
AUTRES ²	-5 472	8 836	32	-17 472	139 801	9 223	30 261	7 666	76	233 601	-6 594	-13 207	1 157	126 769	108 124	4 001	13 571	5 964	151 649	175 185

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux et les fonds d'affectation spéciale, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération, figurent au-dessous du total de la colonne (2005 et 2006).

³ Comprend toutes les dépenses pour les opérations bilatérales, les fonds d'affectation spéciale, le Fonds général et les comptes spéciaux.

⁴ Les dépenses de 2008 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Depuis juin 2006, la Serbie et le Monténégro sont deux pays distincts.

(**) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "Pétrole contre nourriture".



ANNEXE IX TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2005–2008
(en milliers de dollars)

	2005		2006		2007		2008 ⁴	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
<u>DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:</u>	2 541 776	100,0	2 230 517	100,0	2 314 974	100,0	3 025 855	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
PMA	1 936 214	76,2	1 598 180	71,7	1 710 707	73,9	2 178 093	72,0
PFRDV	2 426 995	95,5	2 063 484	92,5	2 175 770	94,0	2 810 174	92,9
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	1 908 000	75,1	1 648 007	73,9	1 667 589	72,0	2 057 798	68,0
Asie	450 117	17,7	368 962	16,5	442 125	19,1	635 179	21,0
Europe orientale et CEI ³	35 874	1,4	32 044	1,4	33 597	1,5	37 192	1,2
Amérique latine et Caraïbes	73 019	2,9	70 782	3,2	78 953	3,4	127 468	4,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	71 403	2,8	71 240	3,2	112 511	4,9	150 646	5,0
<u>DÉVELOPPEMENT:</u>	258 884	100,0	268 210	100,0	309 318	100,0	292 112	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
PMA	174 493	67,4	184 529	68,8	227 011	73,4	192 657	66,0
PFRDV	247 167	95,5	246 228	91,8	302 146	97,7	273 412	93,6
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	145 704	56,3	130 139	48,5	154 001	49,8	165 351	56,6
Asie	71 047	27,4	94 317	35,2	121 606	39,3	83 631	28,6
Amérique latine et Caraïbes	31 831	12,3	24 442	9,1	30 177	9,8	26 771	9,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	15 774	6,1	10 090	3,8	10 128	3,3	12 358	4,2

¹ À l'exclusion des dépenses AAP.

² Classement réel pour chaque année.

³ Secours uniquement.

⁴ Les dépenses de 2008 établies selon les normes IPSAS ne peuvent pas être comparées à celles de 2007 et des années précédentes où le PAM appliquait les normes UNSAS.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
ACF	Action contre la faim
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
CCEG	contributions de contrepartie en espèces des gouvernements
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CCS	Conseil des chefs de secrétariat
CDAА	Communauté de développement de l'Afrique australe
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CII	Compte d'intervention immédiate
CRS	Catholic Relief Services
EMMA	Compte spécial de compensation des effets de marché
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIFA	Fédération internationale de football association
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
GNUE	Groupe des Nations Unies sur l'évaluation
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IMC	indice de masse corporelle
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
JRC	Centre commun de recherche
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMB	Bureau régional de Bangkok (Asie)
OMC	Bureau régional du Caire (Moyen-Orient, Asie centrale et Europe orientale)
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMD	Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)
OMJ	Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)

OMP	Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)
OMS	Bureau régional pour le Soudan
ONG	organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour le développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour l'enfance
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
RDC	République démocratique du Congo
SAFER	projet concernant les services et demandes d'intervention d'urgence
SC	contrats de service
SMI	santé maternelle et infantile
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
SSA	accords de services spéciaux
TIC	technologies de l'information et des communications
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNHAS	Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies
UNHRD	Entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNJLC	Centre logistique commun des Nations Unies
UNSAS	Normes comptables du système des Nations Unies
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM
WRS	Warehouse Receipt System
WVI	World Vision International

